

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 28 mars 2019
(Convocation du 21 mars 2019)

Aujourd'hui, le vingt-huit mars deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Dominique DEGOS et Céline SALLES

Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Gérard CASTET, Yves LAHOUN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN et Nathalie BARROUILLET

Messieurs Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Céline SALLES

OBJET : Affaires générales / Ressource - Renouvellement des concessions d'exploitation des réservoirs de soutien d'étiage

Exposé des motifs :

Le président rappelle que par délibération en date du 19 juillet 2018 un groupement de commande entre l'Institution Adour et la communauté de communes des Luys en Béarn (CCLB) a été constitué dans l'objectif de réaliser une mise en concurrence visant à la gestion et l'exploitation de réservoirs de stockage d'eau ; en effet la CCLB est propriétaire d'un ouvrage à vocation de réalimentation situé à Serres-Castet. Aux termes de la convention signée entre nos deux collectivités, l'EPTB conduit, pour le compte de la communauté de communes, la procédure de consultation de délégation de service public jusqu'à la signature du contrat.

En date du 6 septembre 2018 le comité syndical a décidé de lancer une consultation pour confier sous le mode concessif la gestion des réservoirs des sous bassins de l'Adour et affluents rive gauche et du Midou-Douze en y adjoignant un troisième lot concernant le réservoir de Serres-Castet.

La consultation s'est achevée le 10 octobre 2018 et la commission de délégation de service public s'est réunie le jour même pour ouvrir les plis. Une seule offre a été déposée par la Compagnie d'aménagement des côtes de Gascogne (CACG).

La CDSP s'est à nouveau réunie le 24 octobre 2018 pour analyser l'offre et a souligné la nécessité d'obtenir de nombreuses précisions tant sur les prestations que sur les tarifications proposées par sous-bassin.

Dans le cadre de la négociation du contrat avec l'entreprise CACG, la CDSP a demandé au Président Paul CARRERE d'entamer les discussions sur la base des demandes de précisions et remarques formulées par ses membres lors de l'ouverture des plis et de l'analyse de l'offre.

La commission a également souhaité voir retravaillées les provisions de maintenance et de renouvellement des équipements et a demandé de négocier une baisse des tarifs proposés sur l'ensemble des sous-bassins.

A l'issue de trois réunions de négociation entre les responsables de la CACG et le Président, et après les derniers échanges de documents et arbitrages financiers intervenus entre janvier et février, la

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



CACG a proposé, en accord avec la CCLB, une modification à la baisse du compte prévisionnel d'exploitation (CEP) de l'ouvrage de Serres-Castet avec une nouvelle structure de la redevance.

La CCLB de son côté, renonce à la réversion annuelle, exclut des prestations contractuelles, le poste renouvellement/maintenance du matériel, comme celui concernant le fauchage et l'entretien végétal, ainsi que l'accès au service de télégestion et de suivi de la CACG afin de diminuer de 19 000 € le compte prévisionnel de charges. Pour sa part, la CACG accepte de consentir d'ultimes efforts financiers (à hauteur de 1 783 €), concernant les frais de déplacement, les charges de personnel et autres charges. L'ensemble de ces efforts permet d'atteindre un équilibre financier global tel que présenté dans le Compte d'Exploitation Prévisionnel.

- Le coût d'exploitation de l'année 0 s'établit à 32 729 €.
- Concernant la redevance tarifaire, elle est composée d'une part fixe de 21,50 euros par hectare, d'une part proportionnelle de 1 centime par m³ pour la tranche 1 (dès le 1^{er} m³) et de 2 centimes par m³ déclenchée à partir de 60% du quota. Les pénalités pour dépassement de quota seront intégralement reversées à la Communauté.

Il vous est proposé de statuer sur ces bases pour autoriser la signature du contrat de concession de l'ouvrage de Serres-Castet pour les cinq prochaines années (2019-2023).

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- D'attribuer à la Compagnie d'aménagement des côteaux de Gascogne (CACG) la concession de service public pour l'exploitation du réservoir de Serres-Castet pour la période courant de 2019 à 2023
- De valider les conditions tarifaires et la structure de la redevance telle qu'annexées
- D'autoriser le Président à signer, dans le cadre de la convention de groupement de commande signée avec la communauté de communes des Luys en Béarn, le contrat de maintenance et d'exploitation des équipements gestion de l'eau et des facturations pour les campagnes 2019 à 2023 tels qu'annexé

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 28 mars 2019 à Mont-de-Marsan,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Paul CARRERE



Communauté de communes des **Luys en Béarn**

68, chemin de Pau - 64 121 Serres-Castet

☎ 05 59 33 72 34 – 📠 05 59 33 34 63

contact@cclb64.fr – www.cclb64.fr

PROJET DE CONTRAT

Concession de service public pour l'exploitation du réservoir de SERRES-CASTET sur le Gées (sous-bassin du Luy de Béarn)

Maintenance et exploitation des équipements Gestion de l'eau et des facturations Campagnes 2019 à 2023

Ce projet de contrat constitue un cadre que le candidat doit compléter et dont il doit tenir compte pour concevoir son offre. Durant la procédure et les séances de négociation, le candidat peut proposer des modifications au présent projet étant précisé que l'Institution Adour et la Communauté des communes des Luys en Béarn se réservent également la possibilité d'apporter des modifications audit projet, dans le cadre de la présente consultation. **Toute modification devra être visible et identifiable.**

Le présent cahier des charges identifie chaque point sur lequel une proposition est attendue des candidats. Ces points apparaissent sur fond **en vert**.

Le déroulé du présent cahier des charges doit être respecté.

SOMMAIRE

PREAMBULE - PRESENTATION DU CONTEXTE	6
IDENTITE DES PARTIES CONTRACTANTES	8
CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES	9
Article 1. Formation du contrat	9
Article 2. Objet du contrat.....	9
Article 3. Textes et documents associés au contrat	10
Article 4. Description des aménagements	10
Article 5. Durée	10
Article 6. Exploitation personnelle	11
Article 7. Responsabilités et assurances	11
1. Responsabilités	11
2. Obligations d'assurance	11
Article 8. Régime du personnel.....	13
1. Principes généraux.....	13
2. Identification du personnel.....	13
Article 9. Contrats avec les tiers.....	13
Article 10. Cession du contrat	14
Article 11. Documents contractuels.....	14
1. Définition des documents contractuels	14
2. Primauté	14
3. Interprétation	14
CHAPITRE 2 - MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU CONCESSIONNAIRE.....	15
Article 12. Définition des biens	15
Article 13. Mise à disposition.....	15
Article 14. Retrait de biens.....	17
Article 15. Installations à l'initiative du concessionnaire	17
Article 16. Documents et données relatives au service	17
1. Plans et documents relatifs aux biens	17
2. Documents d'exploitation et de maintenance	17
3. Données du service	18
CHAPITRE 3 - MODALITES D'EXPLOITATION	19
Article 17. Principes généraux d'exploitation	19
Article 18. Service aux usagers	19
Article 19. Conventions de restitution usagers préleveurs	20



1. Nature de la convention de restitution.....	20
2. Attribution des conventions des restitutions	20
3. Engagements clientèle	21
4. Actions de communication	21
Article 20. Usages non préleveurs	22
Article 21. Exploitation du service	22
1. Gestion des aménagements	22
2. Gestion des eaux.....	23
3. Gestion des conventions de restitution	23
4. Participation aux instances de concertation	24
5. Continuité du service	24
6. Sécurité	25
7. Situations particulières du service	25
8. Situation de crise	25
9. Risque sanitaire.....	26
Article 22. Contrôle des prélèvements	26
Article 23. Modalités concernant les échanges entre le concessionnaire et la CC Luys en Béarn....	27
1. Devoir d'information et d'avis du concessionnaire	27
2. Accès aux données techniques liées aux ouvrages et à l'exploitation.....	27
Article 24. Qualité de l'eau	28
 CHAPITRE 4 - TRAVAUX.....	 29
Article 25. Travaux et prestations.....	29
1. Dispositions générales	29
2. Opérations à charge du concessionnaire.....	29
Article 26. Prestations relatives au classement Sécurité des ouvrages hydrauliques	32
1. Opérations de contrôle : Surveillance technique et auscultation.....	32
2. Surveillance.....	32
3. Auscultation	33
4. Amendements des documents relatifs à l'ouvrage	33
Article 27. Détériorations.....	34
Article 28. Exécution d'office des travaux d'entretien	34
Article 29. Travaux de renouvellement, de renforcement et de modernisation.....	34
1. Travaux de renouvellement	34
2. Travaux de renforcement	35
3. Travaux de modernisation	35
4. Exercice du contrôle du concessionnaire sur les travaux	35
 CHAPITRE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET FISCALES	 37
Article 30. Rémunération du concessionnaire	37
1. Structure de la redevance pour l'irrigation.....	37
2. Actualisation des prix.....	37
3. Montant des redevances actuelles	37
4. Propositions de redevances pour les usagers préleveurs par le candidat.....	38
5. Propositions de redevances complémentaires.....	39
Article 31. Comptes prévisionnels d'exploitation.....	39

Article 32. Provisions et garantie continuité de service	40
Article 33. Redevance d'exploitation des ouvrages mis à disposition	41
Article 34. Régime fiscal	41
CHAPITRE 6 - CONTROLE, INFORMATION ET CONSEIL.....	42
Article 35. Rapport annuel	42
1. Principes généraux.....	42
2. Compte-rendu technique.....	43
3. Compte-rendu comptable et financier	46
Article 36. Calendrier de remise du rapport annuel.....	47
Article 37. Rencontres annuelles	47
Article 38. Suivi réglementaire	48
1. Information de la CC Luys en Béarn.....	48
2. Dossier de suivi	49
Article 39. Exercice du contrôle par la CC Luys en Béarn	49
1. Objet du contrôle.....	49
2. Obligations du concessionnaire	49
3. Visite des installations	50
Article 40. Commission paritaire	50
Article 41. Révision des clauses contractuelles	51
1. Conditions de réexamen des conditions financières	51
2. Modalités de réexamen de la rémunération du concessionnaire	52
CHAPITRE 7 - GARANTIE ET SANCTIONS.....	53
Article 42. Garantie à première demande	53
Article 43. Pénalités	53
Article 44. Sanctions coercitives	55
1. L'exécution d'office.....	55
2. La mise en régie provisoire	55
Article 45. Déchéance - Résiliation pour faute.....	56
Article 46. Résiliation	56
Article 47. Règlement des litiges.....	57
CHAPITRE 8 - FIN DU CONTRAT	58
Article 48. Expiration.....	58
Article 49. Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général	58
Article 50. Continuité du service en fin de contrat	58
1. Principes généraux.....	58
2. Continuité des contrats du concessionnaire conclus avec des tiers.....	59
Article 51. Régime des biens en fin de contrat	59
1. Régime des biens de retour	59
2. Régime des biens de reprise	59



3. Régime des biens propres.....	60
Article 52. Remise des documents et des fichiers	60
Article 53. Solde des comptes	60
Article 54. Défaut de remise en état des biens	61
Article 55. Accès aux ouvrages	61
Article 56. Elections de domicile	61
Article 57. Signatures	62

PREAMBULE - PRESENTATION DU CONTEXTE

PREAMBULE

L'Institution Adour, établissement public territorial de bassin (EPTB), et la communauté de communes des Luys en Béarn sont propriétaires d'ouvrages, dits réservoirs de stockage d'eau, dont les volumes sont dédiés à la réalimentation de cours d'eau en vue du soutien d'étiage.

La gestion de ces ouvrages fait l'objet d'une délégation de service public par voie d'affermage (mode concessif) ou de contrats de prestation de service. Actuellement, l'ensemble des réservoirs de soutien d'étiage des deux collectivités sont confiés en gestion, à la Compagnie d'Aménagement des Côteaux de Gascogne (CACG).

Les contrats arrivant à leurs termes, il s'agit de procéder au renouvellement de la gestion sous forme de concession de service public (type affermage) avec une prise d'effet au 1er janvier 2019.

Pour l'Institution Adour la liste des réservoirs pour lesquels le renouvellement est à prévoir concerne cinq sous-bassins :

- Sur le secteur Midour-Douze : les réservoirs de Saint-Jean, Tailluret, Bougnères et Cavaré sur la Douze ; Maribot, Bourgès, Lapeyrie, Charros et Arthez sur le Midour.
Ils seront regroupés sur un lot n°1 « **Exploitation des réservoirs sur les sous-bassins Midour et Douze** »

- Sur le secteur de l'Adour moyen : les réservoirs du Brousseau (+ gestion des eaux de la retenue de Latrille), Lourden, Renung, Miramont, Fargues et Louet,
- Sur le secteur du Gabas et des Léas : les réservoirs du Gabas (+ gestion des eaux d'une part du réservoir du Gabassot) et Coudures,
- Sur le secteur du Louts : le réservoir d'Hagetmau,
- Sur le secteur du Luys de France et de Béarn : les réservoirs du Balaing et Ayguelongue (+ gestion des eaux d'une part du réservoir de l'Aubin).

L'exploitation des réservoirs de ces 4 sous-bassins sera regroupée dans un lot n°2 « **Exploitation de réservoirs sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys** ».

Pour la communauté de commune des Luys en Béarn, est concernée la retenue du Gées située sur les communes de Navailles-Angos et Serres-Castet.

L'exploitation de ce réservoir fera l'objet d'un lot n°3 « **Exploitation du réservoir de Serres-Castet sur le Gées** »

Les deux collectivités souhaitent réaliser cette opération de mise en concurrence en commun afin d'obtenir des économies d'échelles au stade de la consultation des futurs gestionnaires et prestataires.

L'uniformisation du droit de la commande publique permet désormais l'émergence de ce type de groupement d'autorités concédantes (art. 26 de l'Ordonnance 2016-65 du 29 janvier 2016), avec le même souci de mutualisation que dans le droit des marchés publics. Les concessions sont des instruments contractuels pouvant faire l'objet de procédures communes et uniques, quitte d'ailleurs à ouvrir davantage à des allotissements. Les parties ont ainsi décidé, en application de l'article 26 de l'Ordonnance, de confier à un coordonnateur un mandat l'autorisant à gérer les procédures et à organiser la passation de marchés uniques, à les signer et à les exécuter pour l'ensemble des membres du groupement.

L'assemblée délibérante de la Communauté des communes des Luys en Béarn, par délibération en date du 17 juillet 2018 a approuvé le principe du groupement de commande et le choix du mode d'exploitation pour son ouvrage de Serres-Castet.



L'assemblée délibérante de l'Institution Adour, par délibération en date du 6 septembre 2018 a approuvé le principe des concessions de service public relative à l'exploitation des réservoirs de soutien d'étiage sur **les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys** et sur **les sous-bassins Midour et Douze** à un tiers par le biais d'un contrat de concession de service public de type affermage.

L'assemblée délibérante de l'Institution Adour, par délibération en date du 19 juillet 2018 a approuvé le principe du groupement de commande.

L'EPTB Institution Adour, représenté par son Président, est désignée comme coordonnateur.

Pour l'Institution Adour, les ouvrages du Balaing et de l'Ayguelongue (et de l'Aubin*) sont situés respectivement sur les ruisseaux du même nom, et sur les communes de Navailles-Angos et Argelos (64), Mazerolles et Momas (64), et de Doazon, Casteide-Cami et Arnos (64). Ils permettent la réalimentation des vallées du Luy de France et du Luy de Béarn, pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit consigne de gestion aux points de Monget sur le Luy de France et de Saint-Médard et Sault-de-Navailles sur le Luy de Béarn.

L'ouvrage de Serres-Castet, situé sur le ruisseau du Géés, sur les communes de Serres-Castet, Navailles-Angos, Saint-Castin et Montardon (64) permet la réalimentation de la vallée du Géés puis du Luy de Béarn pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de gestion défini au point de contrôle aval mesuré à Caubios.

L'ouvrage de Serres-Castet est un réservoir constitué d'un barrage principal en terre compactée et de ses ouvrages hydrauliques associés :

- les deux seuils de mesure du débit entrant ruisseau du Géés et ruisseau du Bedat, constitués d'un seuil en V et d'une échelle limnimétrique,
- la contre-digue amont, comprenant une vanne de vidange,
- les stations hydrométriques associées et notamment :
 - le seuil constitué par un clapet semi-automatique sur le Luy de Béarn, à la limite des communes de CAUBIOS-LOOS et UZEIN, au droit de la voie communale n° 121 dite de la clavière (Cf. arrêté d'autorisation de création du seuil du 29 juin 1990 en annexe 1),
 - le seuil situé en aval du seuil mobile, et sur lequel est appliquée la consigne de gestion de l'ouvrage définie dans le règlement d'eau.

L'Institution Adour a lancé une consultation en vue de désigner l'attributaire de ce contrat.

Cette consultation est régie par les dispositions contenues aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales relatives aux concessions de service public.

Les avis de publicité ont été publiés :

- au JOUE et BOAMP, le 7 septembre 2018,
- au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment, le 7 septembre 2018,
- sur le site de l'Institution Adour, le 7 septembre 2018.

La date limite de réception des candidatures et des offres a été fixée au **lundi 8 octobre 2018 à 16 heures**.



IDENTITE DES PARTIES CONTRACTANTES

Contrat de concession pour l'exploitation de l'ouvrages de Serres-Castet situé sur le Gées, sur le sous-bassin du Luy de Béarn

Entre les soussignés :

La **communauté de commune des Luys en Béarn**,
Représentée Monsieur Jean-Pierre MIMIAGUE, Président, et Paul CARRERE, Président de l'Institution Adour, mandataire du groupement de commande, respectivement habilités par délibération n°...144... prise en conseil communautaire de la CCLB du 17 juillet 2018 et délibération n°72 prise en comité syndical de l'Institution Adour du 19 juillet 2018,

Ci-après « **la CC Luys en Béarn** » ou « **l'autorité concédante** »
D'une part,

Et

La compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) société anonyme d'économie mixte au capital de 2 100 000 euros, dont le siège social est situé chemin de Lalette, CS 50449, 65004 Tarbes CEDEX, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Tarbes sous le numéro B 592 780 233 et représenté par Monsieur Alain Poncet, directeur général en vertu d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 10 mai 2016,

Ci-après « **le concessionnaire** »
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :



CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Formation du contrat

Aux termes de la procédure prévue par les articles L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, le concessionnaire accepte de prendre en charge la gestion et l'exploitation du service public afférent à la gestion des ouvrages hydrauliques de la CC Luys en Béarn, dans les conditions du présent contrat.

Par délibération en date du 17 juillet 2018, la CC Luys en Béarn a approuvé le principe d'une concession de service public de type affermage, pour la gestion et l'exploitation de ses ouvrages hydrauliques.

Par délibération du 28 mars 2019, le mandataire du groupement de commande, agissant pour le compte de la CC Luys en Béarn, a approuvé le présent contrat confiant la gestion et l'exploitation du service à la société *compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG)*, et a autorisé son Président à le signer.

Article 2. Objet du contrat

Le présent contrat de concession de service public a pour objet de confier à titre exclusif au concessionnaire la gestion et l'exploitation du service public afférent à l'aménagement suivant :

- le barrage-réservoir du Serres-Castet.

La gestion et l'exploitation du service par le concessionnaire incluent notamment :

- l'exploitation des ouvrages,
- la prise en charge des dépenses sous contrats avec les fournisseurs liés à l'exploitation,
- le respect des consignes administratives de gestion,
- la surveillance des installations,
- les travaux d'entretien afin d'assurer la sécurité, le bon fonctionnement des installations, la continuité et la qualité du service,
- la conservation des plans et documents relatifs aux biens,
- la mise à jour des documents d'exploitation et de maintenance,
- le recueil et archivage des données du service,
- la réalisation des travaux mis à sa charge,
- les obligations en matière de sécurité,
- les obligations en matière de surveillance de la qualité des eaux,
- la gestion des relations avec les usagers et notamment leur information,
- la gestion de la vente d'eau aux usagers et de la fonction de soutien d'étiage,
- la mise en place d'un service d'astreinte,
- la transmission d'un rapport annuel (rapport comptable, analyse de la qualité du service, annexe avec compte-rendu technique et financier),
- des prestations complémentaires listées à l'article 25 du contrat.

Le concessionnaire tirera sa rémunération de l'exploitation du service. Cette rémunération est composée des éléments listés à l'article 30 ci-dessous.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-1 du code général des collectivités territoriales, le concessionnaire exploite le service à ses frais et risques. Dans le respect des principes de continuité, d'égalité de traitement des usagers et de mutabilité de service public.

Le concessionnaire sera tenu d'assurer la continuité du service public quelles que soient les circonstances, sauf en cas de force majeure.

Le concessionnaire exercera ses missions dans le respect de la réglementation en vigueur et en coordination avec les concessionnaires exploitant les ouvrages de réalimentation de l'Institution l'Adour sur les Luys, notamment le réservoir de l'Ayguelongue sur le Luy de Béarn, et le réservoir de l'Aubin, appartenant à l'ASA de l'Aubin sur le ruisseau du même nom, affluent rive gauche du Luy de Béarn.

Article 3. Textes et documents associés au contrat

- Liste non exhaustive des textes réglementaires liés à l'ouvrage applicable (annexe 1ter):
 - Les arrêtés préfectoraux autorisant la construction et l'exploitation des ouvrages et portant règlement d'eau,
 - L'arrêté préfectoral n° 08/EAU/090 relatif à la réhasse de l'ouvrage,
- Le modèle de convention de restitution, à produire par le candidat (annexe 2) ;
- L'inventaire des biens du service, à amender par le concessionnaire, en s'appuyant d'une part sur l'inventaire réalisé par le délégataire actuel en septembre 2018 et joint en annexe 3, et d'autre part sur les rapports techniques (annexe 1) et la visite contradictoire de début de contrat ;
- Le Cadre du compte d'exploitation prévisionnel (annexes 6).
- Toute convention entre les différents MOA de ce bassin pour la mutualisation des ressources du bassin

Article 4. Description des aménagements

La CC des Luys en Béarn met à disposition du concessionnaire l'ouvrage et aménagements hydrauliques liés au réservoir de Serres-Castet (barrage, ouvrages hydrauliques associées, réservoir, seuils et stations de mesures associées).

Un descriptif de ces ouvrages est donné en annexe 1, par des fiches de synthèse, des rapports techniques et des extraits des précédents comptes rendus annuels d'exploitation qui reprennent :

- les caractéristiques
- le bilan d'utilisation sur l'année 2017.

Cette annexe 1 comprend également une fiche synthétisant les données comptables jusqu'en 2017 de la délégation de service public précédente.

Article 5. Durée

Le présent contrat est conclu pour une durée de cinq (5) ans à compter du 1^{er} janvier 2019 à 0h00.

L'échéance du contrat est donc fixée au 31 décembre 2023 à minuit, sauf résiliation anticipée.



Article 6. Exploitation personnelle

La concession étant consentie à titre intuitu personae, le concessionnaire est tenu d'exploiter personnellement les activités objet de la présente concession.

Les opérations matérielles de gestion pourront faire l'objet de contrats particuliers de la part du concessionnaire sans que ce contrat emporte transfert de la responsabilité du service.

Le concessionnaire reste seul responsable à l'égard de l'autorité concédante du respect des prescriptions techniques et des exigences posées par les documents contractuels.

Article 7. Responsabilités et assurances

1. Responsabilités

Dès la prise en charge des installations, le concessionnaire est responsable du bon fonctionnement du service dans le cadre des dispositions du présent contrat de concession.

Le concessionnaire fera son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir dans le cadre de son exploitation.

La responsabilité de la CC Luys en Béarn ne pourra être recherchée à ce titre.

Le concessionnaire sera seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, résultant de son exploitation.

Le concessionnaire se conformera aux préconisations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE). LA CC Luys en Béarn fera son affaire de la mise en conformité des obligations réglementaires dont il a la compétence avec ledit document. En cas de contradiction entre les dispositions contractuelles et la réglementation, le concessionnaire ne peut en aucun cas être tenu responsable d'un quelconque manquement à ses obligations contractuelles.

Le concessionnaire aura communication de toutes les conventions d'usages avant l'entrée en vigueur du présent contrat. Le concessionnaire alerte la CC Luys en Béarn de l'incompatibilité de certains usages avec une bonne gestion des ouvrages. L'Institution Adour fera son affaire de l'information et alertera ses co-contractants de toute situation affectant les conventions d'usages.

La CC Luys en Béarn reste responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, résultant de son fait ou de celui des préposés ou de tout accident de tiers survenu sur les parcelles ouvertes au Public, notamment en raison d'une non-conformité des installations.

Le concessionnaire est tenu d'alerter la CC Luys en Béarn face à tout risque susceptible ou de nature à mettre en jeu la responsabilité de cette dernière, et ce, dès qu'il en a connaissance par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel.

2. Obligations d'assurance

Tous les ouvrages, installations et équipements du service sont exploités par le concessionnaire conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, aux règles de l'art, dans le souci de garantir la conservation du patrimoine de la CC Luys en Béarn et de préserver les droits des tiers et de l'environnement.

Le concessionnaire est tenu de réparer les dommages aux personnes, aux biens et à l'environnement causés par le fonctionnement du service et des installations dont il a la charge, tel que défini dans le présent contrat. A ce titre le concessionnaire garantit la CC Luys en Béarn contre

tout recours des usagers ou des tiers et contre tout dommage non couvert par un contrat d'assurance comme précisé ci-dessous.

Les responsabilités du concessionnaire recouvrent notamment :

- l'indemnisation des dommages corporels, matériels et financiers causés lors de l'exploitation du service telle que définie par le présent contrat,
- l'indemnisation des dommages causés aux installations du service par ses agents,
- l'indemnisation des dommages causés aux installations résultant d'événements fortuits (notamment incendie, dégâts des eaux, explosion, foudre, accidents causés par des tiers, catastrophes naturelles).

Le concessionnaire est tenu de fournir les attestations d'assurances appropriées, dont il donne communication à la CC Luys en Béarn, annuellement.

Les éléments de l'annexe 1 sert de base pour que le concessionnaire souscrive les polices d'assurance appropriées.

Le concessionnaire garantit le concédant pour tous les dommages non couverts par son assurance à savoir les dommages matériels et immatériels causés par un incendie une explosion, un accident d'ordre électrique, un dégât des eaux ayant pris naissance ou survenu dans les locaux et les dommages causé aux biens mobiliers et immobiliers, mis à disposition du concessionnaire via un contrat de concession.

La responsabilité civile résultant de l'existence des ouvrages dont la CC Luys en Béarn est propriétaire, incombe à celle-ci.

L'obligation du concessionnaire de souscrire ces polices d'assurance s'étend à l'ensemble des installations du service concédé, y compris aux nouveaux ouvrages, équipements ou installations intégrés au service, en cours de contrat.

Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance,
- les activités garanties,
- les risques garantis,
- les montants de chaque garantie,
- les montants des franchises et des plafonds de garanties,
- les principales exclusions,
- la période de validité.

Ces attestations d'assurance seront annexées au présent contrat (annexe 9).

A la demande de la CC Luys en Béarn, le concessionnaire produit les attestations d'assurance souscrites, dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la demande.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Par ailleurs, le concessionnaire s'engage à communiquer à la CC Luys en Béarn, dans les meilleurs délais et par écrit, toute modification survenue dans ces polices (y compris les évolutions de structure des compagnies d'assurance concernées : absorption, rachat, restructuration, etc.), au cours de l'exécution du contrat.



Article 8. Régime du personnel

1. Principes généraux

Le concessionnaire est tenu d'exploiter les ouvrages et installations du service en conformité avec la législation et la réglementation relatives aux conditions de travail des salariés.

Ce personnel est entièrement rémunéré par les soins du concessionnaire, rémunération, cotisations sociales de sécurité sociale, remboursement de frais potentiels...

Il doit notamment affecter le personnel en nombre suffisant et ayant les qualifications et les formations nécessaires soit en interne soit en externe, pour remplir les missions qui lui sont dévolues par le présent contrat, soit la bonne marche des installations et le bon fonctionnement d'ensemble du service.

Le recours au personnel intérimaire est soumis aux conditions légales et réglementaires en vigueur. A ce titre, l'utilisation de personnel intérimaire est autorisée uniquement dans la mesure où ce personnel est placé directement sous l'autorité et la responsabilité de l'exploitant.

2. Identification du personnel

Le personnel que le concessionnaire a désigné pour la surveillance et le contrôle de la distribution de l'eau et de ses dépendances est porteur d'un signe distinctif. Il est muni d'un titre constatant ses fonctions.

Article 9. Contrats avec les tiers

Le concessionnaire prend toutes précautions utiles dans la conclusion de ses contrats de travaux, de fourniture et de services pour garantir la continuité du service et le meilleur rapport qualité prix de ces prestations. Le concessionnaire dresse la liste de l'ensemble de ces contrats conclus avec des entreprises tierces dans le rapport annuel.

Tous les contrats doivent comporter une clause réservant expressément à la CC Luys en Béarn la faculté de se substituer au concessionnaire à la fin du présent contrat.

Le concessionnaire fait son affaire des paiements liés à ces contrats.

Les contrats ne peuvent avoir une échéance postérieure à la date de fin du présent contrat. En cas de résiliation anticipée du présent contrat, les contrats de sous-traitance ne sont pas transférés à la CC Luys en Béarn.

Dans tous les cas, le concessionnaire reste totalement responsable de l'exécution du service et des biens du service vis-à-vis de l'autorité concédante, des usagers et des tiers.

Cette responsabilité couvre notamment et non limitativement la responsabilité civile, les clauses découlant de l'application du présent contrat, et la conformité des prestations sous-traitées à la législation en vigueur. Les cas de grève subis par le sous-traitant n'exonèrent pas le concessionnaire de ses obligations contractuelles. Il est de la responsabilité du concessionnaire de contrôler la réalité et la qualité des services sous-traités et le respect des obligations contractuelles par les sous-traitants. Les sous-traitants exécutent le service sous la direction du concessionnaire et ne pourront se retourner contre la CC Luys en Béarn pour quelque motif que ce soit.

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le concessionnaire met tout en œuvre pour pourvoir à son remplacement. Le concessionnaire supporte toutes les dépenses engagées par la CC Luys en Béarn pour assurer la continuité du service.

L'ensemble des sous-contrats, actuels et futurs, conclus par le concessionnaire, seront passés conformément aux règles de la commande publique ; les déclarations de sous-traitance seront transmises à la CC de Luys en Béarn conformément à la réglementation en vigueur.
Le concessionnaire informe en amont la CC de Luys en Béarn des dates prévisionnelles d'interventions des sous-traitants.

Dans le cadre du rapport annuel, le concessionnaire informe la CC Luys en Béarn sur les sous-contrats et transmet les dates effectives d'interventions des sous-traitants..

Article 10. Cession du contrat

Toute cession partielle ou totale de la concession, toute opération assimilée à une cession, devra être soumise à l'accord écrit préalable de la CC Luys en Béarn, sous peine de déchéance.

L'acceptation de la cession totale ou partielle du contrat ou de l'opération assimilée fera l'objet d'un avenant au contrat dûment approuvé par le Conseil communautaire de la CC Luys en Béarn.
En tout état de cause, une telle cession devra respecter les conditions posées par les textes et la jurisprudence alors en vigueur.

A défaut d'acceptation expresse par la CC Luys en Béarn à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces informations, la cession est considérée comme refusée.

Le refus de la CC Luys en Béarn n'ouvrira droit à aucune indemnité pour le concessionnaire.

En cas de cession totale ou partielle du contrat ou d'opération assimilée, le bénéficiaire se substituera au concessionnaire et deviendra entièrement responsable vis-à-vis de la CC Luys en Béarn.

Article 11. Documents contractuels

1. Définition des documents contractuels

Les documents contractuels sont :

- Le présent contrat ;
- Les annexes au présent contrat numérotées de 1 à 11.

2. Primauté

En cas de contradiction entre les stipulations des documents contractuels, le présent contrat prime sur ses annexes.

3. Interprétation

Les dispositions du présent contrat ne seront affectées par l'éventuelle évolution des textes régissant le service public concédé et la jurisprudence correspondante, qu'en tant qu'elles contreviendraient à des dispositions d'ordre public nouvelles.

En cas d'évolution de la réglementation entraînant un déséquilibre économique du contrat, tel que décrit à l'article 42 des présentes le concessionnaire pourra demander la révision du contrat conformément à l'article 1195 du code civil et conformément à l'article 25 du contrat relatif aux travaux de mise aux normes à la charge du concédant.

En tant que de besoin, les parties se rapprocheront et feront de leur mieux pour prévenir ou résoudre amiablement toute difficulté d'exécution pouvant résulter d'une telle évolution, faisant application des principes d'interprétation des contrats posés par les articles 1188 et suivants du code civil ou dispositions légales qui s'y substitueraient.



CHAPITRE 2 - MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU CONCESSIONNAIRE

Article 12. Définition des biens

➤ Biens de retour

L'ensemble des biens constitutifs des installations affectées au service public, ainsi que tous biens, meubles et immeubles et l'ensemble des documents, comprenant notamment les archives, nécessaires à l'exploitation des installations faisant l'objet du présent contrat constituent des biens de retour.

Il s'agit tant des ouvrages et équipements requis pour les besoins du service que des améliorations ultérieurement apportées auxdits biens.

À l'expiration du contrat, pour quelque cause que ce soit, la CC Luys en Béarn entrera immédiatement en possession de l'ensemble de ces biens nécessaires à l'exploitation des installations.

Ces biens font retour à la CC Luys en Béarn à titre gratuit au terme du contrat.

➤ Biens de reprise

Les biens de reprise sont les biens mis à disposition par le concessionnaire et qui peuvent être nécessaires à l'exécution du service.

La CC Luys en Béarn aura la faculté de racheter au concessionnaire ces biens en fin de contrat.

La valeur de ces biens sera fixée à l'amiable, ou à dire d'expert, et payée au concessionnaire dans les trois mois qui suivent leur reprise éventuelle par la CC Luys en Béarn. Ces indemnités seront estimées en fonction de l'amortissement technique, compte tenu des frais éventuels de remise en état.

➤ Biens propres

Les biens propres sont les biens acquis ou créés par le concessionnaire autres que les biens de retour et les biens de reprise.

Il s'agit des biens non financés dans le cadre du présent contrat que le concessionnaire utilise tout au long de sa mission pour faciliter le bon accompagnement de celle-ci, sans que ces biens puissent pour autant être considérés comme affectés au service public, ni indispensables à sa poursuite.

Ils sont librement conservés par le concessionnaire sans que la CC Luys en Béarn puisse en exiger l'appropriation en fin de contrat.

Article 13. Mise à disposition

La remise au concessionnaire des équipements, biens immobiliers, matériels et installations du service est effective le 1^{er} janvier 2019.

L'inventaire amendé des équipements est remis à la CC Luys en Béarn dans un délai de 2 mois à compter de la prise d'effet du contrat.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Cette remise est constatée par la signature d'un procès-verbal d'inventaire et d'état des lieux établi contradictoirement entre le concessionnaire et la CC Luys en Béarn lors d'une réunion au plus tard dans les trois mois qui suivent la prise d'effet du contrat.

Ce procès-verbal précise notamment : la nature des infrastructures et des équipements, leur situation, leur état et leur catégorie (biens de retour, propres, reprise). Il est complété par l'inventaire des ouvrages amendé, et sera joint en annexe 3 au présent contrat.

Le concessionnaire prend en charge les ouvrages et installations du service dans l'état où ils se trouvent sans pouvoir, ensuite, invoquer leur situation initiale pour dégager sa responsabilité dans le bon fonctionnement du service.

A compter de cette mise à disposition, le concessionnaire prend en charge les équipements mis à disposition par l'ASA de Serres-Castet à la CC des Luys en Béarn et assume la part relative à l'exploitation du barrage (énergie, télégestion)....

Le concessionnaire s'engage à tenir régulièrement à jour sous forme informatique (au format modifiable ou compatible) l'inventaire des biens du service (y compris les plans afférents aux installations), et à y consacrer les moyens nécessaires.

Chaque mise à jour de l'inventaire prend en compte à leur date de mise en service, les nouveaux ouvrages, installations, équipements achevés ou acquis depuis la dernière mise à jour et intégrés au service concédé.

La mise à jour tiendra également compte :

- des évolutions significatives concernant les ouvrages, équipements et installations déjà répertoriés à l'inventaire ;
- des ouvrages, équipements et installations mis hors service, démontés ou abandonnés.

Il est ici précisé que la mise hors service, l'abandon d'ouvrages, d'équipements ou d'installations, du service concédé, ne pourront être réalisés qu'après approbation de la CC Luys en Béarn. Celle-ci se prononce par écrit, sur la base d'un dossier argumenté, élaboré et remis par le concessionnaire.

Pour chaque bien, l'inventaire est décomposé selon les catégories et avec un niveau de détails assez poussé sur les bases de l'inventaire proposé à l'annexe 3.

L'inventaire ainsi amendé et l'actualisation des plans afférents aux installations sont remis chaque année à la CC Luys en Béarn au plus tard le 15 mai, ou sur simple demande de celle-ci (dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la demande).

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Le cas échéant, la mise à jour de l'inventaire pourra donner lieu, à la demande de la CC Luys en Béarn, à un constat contradictoire sur site.

En complément de l'inventaire, le concessionnaire fournit impérativement à la CC Luys en Béarn, dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date d'effet du présent contrat :

- la liste des biens faisant partie du patrimoine du concessionnaire qu'il affecte exclusivement à la gestion du service concédé et qui constituent des biens de reprise ;
- la liste des biens propres qu'il utilise dans le cadre du service concédé

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Le concessionnaire ajoute un chapitre spécifique à l'inventaire amendé comportant la liste des biens lui appartenant et qu'il affecte exclusivement à la gestion du service concédé.



Ces listes (biens propres, biens de reprise), précisant les montants associés des biens de reprises seront également mises à jour par le concessionnaire et communiquées chaque année à la CC Luys en Béarn au plus tard le 15 mai, ou sur simple demande de la CC Luys en Béarn (dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la demande).

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Article 14. Retrait de biens

La CC Luys en Béarn peut décider de retirer un ou plusieurs biens de l'inventaire. Cette décision est fera l'objet d'un avenant au contrat. Toutefois un tel retrait ne pourra entraîner de bouleversement de l'économie du contrat. A défaut les parties devront se réunir pour renégocier les éléments tarifaires du contrat. Ce retrait ne peut pas compromettre la qualité du service concédé.

Article 15. Installations à l'initiative du concessionnaire

Le concessionnaire peut établir dans le périmètre de la concession tous les ouvrages qu'il juge nécessaires à l'exploitation du service concédé sous réserve de l'approbation expresse par la CC Luys en Béarn des conditions techniques et financières de réalisation et de remise des ouvrages en fin de concession. Une fois réalisés, ces ouvrages sont dédiés au service et sont rajoutés comme biens de reprise à l'inventaire cité à l'article 13 du présent contrat.

Article 16. Documents et données relatives au service

1. Plans et documents relatifs aux biens

A la date d'effet du présent contrat, la CC Luys en Béarn s'assure que le concessionnaire détient tous les plans et documents intéressant les biens nécessaires au service concédé. Le concessionnaire en assure la conservation.

Le concessionnaire dispose du libre droit d'exploitation des plans et informations associées sous toute forme que ce soit. Chaque fois que le concessionnaire souhaite utiliser ces plans et données dans un autre but que la simple exploitation du service, il doit demander l'accord de la CC Luys en Béarn sauf si ces plans et données sont la propriété intellectuelle du concessionnaire.

Le concessionnaire tient à jour l'ensemble des documents et plans relatifs aux biens, et les met à disposition de la CC Luys en Béarn de façon dématérialisée.

2. Documents d'exploitation et de maintenance

A la date d'effet du présent contrat, la CC Luys en Béarn s'assure que le concessionnaire détient tous les documents d'exploitation et de maintenance intéressant les biens nécessaires au service concédé.

Le concessionnaire doit les tenir à jour et établir tout autre document permettant de répondre aux prescriptions réglementaires ou contractuelles, de satisfaire les objectifs d'information de la CC Luys en Béarn, de répondre à ses besoins propres en termes de suivi du service.

Cette obligation comprend la bonne qualité du recueil de données représentatives du fonctionnement des biens du service, ainsi qu'une bonne utilisation de ces données (interprétation et stockage).

Les documents d'exploitation et de maintenance comprennent notamment les notices techniques de constructeurs des différents matériels les cahiers de bord ou d'entretien de toutes les installations, le journal de bord des principales opérations d'entretien et de réparations réalisées durant le contrat, les rapports de contrôle réglementaire (appareils électriques, sous pression, de levage), les bilans et comptes-rendus d'audit et de diagnostic, ainsi que les suites données.

Le concessionnaire tient à jour l'ensemble des documents d'exploitation, de maintenance et réglementaires (auscultation, des visites techniques approfondies...), conformément à la réglementation applicable, et les met à disposition de la CC Luys en Béarn de façon dématérialisée.

3. Données du service

Le concessionnaire doit recueillir et archiver sans limitation de durée les données issues de mesures manuelles ou automatisées effectuées sur les installations du service qui permettent de satisfaire les objectifs d'informations de la CC Luys en Béarn, de contribuer à la connaissance du fonctionnement du service et de ses évolutions.

Les données du service visent :

- l'ensemble des données issues de mesures en continu relatives à la ressource en eau (niveaux, débits),
- les données enregistrées par le système de télégestion,
- les mesures d'auscultation,
- les données de souscription, par typologie d'usage, par usager, par bassin versant et par département,
- les données de prélèvement par souscription, par typologie d'usage, par usager, par bassin versant et par département dans le respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai.

Il fournit l'ensemble de ces données, conformément aux modalités définies dans les articles 35 et 36, à la CC Luys en Béarn lors de la remise du rapport annuel du concessionnaire, soit le 15 mai dernier délai, ou sur simple demande de la CC Luys en Béarn dans le délai d'un mois après réception de cette demande.

4. mis à disposition de données

Le concessionnaire met à disposition du concédant des données techniques qui ne sont mentionnées dans son rapport annuel afin de faciliter certaines démarches pour le concédant. Il s'agit notamment :

- des données météorologiques brutes (pluie, température) annuelles, selon un pas de temps hebdomadaire (avec les valeurs maximales, minimales et moyenne)
- du volume déstocké « trop plein » : par période (annuel, étiage hors étiage) lié au « trop plein » de l'ouvrage (côte maxi atteinte, déversement, crue, ...)
- du taux d'usage par ouvrage
- du taux d'usage contractuel en nombre de contrats : nombre de contrats opérationnels par usage/nombre total de contrats
- du taux d'usage contractuel en ha (ou en l/s) contractualisés : nombre d'ha (ou l/s) des contrats opérationnels par usage/nombre total d'ha (ou l/s)



CHAPITRE 3 - MODALITES D'EXPLOITATION

Article 17. Principes généraux d'exploitation

Le prestataire s'engagera à assurer la sécurité, le bon fonctionnement des installations, la continuité et la qualité du service.

Les exigences en matière de continuité du service sont exposées ci-après.

Les diverses installations seront maintenues en bon état d'entretien et de fonctionnement. L'exploitation de ces équipements devra être assurée suivant les dispositions légales et réglementaires en vigueur régissant l'exploitation des ouvrages hydrauliques.

Le prestataire retenu s'engage à réaliser les travaux et entretiens qui lui sont impartis. Il s'engage notamment à :

- maintenir en bon état d'utilisation les diverses installations et matériels qui devront être exploités dans les conditions légales et réglementaires en vigueur ;
- se conformer aux notices d'entretien qui lui seront remises ;
- respecter les conditions d'utilisation des matériaux et matériels, notamment les prescriptions des arrêtés portant règlement d'eau ;
- accompagner le propriétaire dans ses échanges avec les services de l'État
- répondre aux demandes du propriétaire en lien avec l'exploitation des équipements.

Il veillera à ce que les services offerts soient suffisants pour satisfaire au mieux les usagers et développer une bonne image des équipements vis-à-vis des usagers, du grand public, et des services instructeurs.

En outre, le(s) prestataire(s) retenu(s) s'obligera(ont) :

- à être en situation de seul responsable vis-à-vis du propriétaire dans toutes les interventions qu'il conduira,
- à assurer la continuité du service toute l'année dans les conditions fixées au présent cahier des charges,
- à aider à communiquer sur le service en fournissant à la demande de la CC Luys en Béarn toutes les informations nécessaires : état de remplissage de la réserve communiqué tous les 15 jours en période hors étiage, tous les jours en période d'étiage (1^{er} juin au 31 octobre) ...

Article 18. Service aux usagers

Les priorités d'usages sont celles définies par la réglementation et notamment le SDAGE Adour-Garonne.

Sont considérés comme usagers des eaux de réalimentation les usagers préleveurs et les usagers non préleveurs.

Les usagers préleveurs peuvent être à titre d'information (liste non exhaustive) des agriculteurs, des entreprises publiques ou privées ou des collectivités prélevant de l'eau pour l'irrigation, l'eau potable, l'industrie ; ils sont titulaires d'une convention de restitution.

Pendant la durée du présent contrat, le prestataire est tenu pendant la période de basses eaux, sauf en cas de force majeure, de fournir de l'eau brute aux usagers, dans les conditions fixées par le présent contrat et les contrats d'abonnement en vigueur.

Le service rendu par le concessionnaire aux usagers préleveurs consiste en la restitution, en amont du point de prélèvement envisagé, d'un débit et d'un volume prélevable.

Les usagers préleveurs sont titulaires d'une autorisation administrative de prélèvement et d'une convention dite "de restitution" qui en fixe les modalités.

Le modèle de convention de restitution est fourni par le concessionnaire en annexe 2 du présent contrat.

Article 19. Conventions de restitution usagers préleveurs

1. Nature de la convention de restitution

La convention de restitution règle la mise à disposition de l'eau dans les cours d'eau.

La convention de restitution, établie en conformité avec les dispositions du présent contrat, fixe les conditions, notamment financières, selon lesquelles la mise à disposition de l'eau et les autres prestations liées à celle-ci sont accordées aux usagers préleveurs.

Les clauses de la convention de restitution ont valeur contractuelle pour le concessionnaire. Cette convention est signée entre l'utilisateur préleveur et le concessionnaire.

Les abonnements au service d'irrigation sont annuels. Ils se renouvellent par tacite reconduction. Le prestataire s'engage à appliquer le contrat d'abonnement pour ce qui le concerne pendant la durée du présent contrat et à vérifier sa bonne application par les usagers. La souscription d'un abonnement n'ouvre pas droit au versement de frais d'accès au service.

Les contrats peuvent être conclus ou revus, avant le début de la saison d'irrigation en accord avec les usagers et après avis de la Collectivité.

La demande de résiliation est présentée selon les modalités fixées par les clauses générales.

En cas de modification des clauses générales de la convention de restitution, un avenant est transmis, pour signature, par le concessionnaire à l'utilisateur préleveur par notification spécifique, ou accompagne la première facture suivant la modification. En cas de modification des clauses particulières de la convention de restitution, un nouvel exemplaire de celles-ci est transmis, pour signature, par le concessionnaire à l'utilisateur préleveur par notification spécifique. En cas de modification des clauses générales, l'autorité concédante sera préalablement avertie par courrier pour information et pour validation de sa part sous un délai de un (1) mois.

Le concessionnaire met à disposition de la CC Luys en Béarn les conventions des usagers préleveurs.

A défaut de respecter les prescriptions de cet article, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

2. Attribution des conventions des restitutions

L'attribution des conventions sera faite en conformité avec toutes les autorisations administratives et l'organisme unique de gestion collective des périmètres élémentaires correspondants, ou d'usages hors prélèvements.

Pour le réservoir de Serres-Castet, l'arrêté préfectoral n°08/EAU/090 autorisant la réhausse et portant règlement d'eau réprécise dans son article 4 que la part des usages agricoles du volume du réservoir, soit 1,5 Mm³, est destinée à l'Union des ASA d'irrigation du Luy de Béarn.

Dans le cas où interviendrait une modification substantielle de la demande d'autorisation de ce bénéficiaire historique, l'attribution des débits/volumes/surfaces éventuellement disponibles



pourrait se faire au cours de la réunion annuelle organisée en janvier sous l'égide de l'Institution Adour sur les axes réalimentés par ses ouvrages de restitution. Cette instance réunit les services d'Irrigadour, des 4 chambres d'Agriculture et de l'État (4 Directions départementales des territoires (et de la mer)).

Dans ce cas, le concessionnaire tient à la disposition de l'autorité concédante, à sa demande et inclut dans son rapport annuel, tous les documents justifiant de la bonne application des modalités d'attribution ainsi que la liste des demandes en attente précisant la typologie d'usage, l'usager, et les débit/volume/surface demandés sous réserve du respect de la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données. Le concessionnaire participera à la réunion d'attribution et y apportera tous les éléments en sa possession.

3. Engagements clientèle

Les engagements envers la clientèle du concessionnaire sont les suivants :

Délai de réactivité en réponse à un besoin d'irrigation par prélèvement sur le cours d'eau

Si le client dispose d'une autorisation de prélèvement : une heure et demie (1h30) (Décompté à partir de la sollicitation de l'usager) La disponibilité de l'eau au droit du point de prélèvement dépend du temps de transfert dans le cours d'eau dont la CACG ne peut être tenue pour responsable

Si le client ne dispose pas d'un contrat de prélèvement : au cas par cas en fonction de la nature du prélèvement tenue responsable.

Apprécié au moment de la manœuvre de la vanne de lâcher

Délai de réactivité aux événements météorologiques, hors événement exceptionnel ou cas de force majeure : 8 heures maximum conformément à l'article 2.6 du mémoire technique)

Le non-respect des délais entraîne l'application de la pénalité prévue à l'article 43.

4. Actions de communication

Entre concessionnaire et usagers :

Le prestataire assure une permanence téléphonique 24h/24 et 7j/7 durant la saison d'irrigation, sous la forme d'un n° d'appel unique non surtaxé, qu'il communique par courrier ou courriel en début de saison à tous les nouveaux usager et en cas de modification à tous les usagers.

Chaque usager communique au prestataire selon les mêmes modalités les coordonnées complètes d'interlocuteurs habilités à intervenir en son nom.

Ces interlocuteurs sont seuls habilités à contacter le prestataire en vue de la fourniture d'eau brute, notamment pour solliciter le relèvement temporaire du niveau d'eau en aval de la retenue collinaire.

Pour ce faire, ils confirment systématiquement, par courriel adressé à l'adresse indiquée par le prestataire, toute demande adressée par téléphone.

Entre concessionnaire et autorité concédante :

Le concessionnaire élabore les actions de communication et fournit si besoin à l'autorité concédante les informations nécessaires concernant spécifiquement le service. Il lui transmet l'ensemble des données de communication.

L'autorité concédante peut transmettre au concessionnaire un document d'information qu'il se chargera de transmettre aux usagers avec la prochaine facture émise. Les actions de communication du concessionnaire concernant le service ou destinées spécifiquement aux usagers du service feront l'objet d'une concertation avec la CC de Luys en Béarn sauf s'il y a un caractère d'urgence.

Une information sur l'état de remplissage des réservoirs doit être communiquée à la CC Luys en Béarn à une fréquence prévisionnelle de 15 jours par voie électronique et mis à disposition des acteurs concernés.

Un bulletin de situation hydrologique sera transmis à la CC Luys en Béarn à une fréquence prévisionnelle d'un mois.

Article 20. Usages non préleveurs

Les usages non préleveurs sont tous les autres usages. Les usagers non préleveurs mais bénéficiaires des eaux de réalimentation peuvent être les usiniers ou propriétaires de moulins, les collectivités publiques ou privées ou leurs ayant droits, dans la mesure où les rejets qu'ils effectuent rendent nécessaire le maintien d'un débit de dilution pour garantir les objectifs de salubrité, les collectivités territoriales et toute personne de droit public pour la part du débit qui est réservé à l'intérêt général, les fédérations de pêche, les fédérations de chasse, les fédérations sportives ou des associations, les exploitants d'installations hydroélectriques ou photovoltaïques.

Le service vise à participer au soutien d'étiage et à l'atteinte du débit consigne de gestion en aval des tronçons réalimentés pour des durées variables et prescrites par les divers documents réglementaires évoqués à l'article 3 du présent contrat et fournis en annexe 1^{ter}, afin d'assurer en particulier le respect des débits d'objectif d'étiage inscrits dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

La CC Luys en Béarn se réserve le droit de fixer les règles applicables pour la mise à disposition des ouvrages pour les usagers non préleveurs, dans un but de mise en valeur du plan d'eau et des parcelles liées aux ouvrages pour des activités connexes.

Ces modalités de mise à disposition seront établies par des conventions tripartites entre la CC Luys en Béarn, le concessionnaire et les usagers non préleveurs.

Ces conventions ne pourront prévoir une durée de mise à disposition supérieure à celle du présent contrat sauf pour des projets dont l'équilibre économique nécessiterait une durée plus longue. Dans ce cas, la convention devra comporter une clause de substitution du concessionnaire.

Article 21. Exploitation du service

1. Gestion des aménagements

Tous les ouvrages, équipements et matériels sont entretenus en bon état de fonctionnement, de conservation, d'aspect et réparés par les soins du concessionnaire.

L'entretien à la charge du concessionnaire est tant préventif que curatif. Tous les travaux et interventions rendus nécessaires directement ou indirectement par un manque d'entretien sont à la charge du concessionnaire.

Le concessionnaire tient sur site un journal de bord des principales opérations d'entretien et de réparation réalisées. Ce document est régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de la CC Luys en Béarn et des services de l'État.



A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Faute pour le concessionnaire de pourvoir à l'entretien des biens du service, l'autorité concédante peut faire procéder, aux frais du concessionnaire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service, 48 heures après une mise en demeure restée sans résultat.

2. Gestion des eaux

Le concessionnaire exploite les ouvrages conformément à la réglementation applicable en vigueur (cf. article 3 et annexe 1ter) pendant la durée du présent contrat.

Il le fait en cohérence avec la gestion hydraulique déjà en place et conformément à la réglementation applicable pour chaque ouvrage et pour chaque bassin.

La gestion des eaux comprend la gestion des débits lâchés à partir des ouvrages (objet de la gestion concédée et existants par ailleurs sur le bassin) selon les objectifs réglementaires applicables et stratégiques d'optimisation de l'eau.

La régulation des débits lâchés en pied de barrage depuis le siège du concessionnaire est assurée grâce aux outils de gestion tactique des eaux développés par lui-même et adaptés à chaque aménagement.

Le débit réservé sera ainsi maintenu toute l'année (sauf commande contraire de la CC Luys en Béarn qui assurera la responsabilité de la diminution ou de l'arrêt du Q réservé).

Durant la période de soutien d'étiage, le concessionnaire assure :

- La télégestion des commandes d'ouverture et de fermeture de la vanne, les débits étant régulés selon les objectifs de débit aval et selon les règlements d'eau, les commandes passées par la CC Luys en Béarn ;
- L'exploitation du réseau de télémesures qui permet de connaître en temps réel et à tout instant l'état des niveaux du réservoir et celui des rivières en pied du barrage et en aval au niveau de chacune des stations hydrométriques ;
- La mise à disposition au jour J+1 (au plus tard) des données brutes de lâchers des réservoirs du jour J sur un serveur dédié accessible à la CC Luys en Béarn, aux services de l'État. Ces données correspondront aux moyennes journalières.

Ainsi, le concessionnaire transmettra ou mettra à disposition quotidiennement à la CC Luys en Béarn les données de suivi des lâchers sous forme de tableaux et graphiques, accessibles via un outil de type serveur web, pour chaque réservoir :

- suivi hebdomadaire des volumes : volume mobilisé sur la semaine, depuis l'entame de la campagne, volume disponible par rapport au volume total mobilisable,
- suivi quotidien des lâchers sur la période de mobilisation de la réserve (dates et horaires d'ouverture et de fermeture, valeur du débit instantané),
- suivi horaire des lâchers, sur demande uniquement à la CC Luys en Béarn.

D'une manière générale, le prestataire prend à sa charge tous les frais d'abonnements et consommations pour les réseaux nécessaires à l'exploitation du service (électricité, téléphone, sous réserve de l'indépendance de l'installation...) dans le cadre des équipements mis à disposition.

Le concessionnaire exercera ses missions dans le respect de la réglementation en vigueur.

3. Gestion des conventions de restitution

La CC Luys en Béarn remettra au concessionnaire, en début de contrat, la liste des usagers et caractéristiques de leurs contrats actuels.

Le nombre de contrats et compteurs actuels est présenté par sous-bassins dans le tableau de l'article 30 suivant.

Le concessionnaire devra reprendre le fichier des autorisations 2018 remis par la CC Luys en Béarn (données des autorisations pour prélèvements agricoles seront fournies par l'Organisme unique au format EXCEL) pour l'amender en fonction des modifications ayant pu intervenir en 2018 ou à venir en début d'année 2019.

Le concessionnaire établit les conventions de restitution au plus tard pour le 31 mai 2019 et les envoie aux préleveurs pour signature. Ces conventions sont basées sur le modèle proposé par le candidat et joint en annexe 2 du présent contrat, avec les usagers préleveurs, en respectant les débits et/ou volumes et/ou surfaces maximaux susceptibles d'être souscrits à partir du réservoir.

A défaut d'établissement des conventions de restitution dans le délai précité, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Le concessionnaire devra faire - chaque année - avant le 31 décembre, un extrait complet de la base au format SANDRE comprenant les consommations de l'année écoulée ainsi qu'un fichier avec les modifications/suppressions de l'année écoulée ; ces documents seront transmis à l'OUGC.

En cas de modification entre décembre et avril, un nouveau fichier des modifications/suppressions sera transmis à l'OUGC juste avant passage CODERST

Après validation par le Coderst, le concessionnaire récupérera la liste définitive des autorisations liées à l'ouvrage pour l'année n, pour suivi de la campagne et préparation de la facturation du 2^{ème} acompte de la redevance en fin d'année.

4. Participation aux instances de concertation

Le prestataire devra entretenir les relations avec les acteurs locaux, les exploitants et les propriétaires riverains.

Actuellement, il existe une commission de gestion sur les axes réalimentés par les réservoirs de l'Institution Adour : une pour le Louet, une pour le Gabas-Lées, une pour le moyen Adour, une pour le Bahu, une pour le Louts et une pour les Luys. Ces commissions de gestion sont composées à minima de l'Institution Adour, du concessionnaire, des représentants d'usagers, d'Irrigadour, de représentants de l'État et de l'agence de l'eau Adour-Garonne. Cette commission a pour objet de suivre les modalités d'exécution de la gestion des réservoirs.

Le concessionnaire du présent contrat de gestion de l'aménagement de Serres-Castet assistera la CC Luys en Béarn et siègera au sein de la commission de gestion Luys (ou commission de gestion élargie dans le cadre de la nouvelle concession « Adour et affluent rive gauche du Louet aux Luys »), pour les prestations qui leur incombent et définies dans le présent contrat, et d'une manière générale dans toutes les missions incombant à la CC Luys en Béarn dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion du réservoir. Il s'agira de préparer les éléments nécessaires à la présentation (contexte hydroclimatique, état de remplissage, perspectives de soutien d'étiage, ... éléments financiers relatifs à la redevance).

En règle générale, la commission est réunie en pré-campagne puis plusieurs autres peuvent être organisées en cours de saison si la situation hydroclimatique est tendue (4 à 5 réunions).

Dans son offre, le candidat tiendra compte de sa participation à la commission de gestion proposée par l'Institution Adour.

5. Continuité du service



Le concessionnaire s'engage à assurer la continuité de service tout au long de l'année dans les conditions fixées au présent contrat, tout en respectant les obligations réglementaires liées aux ouvrages, notamment les arrêtés portant règlement d'eau et les arrêtés de classement au titre de la sécurité publique.

Pour assurer ce service, le concessionnaire diffuse à la CC Luys en Béarn et à tous les services publics qui lui en font la demande, les numéros de téléphone des services d'astreinte et de sécurité joignables vingt-quatre heures sur vingt-quatre, toute l'année.

Le concessionnaire sera joignable par l'autorité concédante, l'Institution Adour, l'ensemble des usagers, et tous les services publics qui lui en font la demande, aux jours et heures ouvrables, pour toutes demandes de renseignements concernant l'exercice du service et vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour tous les problèmes concernant la sécurité des personnes et des biens ou pour signaler une interruption particulière du service.

En cas de constat de tous désordres apparents sur les ouvrages y compris le bâti, le concessionnaire est tenu d'avertir la CC Luys en Béarn dès que possible par téléphone et par lettre recommandée avec accusé de réception.

6. Sécurité

Le concessionnaire s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur en matière de sécurité, relatifs aux activités objet du présent contrat. Il reste seul responsable de tout manquement en la matière, tant vis-à-vis des usagers que des tiers. Il garantit la CC Luys en Béarn de toute mise en cause liée aux activités qui lui sont concédées. Le concessionnaire n'est pas responsable des activités et manifestations organisées par des tiers et non préalablement autorisées par ses soins ou de tout accident de tiers survenu sur les parcelles ouvertes au Public, notamment en raison d'une non-conformité des installations.

Le concessionnaire aura à sa charge tous les contrôles techniques réglementaires y compris ceux relatifs à la sécurité des ouvrages hydrauliques (Cf. article 26). Il fournira à la CC Luys en Béarn les rapports au fur et à mesure de leur production et au plus tard lors de la remise du compte rendu annuel prévu à l'article 35 du présent contrat.

7. Situations particulières du service

En cas de remplissage incomplet du réservoir une année donnée, la CC Luys en Béarn doit être avertie et ce, en toute hypothèse, avant le 15 mai de l'année considérée. La CC Luys en Béarn est également informée de l'engagement de gros travaux.

En cas de situation particulière avant ou pendant la période des lâchures, le concessionnaire est tenu de se rapprocher du titulaire du contrat « Adour et affluents rive gauche du Louet aux Luys » afin d'organiser des réunions de commissions de gestion de rivière en présence de l'autorité concédante. Il y sera fixé les quotas disponibles ou les périodes de restriction de fourniture d'eau. Le concessionnaire informera les usagers des décisions prises.

Le concessionnaire est tenu d'informer les usagers de toute décision prise par l'organisme unique ou tout autre organe décisionnaire, précisant les conditions de gestion ainsi que de toutes les décisions réglementaires.

8. Situation de crise

En cas de situation de crise, le concessionnaire est tenu d'appliquer la réglementation en vigueur selon les arrêtés préfectoraux qui seraient pris pour l'ouvrage.

Le concessionnaire est chargé d'appliquer les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population conformément à la réglementation lors des situations de crise.

Si nécessaire, et dans le cas où il ne peut plus faire face à ses obligations, le concessionnaire doit prendre immédiatement, de sa propre initiative, toutes les mesures d'urgence nécessaires en vue notamment d'assurer un service minimum.

9. Risque sanitaire

Le concessionnaire est chargé de mettre en place les procédures d'urgence et de prévention en cas de risque sanitaire ou de pollution concernant les ouvrages (cyanobactérie, pollution des eaux, ...). Il devra informer par téléphone et courriel, la CC Luys en Béarn dès suspicion de pollution ou risque sanitaire, et des mesures prises.

Il devra en particulier avertir l'ensemble des usagers, riverains et collectivités ainsi que les services de l'État. Il devra informer les usagers sur site par la mise en place de panneaux d'alerte fournis par l'autorité concédante.

Article 22. Contrôle des prélèvements

Régime des dispositifs de comptage :

Les dispositifs de comptage servant à mesurer les quantités d'eau brute prélevées par les usagers dans le milieu naturel ou fournies par le concessionnaire en pied de retenue collinaire, appartiennent actuellement aux usagers et doivent être conformes aux spécifications de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

Ces dispositifs de comptage ne font donc actuellement pas partie du périmètre concédé.

Prestations de contrôle :

Le concessionnaire assure le contrôle des prélèvements moyennant la collecte des index des compteurs tout au long de la période de prélèvements. Ce contrôle s'appuie sur des visites des points de prélèvement visant à permettre un relevé d'index et une mesure du débit prélevé in situ.

Par principe, les contrôles sont inopinés dans le respect des modalités définies dans les clauses générales de la convention de restitution. Ils peuvent dans certains cas être renouvelés (fraude et/ou non-respect des dispositions contractuelles). L'ensemble des surveillants sont à même d'intervenir sur tout secteur pour des opérations ponctuelles destinées à disposer d'une vue d'ensemble dans un court délai (cas de bassins pouvant soulever des difficultés de gestion).

Le concessionnaire peut exiger la vérification d'un dispositif de comptage dès lors qu'il suspecte un dysfonctionnement ou une dérive de la mesure. Les frais de contrôle (jaugeage ou étalonnage au banc d'essai) sont à la charge du prestataire lorsque le dispositif s'avère conforme à ses spécifications techniques ou à la charge de l'utilisateur dans le cas contraire.

Ce dispositif est complété par des "auto-relevés" effectués par chaque usager préleveur, à la demande du concessionnaire ou de l'organisme unique (OUGC).

Le candidat proposera à la CC Luys en Béarn les modalités et outils pour assurer ces relevés de compteurs et garantir la qualité du service.

Le concessionnaire fournit à l'autorité concédante, sur simple demande et lors de la remise du compte-rendu technique annuel un état des contrôles qu'il a effectué sur les prélèvements des eaux issues des aménagements sur l'année écoulée.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.



Article 23. Modalités concernant les échanges entre le concessionnaire et la CC Luys en Béarn

1. Devoir d'information et d'avis du concessionnaire

Considérant la qualité de professionnel du concessionnaire et la responsabilité qui lui est dévolue par le présent contrat, celui-ci est tenu à une obligation générale d'information, d'avis et d'alerte vis-à-vis de la CC Luys en Béarn.

Sans préjudice des autres stipulations du présent contrat, cette obligation concerne notamment toute information ou conseil de nature à permettre à la CC Luys en Béarn d'exercer sa qualité d'autorité concédante dans les meilleures conditions, et concerne également tout risque de nature à mettre en jeu la responsabilité de la CC Luys en Béarn.

Cependant le concessionnaire ne pourra en aucun cas être tenu responsable de toute manifestation, activité organisée par des tiers et autorisée par le maître d'ouvrage ou de tout accident de tiers survenu sur les parcelles ouvertes au Public, notamment en raison d'une non-conformité des installations.

Le concessionnaire représente ou assiste la CC Luys en Béarn, dans le cadre des obligations du présent contrat, à l'ensemble des comités liés aux usages de ces ouvrages dont les comités départementaux de l'eau et les commissions de gestion des étiages sous l'égide de l'État, les commissions de gestion (et éventuellement d'attribution) sous l'égide de l'Institution Adour. Le concessionnaire assiste également la CC Luys en Béarn dans ses relations avec les organismes publics tels que l'État, l'Agence de l'eau et toute administration intervenant dans les secteurs du périmètre des ouvrages, en lui apportant notamment les informations qui lui sont nécessaires.

Le concessionnaire assiste la CC Luys en Béarn pour effectuer les réponses aux services de l'État pour toute demande de leur part dans les délais demandés, après information et avis de l'autorité concédante.

Le concessionnaire assiste la CC Luys en Béarn sur tous les échanges relatifs aux ouvrages, avec les services de l'État et parties prenantes.

En dehors des cas d'urgence, le concessionnaire informe à minima quinze (15) jours avant par courrier ou courriel la CC Luys en Béarn de toute réunion qu'il organise ou dont il est à l'initiative dans le cadre des représentations et assistances décrites ci-dessus.

2. Accès aux données techniques liées aux ouvrages et à l'exploitation

Le concessionnaire tient à la disposition de la CC Luys en Béarn l'ensemble des données techniques relatives au service concédé.

Ceci concerne notamment :

- l'inventaire actualisé des installations,
- les plans et autres documents techniques (schémas, notices d'exploitation et d'entretien...),
- les données des journaux de bord de l'exploitation (registre barrage comprenant les opérations d'entretien, sur les modifications de réglage des installations, sur les différents travaux réalisés, etc.) tenus par le concessionnaire,
- les données du registre de l'ouvrage,
- les rapports annuels du concessionnaire,
- les données statistiques contenues dans le compte-rendu technique annuel inclut dans le rapport annuel du délégataire,
- les comptes-rendus suite à toutes visites réglementaires et inspection,

- l'ensemble des indicateurs définis dans le contrat.

Le concessionnaire s'engage à fournir à l'autorité concédante, l'accès à l'ensemble des données de gestion des ouvrages et de leur exploitation. Il met en œuvre un accès informatique et un accès client aux données de supervision des installations de production. Cet accès est permanent et rafraîchi en temps réel.

L'accès concerne aussi les données brutes, leur traitement et leur historique (pas de temps journalier), ainsi que l'évolution des indicateurs associés.

Cela concerne en particulier :

- les mesures de débits sur l'ensemble de l'axe lié à l'ouvrage (entrée, sortie, débit réservé, stations hydrométriques, ...),
- le volume stocké dans l'ouvrage,
- les volumes consommés par ouvrage, par type d'usage,

Dans le cadre du respect du RGPD, la Collectivité obtiendra des usagers l'autorisation de communication de leurs données personnelles relatives à leur consommation.

Au-delà, le concessionnaire s'engage également à assurer les mises à jour régulières et la maintenance du logiciel et de l'accès client.

Le candidat présentera les outils, logiciels ou interfaces permettant de répondre à ces demandes de la CC Luys en Béarn.

Le concessionnaire met à disposition de l'autorité concédante un fichier (disponible à minima au format modifiable type Excel, ou en accès dématérialisé), comprenant l'ensemble des remarques synthétisées suite à visite d'inspection, VTA, audit, rapports surveillance, auscultation, la date limite de réalisation, la planification, l'avancement.

Après demande, ces éléments sont transmis à l'autorité concédante sous un délai d'un mois maximum.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Cette liste fait l'objet d'une présentation par le concessionnaire au plus tard le 15 mai à destination des services de l'État et de l'autorité concédante. Il est annexé au rapport annuel tel que défini à l'article 35 du présent contrat.

Article 24. Qualité de l'eau

En cas de pollution ou risque sanitaire sur un réservoir ou sa zone d'influence, le concessionnaire avertira les services de la CC Luys en Béarn. Le concessionnaire prendra en charge, notamment en cas de présence de cyanobactéries constatée par lui, les mesures d'affichage temporaire des restrictions ou interdictions d'usages, à mettre en place au niveau de tous les accès. Les panneaux sont fournis par le maître d'ouvrage.

Le concessionnaire pourra également être sollicité pour procéder à cet affichage pour toute pollution ou risque sanitaire dont la CC Luys en Béarn serait avertie par d'autres usagers ou collectivités.

Si des mesures de suivi de la qualité des eaux étaient rendues nécessaires par la réglementation, notamment en cas de pollution ou de risque sanitaire, celles-ci seront à la charge du concessionnaire. Le cas échéant le concessionnaire proposera des prestations complémentaires sous forme de devis.



CHAPITRE 4 - TRAVAUX

Article 25. Travaux et prestations

1. Dispositions générales

La mission du concessionnaire recouvre la gestion, l'exploitation et la maintenance de l'aménagement hydraulique constitué de tous les ouvrages, objet du présent contrat, y compris leurs annexes et les équipements isolés.

Conformément aux objectifs de la CC Luys en Béarn, tous les ouvrages, installations et équipements du service concédé seront exploités dans les règles de l'art, par le concessionnaire avec le souci de garantir la conservation du patrimoine, les droits des tiers et la qualité de l'environnement, et devra garantir leur renouvellement si dysfonctionnement ou rupture.

2. Opérations à charge du concessionnaire

Le concessionnaire a en charge l'ensemble des opérations d'entretien, de surveillance, de maintenance technique, de réparations et de renouvellement permettant le bon fonctionnement et la sécurité des ouvrages dans la limite des équipements listés dans les inventaires de début de contrat.

Ces opérations concernent, sans que cette liste soit exhaustive :

- Au niveau des ruisseaux amont :
 - l'entretien, la surveillance et les réparations nécessaires au fonctionnement des 2 seuils de mesure des débits entrants,
- Au niveau du génie civil (bâtiments, évacuateur de crue, restitution dans la rivière) : le suivi, la surveillance, l'entretien et les réparations nécessaires au fonctionnement et à la sécurité (légère réparation de génie civil, sans ajout de ferraillage),
- Au niveau de la digue principale :
 - la surveillance et les réparations légères nécessaires au fonctionnement et à la sécurité (sans apport de matériaux et sur un volume limité de 1m³ pour une dégradation sur un an),
 - la surveillance de l'empierrement de la crête de la digue et du parement amont et les réparations si nécessaire (sans apports de matériaux),
 - l'élimination des embâcles, sur le parement amont de la digue exclusivement et au niveau du l'évacuateur de crue.
 - l'hydrocurage des drains, l'entretien des sorties de drains et des têtes des piézomètres, l'entretien des parties accessibles de tous les organes d'auscultation (sondes de pression interstitielle, repères topométriques, inclinomètres) ;
- Au niveau des contre-digues amont :
 - la surveillance et les réparations nécessaires au fonctionnement et à la sécurité (y compris vanne),
- Au niveau de la cuvette :
 - surveillance de la stabilité des berges depuis le barrage et une visite annuelle des berges en période de basses eaux,

- nettoyage, redressement, recalage, remplacement des échelles limnimétriques.
- Sur l' évacuateur de crues :
 - la surveillance, l'entretien de la passerelle,
 - la surveillance, l'entretien et la réparation ou remplacement des gardes-corps,
 - le nettoyage de l'entonnement et du coursier sur la digue et la réfection des couvre-joints,
 - le nettoyage et la réfection (petits travaux de génie civil) du bassin de dissipation et du chenal en aval de la digue (béton de liaison des enrochements).
- Au niveau des accès :
 - le nettoyage, /parking et pied de digue,
 - l'entretien et réparations ponctuelles des chemins d'accès (cf. annexe 11) par bouchage des nids de poule,
 - la surveillance et l'entretien de la signalétique d'avertissement de danger et de restriction d'accès,
 - l'entretien des fossés d'évacuation des eaux de ruissellement (hors fauchage).
- Pour la canalisation sous la digue et la restitution y compris les vannes :
 - l'entretien courant (graissage, traitement anti corrosion, peinture, petit génie civil, ...),
 - au niveau de la digue principale, visites conduites de restitution jusqu'à la vanne de garde amont et au niveau des digues principale et secondaire, essais de vannes de vidange. S'agissant des visites de conduites, si la configuration de ces dernières ne permet pas le passage de la caméra robot, les modifications nécessaires ne sont pas incluses.
 - des travaux nécessaires sur les vantelleries suite aux manœuvres continues tout au long de la campagne ou suite aux contrôles de fonctionnement.
- Pour les dispositifs de télégestion :
 - l'entretien intérieur et extérieur des locaux de télégestion (peintures des murs, portes et huisseries, entretien et réparations des toitures, ...),
 - l'entretien, les réparations et le renouvellement des appareillages (sondes, télécommunication, informatique),
 - l'entretien et les réparations des locaux de mesures et commandes associés.
- Installations électriques :
 - Surveillance, entretien et maintenance de toutes installations électriques,
 - Surveillance, entretien et maintenance de l'éclairage intérieur et extérieur.
- Pour les stations hydrométriques situées le long des rivières et servant à la gestion des ouvrages :
 - des travaux d'entretien des cabines ou de réparations ou renouvellement des matériels et des équipements électriques (y compris sondes de mesures),
 - redressement, recalage, remplacement des échelles limnimétriques,
 - dévasage du lit si nécessaire et obtention des autorisations administratives nécessaires,
 - opération de jaugeages et retarages.



Il pourra proposer toute solution alternative à l'intervention d'engins mécaniques (pacage d'animaux,...).

Pour tous les équipements listés ci-dessus, le concessionnaire devra assurer l'établissement ou le renouvellement des certifications diverses qui seraient nécessaires (ex. : type Apave pour station en pied de barrage).

Cas particulier des dispositifs de téléalarme, télésurveillance et télégestion

Le fonctionnement et l'entretien de ces dispositifs sont assurés par le prestataire, dans les mêmes conditions que les autres ouvrages objet du contrat, les charges étant imputées sur les dépenses du service.

Habilitations et sécurité des personnels

Les interventions sur ou au voisinage des appareillages électriques devront être réalisées par du personnel possédant les habilitations électriques adéquates (à présenter dans la note méthodologique).

Le candidat présentera également en appui de son offre son plan de prévention relatif aux risques des personnels et entreprises sous-traitantes intervenant sur les ouvrages et leurs annexes.

Missions complémentaires

Les missions complémentaires sont les relations avec les acteurs locaux, les exploitants et les propriétaires riverains :

- participation à la commission de gestion de l'Institution Adour,
- participation aux éventuelles réunions des commissions de suivi du PGE Luys-Louts, mise à disposition de toutes données liées à la concession à l'autorité concédante et aux services de l'État pour le plan de gestion des étiages,
- participation à toute autre éventuelle commission de gestion de l'eau incluant le périmètre de la concession : SAGE, réunions de concertation, comités de gestion de sites,
- participation aux commissions de la CC Luys en Béarn liées à la concession à la demande de celui-ci (conseil communautaire, ...) pour d'éventuelles présentations aux élus,
- relation et mise à disposition des données à l'organisme unique de gestion collective et aux services de l'État instructeurs,
- relation avec les acteurs locaux, les exploitants et les propriétaires riverains.

Établissement des comptes-rendus

L'ensemble des réunions de commission réalisées par le concessionnaires à son initiatives feront l'objet d'un relevé de décision.

Le constat par CC Luys en Béarn de négligences commises par le concessionnaire dans l'établissement de ces relevés de décision traçant l'ensemble des points évoqués est effectué par tous les moyens.

En cas de négligence constatée par la CC Luys en Béarn, le concessionnaire s'oblige à procéder à leur établissement dans un délai de 1 mois après réception de la mise en demeure formulée par la CC Luys en Béarn.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Article 26. Prestations relatives au classement Sécurité des ouvrages hydrauliques

Toutes les prestations objet de cet article suivront les prescriptions de l'arrêté de classement ainsi que les décrets n°2007-1735 du 11 décembre 2007 et n°2015-526 du 12 mai 2015, ainsi que l'arrêté technique du 6 août 2018, textes relatifs à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement.

1. Opérations de contrôle : Surveillance technique et auscultation

Les opérations de contrôle comprennent toutes les opérations de visites et contrôles liés à la réglementation applicable, avec la fréquence adaptée. L'ensemble des résultats de ces visites et contrôles est consigné dans un registre dédié, et mis à disposition de la CC Luys en Béarn et des services de contrôle.

Les visites et contrôle peuvent être (liste non exhaustive) :

- L'auscultation et le contrôle de stabilité et de sécurité des ouvrages
- le contrôle des vannes et des organes de restitution :
 - vérification des équipements électromécaniques et de l'ensemble des vannes
- le contrôle des appareils de télégestion :
 - vérification des satellites de télégestion des vannes,
 - au niveau du barrage, vérification à chaque visite de surveillance des sondes en référence aux échelles limnimétriques (débit entrant, niveau de plan d'eau, niveau des lâchures),
 - au niveau des stations hydrologiques mises en place, vérification bimestrielle des sondes en référence aux échelles limnimétriques,
 - établissement des courbes de tarage.
- le contrôle du système d'alarme :
 - vérification du bon fonctionnement des équipements de téléalarme

2. Surveillance

Les visites courantes de surveillance visuelle sont réalisées au rythme minimal tel que défini par les consignes écrites du barrage ; des visites supplémentaires doivent être réalisées suite à des événements particuliers (crues, séismes).

Les prescriptions particulières de suivi et surveillance des ouvrages figurent dans le document « Consignes de surveillance » en annexe 1.

Ces consignes devront être amendées en début d'année 2019 avec les coordonnées du concessionnaire, dans un délai de 2 mois.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Le circuit de cette visite pédestre intègre la totalité de la crête du barrage, la totalité du pied de digue, la totalité du coursier de l'évacuateur de crues. Cette visite fait l'objet d'une consignation dans le registre du barrage.



En cas d'anomalies constatées, elles sont transcrites dans le registre du barrage, et le personnel informe le plus rapidement son responsable hiérarchique qui juge si cette anomalie peut être résolue directement par l'exploitant (entretien, maintenance courante), ou si cette anomalie nécessite l'expertise du bureau d'études en charge du suivi du barrage, afin de déterminer avec ses conseils la suite à donner à cette anomalie (en relation avec l'exploitant du barrage).

Pour les anomalies ne relevant pas de l'entretien courant à assurer par le concessionnaire, celui-ci avertira les services de la CC Luys en Béarn.

Le candidat devra présenter et justifier des moyens humains nécessaires pour assurer la surveillance des ouvrages 24h/24 et 7j/7. Il devra également préciser les délais d'intervention relatifs à ce service d'astreinte.

Les moyens humains sont présentés au chapitre 2 du mémoire technique (PIECE 3). Ils sont justifiés dans ce chapitre par fonction, mission réalisées exprimées en ETP en cohérence avec le tableau des charges de personnel (annexe 6bis du contrat).

Le délai d'intervention des agents techniques est de 1h30 au maximum pour toute intervention urgente en cas d'incident constaté, et de 24h maximum dans les autres cas, hors délai d'approvisionnement et imprévus.

3. Auscultation

L'auscultation et les rapports (rapport de visite technique approfondie, rapport de surveillance et rapport d'auscultation) seront réalisés par un bureau d'études agréé conformément aux articles R.214-129 à R.214-132 du code de l'environnement.

L'auscultation comprend le contrôle de la stabilité des ouvrages et de sécurité à partir du dispositif d'auscultation en place et des observations des visites spécifiques.

Variable selon les équipements en place, Il pourra s'agir par exemple de :

- mesures topographiques de la digue et évacuateur de crue selon l'équipement du barrage,
- mesures de tassement de l'ouvrage,
- mesures des débits de percolation des drains de la digue,
- mesures des piézomètres si présents,
- mesures des cellules de mesure de la pression interstitielle,
- mesures des inclinomètres si présents,
- visites périodiques des ouvrages notamment lors des éventuelles vidanges réglementaires,
- contrôle visuel des mouvements de terrain dans l'emprise du réservoir,
- contrôle des vannes, des organes de restitution.

Le concessionnaire aura à sa charge tous les contrôles techniques réglementaires (type APAVE) et fournira les rapports au propriétaire lors des comptes-rendus annuels prévus à l'article 35.

Le concessionnaire participera aux visites d'inspection diligentées par les services de l'État relatives à la sécurité des ouvrages hydrauliques.

4. Amendements des documents relatifs à l'ouvrage

Le concessionnaire devra tenir à jour le registre de l'ouvrage, selon la réglementation en vigueur.

Les registres de chacun des ouvrages devront comporter toute intervention réalisée sur les ouvrages (maintenance, visite périodique de l'exploitant, travaux, ...) et tout constat opéré sur les ouvrages et leur environnement (dysfonctionnement, état des digues, niveaux, ...).

En fin de contrat, le registre sera remis au propriétaire en version papier et numérique.

Article 27. Détériorations

Le remplacement des équipements et matériels détériorés ou disparus est exécuté dès que le défaut en est constaté.

Le concessionnaire s'oblige notamment à faire réparer, dans un délai maximum de 1 mois sauf en cas de contrainte technique et/ou administrative (saturation des sols, niveau du lac, autorisation administrative etc.), après réception de la mise en demeure formulée par le propriétaire par lettre recommandée avec accusé de réception, toutes détériorations qu'il peut commettre sur les équipements.

Le concessionnaire effectuera également à ses frais les travaux de réparation concernant la remise en état de fonctionnement des ouvrages à la suite d'incidents ou d'actes de vandalisme dans la limite des travaux définis à l'article 25.

Le concessionnaire s'oblige notamment à faire réparer dans un délai maximum d'un mois, sauf en cas de contrainte technique et/ou administrative (saturation des sols, niveau du lac, autorisation administrative etc.) et sauf recours ultérieur contre les auteurs de dégâts, et sous réserve des textes en vigueur, toutes détériorations qui peuvent être commises sur les équipements nécessaires à la gestion et à l'exploitation du service public.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Article 28. Exécution d'office des travaux d'entretien

Outre la pénalité encourue au titre de l'article précédent, faute par le concessionnaire de pourvoir à l'entretien de chaque installation du service, l'autorité concédante peut faire procéder, aux frais du concessionnaire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires dans les conditions prévues à l'article 44.1 du présent contrat.

Article 29. Travaux de renouvellement, de renforcement et de modernisation

1. Travaux de renouvellement

Le remplacement à l'identique, tant en capacité qu'en qualité, des biens dont le renouvellement se révèle nécessaire, est régi par les principes généraux détaillés dans les alinéas suivants. Il ne se substitue pas à l'entretien et aux réparations présentées dans l'article 25.

➤ **Renouvellement réalisé par le propriétaire**

Les travaux de renouvellement réalisés par le propriétaire sont régis par les mêmes règles que les travaux de renforcement visés au paragraphe « Travaux de renforcement » suivant.

Les catégories de biens dont le renouvellement incombe à la CC Luys en Béarn sont les suivants :

- digue et évacuateur de crue des ouvrages,
- gros travaux de génie civil de l'évacuateur et du bassin de dissipation (hors petites réparations et entretien),
- renouvellement des conduites ,
- accès aux aménagements (réfection substantielle des assises, structures des chemins, barrière et signalétique),



- tous les travaux autres que ceux qui sont à la charge du prestataire décrits dans les paragraphes précédents.

➤ **Renouvellement réalisé par le concessionnaire**

Le remplacement à l'identique des biens dont le renouvellement se révèle nécessaire sera discuté avec le propriétaire. Il ne se substitue pas à l'entretien et aux réparations.

Dans le cadre de son offre, le candidat proposera une liste des matériels dont il assurera le renouvellement. Ce plan de renouvellement, fourni en complément de l'annexe 6ter, présentera pour chaque équipement la fréquence et ou dates prévues de son renouvellement et le coût correspondant (annexes 6 ter).

Ce plan de renouvellement permettra un suivi annuel des opérations réalisées, et ainsi d'étayer les rubriques correspondantes du compte d'exploitation prévisionnel de l'ouvrage.

L'éventuel montant résiduel sera restitué à la CC Luys en Béarn en fin de contrat sur la base d'un état de consommation effectué en fin de contrat.

2. Travaux de renforcement

Le concessionnaire est consulté sur le programme des travaux à exécuter, notamment lorsque les travaux nécessitent que des précautions particulières soient prises lors du raccordement des ouvrages en service.

L'entreprise chargée par la collectivité de la réalisation des travaux réalise les travaux de raccordement dans le respect des règles édictées par le concessionnaire et avec le concours du concessionnaire dans le cadre de ses missions et excluant toute opération de maîtrise d'œuvre.

Le concessionnaire participe aux opérations de mise en service de ces ouvrages.

3. Travaux de modernisation

Si le concessionnaire se trouve amené à remplacer tout ou partie d'un ensemble d'équipements, il propose au propriétaire d'examiner l'intérêt qu'il peut y avoir compte tenu de l'évolution des techniques, à remplacer certains équipements par d'autres mieux adaptés à la poursuite et à la bonne exécution du service.

Dans l'hypothèse où le propriétaire donne suite à la proposition de modernisation du concessionnaire, les modalités de réalisation de l'opération, notamment techniques et financières, seront définies par avenant au présent contrat.

Le concessionnaire établira un programme des éventuels travaux de modernisation envisagés.

Ce programme sera inclus dans le rapport annuel relatif à l'analyse du service visé au paragraphe suivant.

4. Exercice du contrôle du concessionnaire sur les travaux

Le concessionnaire dispose d'un droit de contrôle sur tous les travaux liés aux biens mis à disposition dans le présent contrat dont il n'est pas lui-même chargé. Ce droit comporte la communication à l'initiative du propriétaire, des projets d'exécution sur lesquels le concessionnaire donne son avis.

Le concessionnaire doit suivre l'exécution des travaux. Il a en conséquence le libre accès aux chantiers. Au cas où il constate quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service ou à sa pérennité (risque de pollution, de coupure de la

réalimentation,...), il doit, par écrit, dans le délai de 48 heures, le signaler au propriétaire et, le cas échéant, lui demander d'arrêter les travaux.

Le concessionnaire est invité à assister aux opérations préalables à la réception et est autorisé à présenter ses observations qui sont transmises au propriétaire le même jour.

Faute d'avoir signalé au propriétaire ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations avant la réception, le concessionnaire ne peut pas refuser de recevoir et d'exploiter les ouvrages exécutés.



CHAPITRE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET FISCALES

Article 30. Rémunération du concessionnaire

La rémunération du concessionnaire provient essentiellement des redevances versées par les usagers préleveurs (et éventuellement non préleveurs) du service public, la gestion de ce service étant assurée à ses risques et périls.

1. Structure de la redevance pour l'irrigation

Actuellement la redevance due par les préleveurs irrigants est établie selon un tarif monome, soit un terme fixe, proportionnel à la surface souscrite, exprimé en UT/ha (12,577 UT/ha). Au-delà du quota, une pénalité de 0,038 UT/m³ est appliquée.

2. Actualisation des prix

Dans les contrats actuels, la redevance unitaire, se voit affectée d'une unité tarifaire, symbolisée UT, applicable l'année civile considérée.

Cette unité tarifaire fait l'objet d'une actualisation.

Pour les contrats en cours, la valeur de référence (UT₀) de l'unité tarifaire est fixée au 1^{er} janvier 1990.

La formule d'actualisation de l'unité tarifaire prend en compte l'évolution de différents indices professionnels ou agricoles.

Elle est actuellement déterminée ainsi :

$$UT = UT_0 (0,10 + 0,6 S/S_0 + 0,3 FSD2/ FSD2_0)$$

Les différents éléments sont les suivants :

- UT est la valeur de l'unité tarifaire d'actualisation, applicable à l'année civile considérée (UT₀ = 1 euros valeur au 1^{er} janvier 1990),
- S est l'indice coût de la main d'œuvre France entière (charges salariales comprises) dans les industries mécaniques et électriques (ICHT-E) (S₀ base 100 -janvier 1973),
- FSD2 est l'index national frais et services divers, modèle de référence n° 2 (FSD₀ base 100 -juillet 2004)

Les indices retenus pour la détermination de la valeur de l'unité tarifaire pour l'année civile considérée sont ceux du mois de janvier de l'année considérée, ou, à défaut de parution de ces indices à la date de facturation, leur dernière valeur parue à cette date, antérieure au 1^{er} janvier (publications au Bulletin Officiel de la Concurrence et de la Consommation, au Moniteur des Travaux Publics ou dans les publications officielles de l'Union Européenne et du Ministère de l'Agriculture). Pour information, les valeurs de l'UT pour l'année 2018 sont précisées dans le tableau suivant pour le contrat d'affermage actuel.

Le candidat pourra proposer une nouvelle formule d'actualisation reflétant la répartition des principaux postes de charges du service.

3. Montant des redevances actuelles

Sur ces bases, le montant de la redevance 2018, pour des quotas uniformes sur l'axe est :

Sous-bassin	Gees
réservoir	Serres-Castet
Vol. utile (Mm ³)	1,9
Vol. irrigation. (Mm ³)	1,5
Vol. salubrité (Mm ³)	0,4
Durée soutien (mois)	4
Surface max souscriptible (ha)	1 138
Surface souscrite 2018 (ha)	1 138
Quota d'irrigation (m ³ /ha)	1 320
Prix unitaire/ha (UT/ha)	12,577
Pénalité au-delà quota (UT/m ³)	0,038
Valeur UT 2018 (€)	1,691
Prix de l'eau 2018 (€)	21,27
Nombre de contrats 2018	1
Nombre de compteurs (2017)	3

➤ Pénalités

Pour l'usage irrigation, en cas de prélèvement supérieur au volume maximum autorisé par hectare (quota), une pénalité financière est appliquée.

Son montant est déterminé à partir du volume prélevé au-delà du volume autorisé. Dans les contrats actuels, ce dépassement est facturé : 0,038 UT/m³.

4. Propositions de redevances pour les usagers préleveurs par le candidat

A l'occasion du renouvellement du contrat d'exploitation, la CC Luys en Béarn souhaite introduire une tarification binôme, incitative aux économies d'eau, pour se mettre en conformité avec l'article 6 de l'arrêté 08/EAU/090 du 21 octobre 2008.

Dans la grille tarifaire en annexe 5, le candidat proposera la structure et le montant du tarif prévisionnel pour la durée du présent contrat ainsi que les modalités de calcul du tarif binôme (terme fixe et terme proportionnel) et de sa formule d'actualisation, par type d'usage préleveur.

Les périodes de facturation de la redevance par usage sont précisées dans l'annexe 5.



Toute modification du tarif de mise à disposition (ou des bases de calcul du tarif) pourrait, le cas échéant, conduire à une analyse circonstanciée du devenir du présent contrat (article 41).

➤ Adaptation des tarifs

Le candidat pourra éventuellement proposer des tarifs différenciés entre usagers sur la justification de l'intérêt général. Ainsi, dans le respect du principe général d'égalité des usagers, des tarifs différenciés peuvent être définis en fonction des conditions d'utilisation de l'équipement. Notamment, pour favoriser une meilleure gestion des réalimentations à partir des réservoirs, le concessionnaire peut prévoir des tarifs plus avantageux pour les préleveurs qui utilisent les outils mis à leur disposition et contribuant à une gestion plus fine des réalimentations, conduisant à une meilleure efficacité de gestion qui permet de préserver au maximum les volumes pour prolonger la période de réalimentation, au bénéfice de tous les usagers.

Les tarifs de base ainsi définis sont portés en annexe 5 au présent contrat et approuvés par le conseil communautaire de la CC Luys en Béarn en même temps que le contrat.

Les tarifs doivent répondre aux exigences d'une exploitation optimale de l'équipement.

Tous nouveaux tarifs proposés par le concessionnaire devront donner lieu à la passation d'un avenant à l'exception des tarifs des prestations techniques qui évoluent en application de la formule et des principes de révision prévue à l'article 30.2/ du présent contrat.

➤ Structure de la redevance pour les autres usages préleveurs et usages non préleveurs

Le candidat proposera une adaptation de ces modalités de tarification aux usagers non agricoles.

5. *Propositions de redevances complémentaires*

Le candidat pourra proposer toute autre redevance additionnelle issue de l'exploitation de l'ouvrage mis à disposition, en début ou en cours de contrat (contributions financières, recette complémentaire d'exploitation, location de compteurs,...).

Pour ce faire il présentera les modalités à la CC Luys en Béarn qui devra donner son accord.

Article 31. Comptes prévisionnels d'exploitation

Les charges du concessionnaire découlent du descriptif des travaux et prestations décrits aux articles 17 à 29.

Le cadre d'exploitation annuel associé au présent contrat, précise le compte prévisionnel d'exploitation :

- par année,
- pour la totalité de la durée du présent contrat.

Il fait impérativement apparaître le détail des produits et des charges par nature comptable.

Chaque nature de charge est décomposée, le cas échéant, en charges directes et indirectes résultant d'une répartition de charges communes au présent contrat et à d'autres contrats ou activités qu'aurait le concessionnaire. Cette présentation est conforme au modèle donné en annexe 6.

Une note explicative (annexe 7), des hypothèses retenues pour l'élaboration du compte d'exploitation et des éléments d'information détaillés concernant la nature des principaux postes et des prestations réalisées ainsi que leurs modalités d'affectation, sera adossée aux comptes prévisionnels.

Le concessionnaire fournit également un tableau prévisionnel des personnels affectés au présent contrat,. La répartition des personnels directs et indirects affectés au niveau local est présentée par mission/fonction/niveaux hiérarchiques en ETP et avec les coûts correspondants conformément à la présentation retenue en annexe 6bis.

Le concessionnaire remet également, dans les 2 mois après la mise à disposition des biens, l'inventaire détaillé du patrimoine immobilier, en identifiant les biens et immobilisations désignés comme biens de retour, et dans un délai de 2 mois les biens de reprise et les biens et immobilisations propres à l'exploitation du service public concédé ; il en précisera les caractéristiques, ainsi que les valeurs associées.

Article 32. Compte de renouvellement et maintenance

Dans le cadre du renouvellement et la maintenance, le concessionnaire prend un engagement ferme sur le montant de chaque opération.

Le renouvellement et la maintenance sont financés par le concessionnaire au moyen d'une provision dont le montant global est lissé sur la durée du contrat. Le montant annuel initial de la provision est égal au montant total du renouvellement et de la maintenance programmés sur la durée du contrat divisé par le nombre d'années du contrat.

Cette provision est créditée chaque début d'année dans un compte qui sera ouvert par le concessionnaire, en ses livres, pour le suivi du renouvellement et de la maintenance.

Pour chaque opération effectivement réalisée, ce compte sera débité du montant des travaux de renouvellement et ou maintenance qui comprennent :

- les charges de fourniture hors taxes des matériels, tels que facturées par les fournisseurs,
- les charges de sous-traitance éventuelle hors taxes telles que facturées par les sous-traitants,
- les charges de personnel directes et indirectes nécessaires à l'opération ou la pose des matériels remplacés.

Le solde du compte est reporté d'une année sur l'autre. En fin de contrat normale ou anticipée, le solde positif du compte est versé au concédant par le concessionnaire dans un délai de 2 mois.

Article 33. Provisions et garantie continuité de service

Le concessionnaire s'engage par le biais d'un plan quinquennal, à joindre en annexe 6ter du présent contrat, sur un montant annuel de provision relatif aux travaux de maintenance nécessaires à la continuité du service public et aux garanties de renouvellements visées dans le Chapitre 4.

Ce plan quinquennal sera présenté par année :

1° / en début de contrat, ce plan quinquennal prévisionnel sera détaillé au travers d'un plan de renouvellement et de maintenance des matériels et équipements, plan de renouvellement à fournir en complément de l'annexe 6ter ;

2° / à l'occasion de la 2^{ème} réunion annuelle entre Autorité concédante et concessionnaire, le concessionnaire présentera les provisions pour l'année à venir avec les postes de dépenses envisagés ; ces propositions seront analysées en regard du plan quinquennal prévisionnel.

L'ensemble des éléments prévisionnels de l'article 29 sont remis sous format papier et sous format modifiable type Excel ou équivalent.



Article 34. Reversion à la CC de Luys en Béarn

En contrepartie de la mise à disposition des équipements, biens immobiliers, matériels et installations, le concessionnaire versera une réversion annuelle à l'autorité concédante.

Cette réversion annuelle due par le concessionnaire se compose :

- d'une part fixe d'un montant annuel de 0 € (valeur 2019),
- d'une part des réversions CCLB perçues au titre de la part proportionnelle : le candidat proposera une répartition entre le concessionnaire et l'autorité concédante, la CACG propose un montant correspondant à 25% des recettes perçues au titre de la tranche 2 de la part proportionnelle, dont le seuil de déclenchement est fixé à 60% du quota.
- la reversion intégrale des pénalités pour dépassement de quota,
- et d'une part variable assise sur le montant cumulé du chiffre d'affaires dont le pourcentage s'élèvera à 0 %.

Le budget de la collectivité n'étant pas soumis à TVA la somme HT est égale à la somme TTC.

Le montant de la réversion due par le concessionnaire est versé à l'autorité concédante en 2 fois, la partie fixe avant 15 décembre de l'année en cours et la partie variable avant le 15 mai de l'année N+1.

Ce montant de reversion sera actualisé chaque année selon l'évolution du tarif résultant de la formule proposée à l'article 30.2/ ci-dessus.

Article 35. Régime fiscal

Tous les impôts et taxes établis par l'État ou les collectivités locales et applicables à la présente concession sont à la charge du concessionnaire, à l'exception de la taxe foncière relative aux biens objet de la concession.

Le concessionnaire s'engage à supporter toute fiscalité nouvelle légalement instituée, ainsi que toute variation des taux d'imposition qui pourraient survenir au cours de l'exécution du contrat. Si celle-ci vient à bouleverser l'économie générale du contrat, la charge de cette nouvelle imposition sera examinée lors de la première rencontre annuelle de printemps prévue à l'article 37.

Les tarifs établis selon les dispositions de l'article 30 sont réputés tenir compte de l'ensemble de ces impôts et taxes en vigueur à l'origine du présent contrat, ou lors de leur modification.

Concernant la facturation des redevances au concessionnaire : il est précisé que pour tous les contrats de délégation conclus à compter du 1er janvier 2014, les collectivités doivent désormais être assujetties à la TVA lorsque la mise à disposition des investissements intervient à titre onéreux. Dans cette situation, les réversions perçues par le délégant deviennent soumises à la TVA (Article 210 du CGI annexe II modifié par le décret n° 2014-44 du 20 janvier 2014 art 1 et abrogé par le décret n° 2015-1763 du 24 décembre 2015 art 1).

CHAPITRE 6 - CONTROLE, INFORMATION ET CONSEIL

Article 36. Rapport annuel

1. Principes généraux

La CC Luys en Béarn souhaite suivre les indicateurs ci-après afin de pouvoir garantir les principes de service public liés à cette concession. L'ensemble de ces indicateurs devront permettre à la CC Luys en Béarn de garantir et suivre les principes généraux d'économie, d'équité, de transparence, de durabilité, et de lien financier dans la gestion du service public par rapport aux usages.

Ces indicateurs permettront à la CC Luys en Béarn de préciser sa politique de l'eau liée aux concessions de service public pour l'ensemble des usages prélèvements et hors prélèvements (dont fonction environnementale) et éventuellement de l'adapter.

Le concessionnaire est tenu de fournir à l'autorité concédante chaque année avant le 15 mai, un rapport sur l'exécution du contrat au cours de l'exercice précédent. La fourniture du rapport est suivie d'une présentation à la CC Luys en Béarn sous un délai de deux (2) semaines - au cours de la 1^{ère} rencontre annuelle de printemps - après remise du rapport.

Le concessionnaire dispose d'un délai de trois (3) semaines à compter de la réception des observations écrites de la CC Luys en Béarn, pour y répondre.

La non-fourniture du rapport annuel et des réponses aux observations dans le délai prévu expose le concessionnaire à l'application des pénalités prévues à l'article 43 du présent contrat.

Ce rapport annuel contient les informations nécessaires pour permettre à l'autorité concédante de s'assurer de la bonne exécution du contrat, notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du service concédé et une analyse de la qualité du service public. Le rapport est illustré autant que nécessaire, de photographies, graphiques ou tableaux.

Le rapport intègre un compte rendu technique et un compte rendu financier.

Le concessionnaire devra communiquer à la demande de la CC Luys en Béarn, toute information technique et financière dont il dispose et nécessaire pour élaborer et clarifier le rapport annuel du Président sur le prix et la qualité du service public.

Le concessionnaire devra être disponible auprès de la CC Luys en Béarn pour une présentation après validation du rapport final par celui-ci aux membres du conseil communautaire (ou toute autre réunion de présentation aux élus de la CC Luys en Béarn) à raison d'une réunion annuelle.

Le concessionnaire fournira un tableau de synthèse des indicateurs pertinents définis avec la CC Luys en Béarn.

Le concessionnaire proposera un modèle de rapport annuel en annexe 4 du présent contrat.

Le concessionnaire proposera un modèle affiné de présentation du rapport à l'autorité concédante et des documents annexes en application des articles 35.2. et 35.3. ci-dessous, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent contrat. La CC Luys en Béarn aura un mois pour faire part de son accord ou de ses remarques qui s'imposeront au concessionnaire.

La CC Luys en Béarn conserve la possibilité de demander l'évolution du modèle de présentation en cours de contrat, dans la limite des éléments contractuels et de la faisabilité technique des



demandes. Le concessionnaire ne peut de son propre chef, modifier le contenu cadre du rapport sans en référer à l'autorité concédante.

2. Compte-rendu technique

Le compte-rendu technique du rapport annuel, remis par le concessionnaire à la CC Luys en Béarn sous forme informatique et sous forme papier, doit permettre de présenter l'activité du service public au cours de l'exercice concerné.

Le compte-rendu technique comprend au moins les informations suivantes :

- un compte-rendu hydraulique : il dresse le bilan de la gestion des ouvrages (en remplissage et en vidange), le bilan des usages, les indicateurs associés,
- un compte-rendu d'interventions et de travaux : il liste les interventions techniques effectuées et fait le lien avec les obligations réglementaires éventuelles. Il présente le programme des interventions pour l'année suivante.

➤ **Compte rendu hydraulique**

Le concessionnaire renseignera les indicateurs de performance et de suivi du service et commentera les résultats de l'exercice, par comparaison notamment aux années précédentes sur la totalité de la durée du contrat.

Certains indicateurs sont demandés pendant et hors période d'étiage. La période théorique d'étiage est définie du 1^{er} juin au 31 octobre. La période hors étiage du 1^{er} janvier au 31 mai et du 1^{er} novembre au 31 décembre.

Gestion hydraulique d'ouvrages

Tous les indicateurs de gestion hydraulique devront être précisés :

- date début campagne soutien étiage effective
- date fin campagne soutien étiage effective
- volume mobilisable (Mm3) au 1^{er} juin
- taux de remplissage au 1^{er} juin : volume total / capacité totale en %
- données hydrologiques (station la plus représentative par ouvrage)
- volume cumulé entrant par période (annuel, étiage, hors étiage), avec indication du volume entrant par pompage.
- évolution des débits sortants (pas de temps hebdomadaire)
- volume déstocké total par pas de temps mensuel, cumulé par périodes (annuel, étiage, hors étiage)
- analyse de l'efficience de la gestion : volume déstocké utile en dissociant le volume déstocké pour prélèvements et celui déstocké pour le soutien d'étiage volume déstocké débit réservé : par périodes (annuel, étiage hors étiage) : lié au débit réservé imposé réglementairement par ouvrage. Ce volume fera partie du volume déstocké total.
- nombre de jours de défaillance DSG ou DSR : nombre de jours où le débit moyen journalier est inférieur au Débit de gestion réglementaire par périodes (annuel, étiage hors étiage)
- VCN3 : Débit minimal sur 3 jours consécutifs de l'année
- VCN10 : Débit minimal sur 10 jours consécutifs de l'année

Ces indicateurs seront représentés sur des graphiques synthétiques. Une proposition de représentation sera faite par le concessionnaire dans les trois mois après notification du présent contrat, pour validation de la CC Luys en Béarn.

La CC Luys en Béarn se réserve le droit de proposer une trame de représentation de ces indicateurs.

Usages

Le concessionnaire fournira à la CC Luys en Béarn, en format modifiable (tableur Excel ou équivalent), la liste détaillée des contrats précisant par ouvrage, pour chaque contrat :

- le type d'usage (irrigation, AEP, industrie, autres...), la surface en ha et le débit en l/s contractualisés, le quota associé au contrat, la date de début de prélèvement, la date de fin de prélèvement, le volume prélevé par mois (précisé pour chaque mois de l'année) lorsque le prélèvement est équipé de compteur télétransmis ou le volume prélevé annuel dans les autres cas, le volume total prélevé.

Le concessionnaire fournira à la CC Luys en Béarn, les indicateurs suivants :

- nombre de contrats
- nombre de compteurs
- nombre d'hectares ou l/s contractualisés
- quota : en m³/ha
- surface souscriptible : en ha (ou Débit souscriptible total : en l/s)
- surface souscrite totale : en ha (ou Débit souscrit total : en l/s)
- volume souscrit total : en m³
- la liste d'attente contrats : en ha (ou en l/s)

Analyse volume :

- volume prélevé total sur l'année, par usage, et ventilé par période (étiage et éventuellement hors étiage)
- pourcentage du volume prélevé par usage : volume prélevé par usage / volume total prélevé sur l'année, et ventilé par période (étiage et éventuellement hors étiage)
- taux de prélèvement : volume prélevé par usage / volume souscrit total potentiel contractualisés (quota x nombre d'hectares ou l/s contractualisés)

Analyse prix

Le concessionnaire devra compléter la grille tarifaire en annexe 5 du présent contrat actualisée pour l'année en la complétant et précisant, pour chaque usage, les contrats opérationnels et contrats non opérationnels, à l'année et ventilés par période (étiage et hors étiage).

Il devra en outre donner le détail des éléments suivants :

- prix (part fixe et éventuelle part proportionnelle) du m³ en € : pour 1 ha (ou l/s) et dans la limite du quota par usage et par type de contrat
- prix total payé en € : fonction des surfaces (ou débit) souscrites et volume consommé, par usage et par type de contrat
- prix en € du m³ prélevé : prix total payé / volume total ; par usage, à l'année et ventilé par période étiage/ hors étiage

**Indicateurs de gestion préleveurs**

- nombre de contrôle des prélèvements : bilan annuel
- taux de réclamations : nombre de réclamations des usagers en précisant la nature de chaque réclamation
- taux d'impayés: nombre de facture non payées dans l'année et % de la redevance appelée

Compte rendu d'interventions et de travaux :

- la nature du service exploité, son environnement contractuel et institutionnel, l'organisation générale du concessionnaire et son organigramme local, les dernières évolutions de la législation et de la réglementation relatives au contrat,
- une description succincte de l'ouvrage et de son mode d'exploitation,
- une synthèse des faits marquants de l'exercice,
- Par types d'intervention techniques effectuées et pour les interventions significatives (entretien, maintenance, garantie de renouvellement), précisant l'ouvrage et l'équipement concerné
- le montant résiduel de la provision de renouvellement par rapport au montant total prévu au contrat et par rapport au montant prévisionnel annuel,
- la liste détaillée des nouveaux ouvrages mis en service pendant l'exercice (installations supplémentaires, remplacements, renouvellements, etc...), en distinguant les nouveaux ouvrages réalisés par la CC Luys en Béarn (avec les informations envoyées par la CC Luys en Béarn) et ceux réalisés par le concessionnaire,
- l'état général des ouvrages, en mentionnant les évolutions marquantes depuis l'exercice précédent, notamment les améliorations apportées, les détériorations constatées et en identifiant les actions nécessaires, en distinguant celles qui relèvent du concessionnaire et celles qui relèvent de la CC Luys en Béarn,
- un indicateur d'Equivalent Temps Plein généralisé sur le contrat,
- la stratégie et les actions menées en termes de sécurité (évaluation des risques professionnels, prévention des risques, audits et contrôles des installations, actions de formation, etc.), et au titre) de la démarche qualité environnementale,
- la consommation d'électricité, et les coûts correspondants,
- le dispositif mis en place pour l'astreinte 24h/24h,
- les recommandations motivées et hiérarchisées du concessionnaire sur les améliorations à apporter aux installations du service,
- le tableau prévisionnel de la réalisation des rapports réglementaires mis à jour (VTA, rapport surveillance, auscultation),
- le programme de la maintenance et du renouvellement pour l'année suivante.

Accès aux données de gestion brutes et valorisées

Le concessionnaire transmet à la demande de la CC Luys en Béarn des données brutes mesurées relatives à la gestion de l'eau liée à l'ouvrage de Serres-Castet (débits mesurés et sortants télétransmis, DOE, DCR, VCN10, VCN3, prélèvements par usage...). Cependant les données étant des données brutes et non validées, elles ne sont pas opposables et n'entraînent aucunement la responsabilité de la CACG.

Il proposera un traitement et une valorisation de cette information, accessible à la CC Luys en Béarn, au pas de temps adapté à la nature de la donnée.

Suivi inspections, contrôles et audits :

Le concessionnaire fournira dans le rapport annuel un fichier (disponible dématérialisé ou au format modifiable type Excel), comprenant l'ensemble des remarques synthétisées suite à inspection, VTA, audit, rapports surveillance, auscultation, la date limite de réalisation, la planification, l'avancement...

Fiche de synthèse de l'ouvrage

Le concessionnaire devra fournir annuellement, avec le rapport annuel, une fiche de synthèse de l'ouvrage précisant les caractéristiques de l'ouvrage :

- situation géographique de l'ouvrage, rivière réalimentée, carte, bassin versant et communes concernées,
- volume total de l'ouvrage en précisant les volumes dédiés au culot piscicole, autres usages hors prélèvements et volume dédié aux prélèvements,
- types d'usages possibles de l'ouvrage,
- date de réalisation,
- informations relatives à la concession de service public : date début, date fin, date avenants...
- informations réglementaires liées à l'ouvrage : classe (A,B,C), débit réservé,
- informations gestions liés à l'ouvrage : Débit objectif étiage, débit seuil gestion ...

Une proposition de représentation sera faite par le concessionnaire pour validation de la CC Luys en Béarn dans les trois mois après notification du présent contrat.

La CC Luys en Béarn se réserve le droit de proposer une trame de représentation de ces indicateurs dans la mesure où elle n'engendre pas de frais supplémentaire pour le concessionnaire dans le cadre de la rédaction de son rapport annuel.

3. Compte-rendu comptable et financier

Le compte-rendu financier du rapport annuel remis par le concessionnaire à la CC Luys en Béarn sous forme papier et sous format modifiable type Excel, est établi chaque année et remis au plus tard le 15 mai N+1.

La présentation respecte les règles et méthodes comptables en vigueur et en particulier :

- *l'indépendance des exercices* : (dans le cas de régularisations elles devront être identifiées sous un libellé permettant leur identification),
- *la permanence des méthodes* : si des circonstances exceptionnelles rendaient nécessaires des modifications, elles devraient être exposées à la CC Luys en Béarn. Après accord de cette dernière, le concessionnaire doit :
 - établir deux versions complètes de ce document pour le premier exercice suivant la modification, soit une version conforme à la présentation antérieure et une version correspondant à la nouvelle présentation,
 - joindre une note exposant les motifs de la modification, et expliquant à la CC Luys en Béarn les différences qui en résultent.

Les comptes du service remis à l'autorité concédante sont établis chaque année à partir de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique du concessionnaire. Ils sont présentés par



nature comptable de dépense conformément à l'arborescence retenue dans le compte d'exploitation prévisionnel annexé au présent contrat.

Chaque nature de charge est décomposée, le cas échéant, en charges directes et indirectes résultant d'une répartition de charges communes au présent contrat et à d'autres contrats ou activités qu'aurait le concessionnaire conformément à la présentation de l'annexe 8 du présent contrat, présentation qui intègre également les éléments de rappel de l'exercice précédent.

A la fin de chacun des exercices, ces éléments seront concaténés dans l'annexe 8ter du présent contrat qui sera également jointe au rapport annuel.

Le concessionnaire remet également l'état des variations du patrimoine immobilier, détaillé par ouvrage, en identifiant les biens et immobilisations désignés comme biens de retour, les biens de reprise, et les biens et immobilisations propres à l'exploitation du service public concédé ; les caractéristiques, ainsi que les valeurs associées.

Le concessionnaire remet un état annuel détaillé d'utilisation de la provision établie lors de la réunion de l'année N-2 ainsi que des sommes inemployées.

Il s'engage à fournir toute explication et justification sur les méthodes de raccordement entre les produits et les charges du service, sa comptabilité analytique mais aussi et surtout apporte une justification détaillée des principaux postes de dépenses et recettes et le cas échéant leurs variations d'un exercice à l'autre.

Article 37. Calendrier de remise du rapport annuel

Le rapport annuel du concessionnaire est remis au plus tard le 15 mai de l'année N+1 à la CC Luys en Béarn sur support papier et sur support électronique.

La CC Luys en Béarn communique ses observations au concessionnaire dans un délai de 15 jours.

Le concessionnaire dispose alors d'un délai de 3 semaines pour apporter les amendements nécessaires.

La non-fourniture du rapport annuel et/ou des réponses aux observations dans le délai prévu expose le concessionnaire à l'application des pénalités prévues à l'article 43 du présent contrat.

Article 38. Rencontres annuelles

Le concessionnaire participera à minima à deux rencontres annuelles avec l'Autorité concédante :

- une première réunion au printemps, entre le 15 et le 31 mai : cette rencontre aura pour objectifs une présentation du « Rapport annuel » par le concessionnaire à la CC Luys en Béarn, et notamment les éléments financiers ;

Le concessionnaire devra à la demande de la CC Luys en Béarn effectuer à minima une présentation du rapport annuel auprès des élus de la CC Luys en Béarn.

- une deuxième réunion annuelle vers la mi-octobre, mutualisée avec celle de l'Institution Adour pour le contrat « Adour et affluents rive gauche du Louet aux Luys », pour examiner plus particulièrement les éléments techniques et le programme de travaux :

1° / point sur le suivi des visites et contrôles avec la CC Luys en Béarn et les services de l'État concernés : avancement des travaux sur la base de l'ensemble des remarques suite aux visites et inspections (VTA, Inspections DREAL, Rapports ...) ;

2° / un état d'utilisation de la provision de l'année N-1 en regard des travaux réalisés ;

3° / un réajustement éventuel du programme de travaux prévus pour l'année N ;

4° / une proposition pour la provision des travaux au titre de l'année N+1.

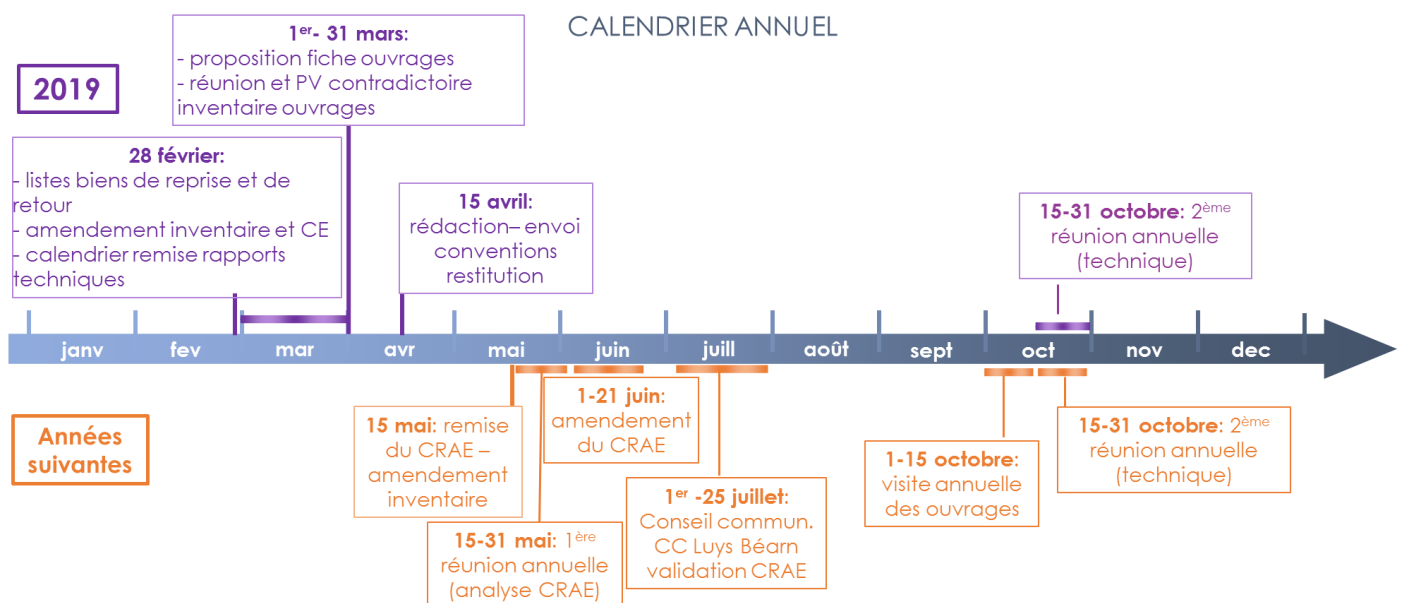
Le concessionnaire devra créer et transmettre à la CC Luys en Béarn et aux services de l'État, avant la fin du 2^{ème} mois suivant la notification du présent contrat, un prévisionnel des rapports et contrôles annuels réglementaires liés aux ouvrages (Visite technique approfondie, rapports auscultation, rapport de surveillance...).

Ce prévisionnel devra être remis à jour annuellement et présenté lors de la rencontre technique annuelle d'automne.

Pour la première année du contrat (2019), la proposition de travaux correspondant à la provision 2019 sera établie et discutée avec l'Autorité concédante lors de la réunion d'inventaire des biens prévue à l'article 13.

Si le besoin s'en fait sentir, d'autres réunions pourront être proposées à l'initiative de la CC Luys en Béarn ou à l'initiative du concessionnaire.

Lors de la réunion annuelle de présentation du rapport de gestion du concessionnaire, différents points pourront être revus et seront négociés, car pouvant influencer l'équilibre financier de la concession (Cf. article 41).



Article 39. Suivi réglementaire

1. Information de la CC Luys en Béarn

Le concessionnaire informe sans délai la CC Luys en Béarn de ses échanges avec les autorités compétentes et lui en transmet copie.



Le concessionnaire respecte les délais réglementaires de réponse et/ou d'actions fixés par les autorités compétentes.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

2. Dossier de suivi

Le concessionnaire fournit chaque année un dossier comportant l'historique des échanges avec les autorités compétentes en matière environnementale.

Les visites et rapport d'exploitation sont notamment synthétisés dans le dossier de suivi.

Ce dossier doit être déposé au plus tard le 15 mai de l'année N+1 et fait l'objet d'une présentation en même temps que le rapport annuel du concessionnaire.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Article 40. Exercice du contrôle par la CC Luys en Béarn

1. Objet du contrôle

La CC Luys en Béarn dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière du présent contrat par le concessionnaire ainsi que sur la qualité du service rendu aux usagers.

Ce droit comporte la possibilité de se faire fournir des documents ou d'aller les consulter dans les bureaux du concessionnaire.

Ce contrôle comprend notamment le droit d'accès aux informations relatives à la gestion du service concédé.

2. Obligations du concessionnaire

Le concessionnaire facilite l'accomplissement du contrôle. A cet effet, il doit notamment :

- autoriser à tout moment l'accès aux installations du service concédé aux personnes mandatées par l'Institution Adour,
- fournir à la CC Luys en Béarn un accès en supervision au système de télégestion permettant une visualisation des données produites,
- répondre à toute demande d'information de la part de la CC Luys en Béarn consécutive à une réclamation d'utilisateur ou de tiers,
- justifier, sur demande de la CC Luys en Béarn, les informations qu'il a fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel, par la production de tout document technique ou comptable utile se rapportant au contrat,
- désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par la CC Luys en Béarn,
- conserver, pendant toute la durée du contrat et pendant une durée de cinq années après son expiration, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour la gestion du service concédé,
- mettre à disposition le personnel éventuellement nécessaire à l'exercice du contrôle,
- fournir à la demande de la CC Luys en Béarn l'historique des problèmes techniques rencontrés depuis l'origine du contrat.

Les représentants désignés par le concessionnaire ne peuvent pas opposer le secret professionnel aux demandes d'informations se rapportant au contrat et présentées par les personnes mandatées par la CC Luys en Béarn.

Le concessionnaire s'engage à répondre par écrit aux questions de la CC Luys en Béarn et à lui transmettre les documents qu'il aura demandés, dans un délai n'excédant pas quinze jours à compter de la date de réception de la demande.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

3. Visite des installations

A compter de la date de prise d'effet du contrat et dans un délai de trois mois une visite contradictoire d'inventaire sera réalisée sur l'ensemble du périmètre d'exploitation du concessionnaire en présence des services de la CC Luys en Béarn.

Un état des lieux complet des équipements et des ouvrages sera réalisé lors de cette visite. Cet état des lieux doit être détaillé par écrit par le concessionnaire avec validation de la CC Luys en Béarn et comprend à minima :

- nom de l'ouvrage,
- nom de l'équipement,
- référence détaillée des équipements,
- état de l'équipement avec identification précise des anomalies,
- photo de l'équipement lors de la visite,
- date de pose de l'équipement (dans le cas où la date n'est pas connue, le concessionnaire proposera une estimation de la date de pose).

Après chaque visite d'ouvrage, le concessionnaire dispose d'un délai de 1 (un) mois pour diffusion du document à la CC Luys en Béarn.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Suite à cet état des lieux, une visite de l'ouvrage sera réalisée chaque année - durant la première quinzaine d'octobre - en présence du concessionnaire et la CC Luys en Béarn. Le rapport d'état des lieux réalisé initialement sera incrémenté par les observations réalisées lors de ces visites afin d'établir une fiche de vie des ouvrages et des équipements.

Après chaque visite annuelle d'ouvrage, le concessionnaire dispose d'un délai de 1 (un) mois pour diffusion du document à la CC Luys en Béarn.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Une trame du document de fiche de vie des ouvrages devra être soumise par le concessionnaire à la CC Luys en Béarn sous un délai de 1 (un) mois avant la date de la première visite annuelle.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 43 du présent contrat.

Article 41. Commission paritaire

En cas de désaccord dans l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de mettre en place une commission paritaire chargée du suivi de l'exécution du présent contrat.



Cette même commission pourra connaître toutes difficultés rencontrées par les parties dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Cette commission est composée d'une personne désignée par l'autorité concédante, d'une personne désignée par le concessionnaire et d'un expert compétent et indépendant désigné d'un « commun accord ». Le coût de l'intervention de l'expert est réparti par moitié entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

Le concessionnaire et l'autorité concédante sont tenus de fournir aux membres de la commission spéciale tous les documents et les éléments d'informations utiles qui leur sont demandés. La commission spéciale une fois constituée dispose d'un délai de six mois pour élaborer un projet d'accord qu'elle soumet aux parties.

La commission procède par voie de recommandations, soumises à l'approbation des organes dirigeants et décisionnaires de l'autorité concédante et du concessionnaire.

Article 42. Révision des clauses contractuelles

1. Conditions de réexamen des conditions financières

Sans remettre en cause l'équilibre économique général du contrat, pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution du contrat, ainsi que des événements extérieurs au service concédé modifiant, de manière substantielle, les conditions d'exploitation du service, les parties conviennent qu'il pourra à tout moment y avoir réexamen des dispositions du contrat et/ou des tarifs à la demande de l'une ou l'autre de celles-ci.

Par ailleurs, les parties devront se rencontrer dès que possible et au plus tard dans le mois qui suit la survenance d'un des événements suivants pour revoir, le cas échéant, les termes du présent contrat, et ce dans la mesure où l'évènement affecte substantiellement les conditions d'exploitation du contrat et ne résulte pas d'une faute du titulaire, dans les cas suivants :

- en cas de modification, changement de la législation et réglementation,
- En cas de variation, à périmètre constant, de plus de 15 % du volume facturé aux usagers, calculé sur la moyenne des trois dernières années, par rapport à la moyenne des volumes reportés dans le compte d'exploitation prévisionnel pour les trois même années ;
- En cas de variation, à périmètre constant, de plus de 15 % du nombre d'abonnés, calculé sur la moyenne des trois dernières années, par rapport à la moyenne du nombre d'abonnés reporté dans le compte d'exploitation prévisionnel pour les trois même années ;
- si la collectivité décide d'imposer au titulaire de nouvelles contraintes de fonctionnement de nature à modifier substantiellement l'économie générale du présent contrat, en ce compris au regard des coûts supplémentaires d'exploitation devant être supportés par le titulaire,
- en cas d'inclusion ou d'exclusion de nouveaux équipements dans le périmètre du contrat après la mise à disposition des aménagements et équipements actuels,
- en cas d'impossibilité d'exploiter totalement ou partiellement les équipements pour une faute exclusivement imputable à la collectivité,
- en cas de modification substantielle des caractéristiques et/ou des fonctionnalités des équipements ayant un impact substantiel sur l'exploitation du service,
- En cas de modification du périmètre de la concession ;
- En cas de modification des ouvrages ;

- En cas de modification des conditions d'exploitation consécutive à un changement de réglementation ou à l'intervention d'une décision administrative non prévisible à l'origine du contrat ;
- Si le montant d'une taxe, impôt ou réversion à la charge du concessionnaire varie de plus de 20 % par rapport à son montant initial qui figurera dans le premier rapport annuel du concessionnaire ou si une nouvelle taxe, un nouvel impôt ou une nouvelle réversion entraîne une charge supplémentaire ;
- Si le prix de la fourniture d'énergie entraîne une modification de plus de 10% de l'équilibre économique du contrat ;
- Si pour deux exercices consécutifs, la part des redevances des usagers dont le recouvrement a été abandonné par le concessionnaire après avoir fait toutes les diligences nécessaires dépasse 3% du montant total des redevances émises.
- si le montant du chiffre d'affaires connaît une diminution de plus de 25 % par rapport aux montants inscrits au compte d'exploitation prévisionnel « CEP » figurant en annexe 6 sur deux années consécutives au moins et résultant d'un événement imprévisible et extérieur au titulaire à la date de signature du contrat,
- quand le coefficient d'indexation UT/UT_0 défini à l'article 30 a varié de plus de 20% depuis l'origine du présent contrat ou de la dernière révision,
- en cas de variation des modalités de gestion conduisant à une réduction substantielle des surfaces souscriptibles.

2. Modalités de réexamen de la rémunération du concessionnaire

En cas de survenance d'un ou plusieurs événements mentionnés ci-dessus, le concessionnaire (titulaire) en informe l'autorité concédante (collectivité), pour lui permettre d'apprécier les évolutions à prendre en compte dans la révision, les informations nécessaires en sa possession, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle il a eu connaissance de la survenance d'un tel événement.

Ce mémoire comporte :

- l'identification de l'évènement,
- l'impact de l'évènement sur les missions du titulaire,
- les mesures éventuellement envisageables pour limiter les conséquences de l'évènement sur les conditions d'exploitation,
- les conséquences financières liées à la survenance de l'évènement : justificatifs des différentiels de charges ou de recettes et un nouveau compte d'exploitation faisant ressortir le détail, par installation et par rubrique, des charges et tous les éléments utiles à la discussion. Les informations ainsi données peuvent être de nature technique, financière ou comptable.

A compter de la date de réception de ce mémoire, la collectivité dispose d'un délai de quinze (15) jours pour prendre position sur l'existence et sur l'estimation des conséquences financières liées à la survenance dudit événement et sur les aménagements contractuels souhaités.

Dans le cadre de l'application de son pouvoir général de contrôle sur l'exécution du contrat, la collectivité peut mettre en œuvre, à l'occasion de la procédure de révision, tous les moyens définis au présent contrat. Chaque partie peut se faire assister par un ou plusieurs experts de son choix.

Les parties se concerteront alors pour procéder au réexamen et trouver un accord, sur les modifications à apporter, qui sera formalisé par voie d'avenant au contrat.

À défaut d'accord dans un délai de deux mois à compter de la demande de la partie qui aura sollicité la révision, il sera fait application uniquement des dispositions de l'article 47 « Règlement des litiges ».



CHAPITRE 7 - GARANTIE ET SANCTIONS

Article 43. Garantie à première demande

Dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de la prise d'effet du contrat, le concessionnaire fournit à la CC Luys en Béarn une garantie à première demande, délivrée par [Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Midi-Pyrénées] et annexée au présent contrat (annexe 10).

Le montant de la garantie s'élève à trois mille (3 000) euros.

La CC Luys en Béarn peut faire appel à cette garantie pour recouvrer :

- le paiement des pénalités dues par le concessionnaire en cas de non versement dans les conditions prévues par l'article 43 du présent contrat,
- le paiement de toutes les sommes restant dues par le concessionnaire à l'expiration du présent contrat.

La garantie prend fin six (6) mois après le terme du présent contrat.

Article 44. Pénalités

Dans les cas prévus ci-après, faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, des pénalités pourront lui être infligées, sans préjudice s'il y a lieu de dommages et intérêts envers les tiers. Les pénalités seront prononcées au profit de la CC Luys en Béarn.

Les jours de retard s'entendent en jour ouvré.

Les pénalités sanctionnent les manquements suivants :

1. Non-production des attestations d'assurance telle que prévue à l'article 7 du contrat : 100 €/jour de retard ;
2. Non-remise de la mise à jour de l'inventaire et de l'actualisation des plans telle que prévue à l'article 13 du contrat : 50 €/jour de retard ;
3. Listes des biens propres et de reprise
 - Non-fourniture de la liste des biens de reprise telle que prévue à l'article 13 du contrat : 150 €/ jour de retard ;
 - Non-fourniture de la liste des biens propres telle que prévue à l'article 13 du contrat : 150 €/jour de retard ;
 - Remise d'une liste manifestement et substantiellement incomplète ou non conforme aux dispositions du contrat : pénalité forfaitaire de 3 000 €.
4. Non-fourniture et/ou non mise en œuvre d'un accès client à la supervision : 100 €/jour de retard à la fin d'un délai de développement de la solution de 18 mois après la signature du contrat ;
5. Non remise des conventions de restitution à jour pour validation de la part de la CC Luys en Béarn telle que prévue à l'article 19 du présent contrat : 50 €/jour de retard ;
6. Interruption partielle ou totale non-justifiée de la fourniture d'eau brute de plus de 8h consécutives : 1 000 € HT/h/abonné au-delà de 8 heures d'interruption, comptées à partir de la première heure d'interruption (applicable à la facturation suivant l'interruption) ;
7. Non-respect des engagements clientèle : 200 € HT/heure de retard, comptées à partir de la 1ère heure du constat.

8. Non remise des journaux de bord des opérations d'entretien prévue à l'article 21 du présent contrat : 50 €/jour de retard
9. Non remise de la cartographie des contrôles des prélèvements réalisée sur l'année N telle que prévue à l'article 22 : 150 €/jour de retard ;
10. Non remise des réponses techniques à apporter suite aux vistes d'inspection ou autres visites techniques prévue à l'article 23 du présent contrat : 50 €/jour de retard
11. Non remise des comptes-rendus de réunions prévus à l'article 25 : 50 €/jour de retard
12. Non amendement des consignes de surveillance dans le délai précisé à l'article 26.2 : 100 €/jour de retard
13. A défaut pour le concessionnaire de procéder au remplacement des équipements et matériels détériorés (article 27), le propriétaire pourra infliger au concessionnaire, une pénalité de 100 euros par jour de retard et par équipement défectueux.
14. Rapport annuel (articles 35 et 36 du présent contrat) :
 - Non-fourniture du rapport annuel (technique et financier) au 21 juin telle que prévue par le contrat : 100 €/jour de retard ;
 - En cas de remise à la CC Luys en Béarn d'un rapport annuel manifestement et substantiellement incomplet ou, manifestement et substantiellement non conforme aux dispositions du contrat (sur les plans technique et/ou financier), le concessionnaire verse à l'Institution Adour la pénalité calculée comme suit : 0.2% des recettes annuelles du concessionnaire.
15. Non-information de la part du concessionnaire sur le suivi réglementaire telle que prévue à l'article 38 du présent contrat : 100 €/jour de retard ;
16. Non présence du concessionnaire aux visites prévues telles que prévue à l'article 39 du contrat : 100 €/absence ;
17. Non remise du document dans les délais impartis suite à une visite telle que prévue à l'article 39.2 du présent contrat : 500 €/jour de retard ;
18. Non remise de la trame du document de l'état des lieux des ouvrages dans les délais impartis telle que prévue à l'article 39.3 du présent contrat : 50 €/jour de retard ;
19. Contrôle de la CC Luys en Béarn : non-transmission des documents demandés par la CC Luys en Béarn dans le délai imparti : 100 €/jour de retard à compter du seizième jour suivant la date de réception par le concessionnaire de la demande ;
20. Obligations relatives à l'entretien, à la maintenance et aux réparations courantes :
 - Défaut d'entretien des installations (constaté par un agent de la CC Luys en Béarn sur la base des obligations définies aux chapitres 3 et 4 du contrat), non réparation ou remplacement suite à détérioration et non correction des défauts notifiés par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à compter de cette mise en demeure : 200 €/ jour de retard ;
 - Si à l'expiration du contrat, le concessionnaire ne s'est pas conformé à l'ensemble de ses obligations relatives à l'entretien, au nettoyage des locaux, à l'évacuation des objets inutilisables et aux réparations courantes, il verse une pénalité égale aux dépenses que la CC Luys en Béarn supporte pour réaliser les interventions prévues en lieu et place du concessionnaire (et qu'il justifie), majorées de 10 % pour charges de maîtrise d'ouvrage ;

Les différentes pénalités visées au présent article peuvent être cumulatives.

Les pénalités sont payées par le concessionnaire dans un délai de trente jours (y compris celles notifiées à la fin du contrat) à compter de la réception de leur notification par la CC Luys en Béarn.



En cas de retard de paiement, leur montant est majoré de l'intérêt au taux légal augmenté de deux points.

Leur paiement n'exonère pas le concessionnaire de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis des collectivités et des tiers.

Les pénalités sont dues par le concessionnaire sans qu'une mise en demeure préalable de la CC Luys en Béarn ne soit nécessaire.

Article 45. Sanctions coercitives

1. L'exécution d'office

1. Faute pour le concessionnaire de pourvoir à l'entretien des installations du service, l'autorité concédante pourra procéder ou faire procéder aux frais du concessionnaire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service et ce, après constat contradictoire et mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours. Dans ce cas, le coût de l'entretien des installations du service sera supporté par le concessionnaire.
2. En cas d'interruption injustifiée du service et après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours, l'autorité concédante pourra assurer ou faire assurer par une autre personne qu'elle choisira le fonctionnement des installations faisant l'objet de la présente délégation au lieu et place du concessionnaire.
3. Cependant, l'autorité concédante ou la personne chargée par elle de l'exécution d'office restera responsable des dommages corporels ou incorporels consécutifs ou non, résultant d'accidents survenus lors de l'exécution d'office.

2. La mise en régie provisoire

En cas de faute grave du concessionnaire suite à laquelle la sécurité publique venait à être compromise, l'autorité concédante pourra mettre le service délégué en régie provisoire dans les conditions définies ci-après.

Après mise en demeure adressée par l'autorité concédante au concessionnaire par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet pendant un délai de 5 jours, l'autorité concédante pourra se substituer ou substituer toute personne désignée par elle dans les droits et obligations du concessionnaire.

L'autorité concédante, ou la personne qu'elle aurait subrogée au concessionnaire, aura accès aux ouvrages nécessaires au fonctionnement du service.

L'utilisation des ouvrages par l'autorité concédante ou l'exploitant qu'elle aura subrogé au concessionnaire, sera précédée d'un état des lieux contradictoire dressé à la demande de l'une ou l'autre des parties. Il en sera de même à la fin de la régie provisoire. Les responsabilités respectives des parties en découleront.

L'autorité concédante ou l'exploitant désigné par elle pour être subrogé au concessionnaire assumera seule les risques accidentels résultant de l'exploitation en régie provisoire.

Sauf le cas de faute caractérisée du nouvel exploitant, les avaries et, en général, toutes dégradations de matériels, d'équipements ou des installations ayant leur fait générateur antérieur à la mise en régie provisoire resteront à la charge du concessionnaire.

Durant la période de mise en régie des installations, il sera interdit au concessionnaire de poursuivre l'exploitation de ces installations ou de faire entrave à l'accès aux installations nécessaires à l'exploitation (y compris les biens mis à disposition par le concessionnaire).

Après la mise en régie provisoire, le risque commercial résultant d'une baisse de fréquentation ou toute autre cause à caractère commercial entraînant une baisse du chiffre d'affaires par rapport à une période similaire antérieure sera assumé par le seul concessionnaire.

Dans l'hypothèse où la cause ayant généré la mise en régie provisoire disparaîtrait du fait de la diligence du concessionnaire, ce dernier sera autorisé à reprendre l'exploitation du service et bénéficiera à nouveau de tous les droits attachés au contrat de délégation.

Article 46. Déchéance - Résiliation pour faute

En cas de faute du concessionnaire d'une particulière gravité, la CC Luys en Béarn peut prononcer elle-même la résiliation du présent contrat, notamment dans les cas suivants :

- le concessionnaire ne prend pas en charge les biens du service concédé à la date d'effet du contrat,
- le concessionnaire interrompt totalement l'exploitation et la réalimentation pendant une période prolongée, soit plus de 15 jours, par défaut d'entretien des installations, des équipements ou du matériel dans les conditions définies par la réglementation en vigueur et les dispositions du présent contrat et après constat contradictoire effectué sous le contrôle d'un bureau de contrôle indépendant,
- si la sécurité venait à être compromise,
- le concessionnaire refuse de s'acquitter des obligations pécuniaires stipulées au présent contrat,
- le concessionnaire a réalisé une fraude ou une malversation manifeste,
- le concessionnaire cède le présent contrat à un tiers sans autorisation,
- le concessionnaire est en liquidation judiciaire.

Seront considérés comme exonérateurs, les cas de force majeure rendant impossible la poursuite de l'exploitation.

La déchéance sera prononcée par délibération de l'autorité concédante, après mise en demeure restée sans effet notifiée, par lettre recommandée avec avis de réception, au concessionnaire d'avoir à remédier aux fautes constatées dans un délai de 15 jours, sauf cas d'urgence dûment constaté par la l'autorité concédante. La déchéance prendra alors effet 72 heures à compter du jour de la réception de la notification par l'autorité concédante au concessionnaire, et à condition que ce dernier n'ait pas agi dans ce délai.

Les suites de la déchéance et notamment les surcoûts d'exploitation engendrés par ladite déchéance seront mis au compte du concessionnaire.

En cas de déchéance, le concessionnaire n'a droit à aucune indemnité.

Article 47. Résiliation

La résiliation peut être prononcée par la CC Luys en Béarn, comme le prévoit l'article 43 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, lorsque le concessionnaire est placé dans une des situations prévues aux articles 39 et 42 de cette même ordonnance.



Article 48. Règlement des litiges

La CC Luys en Béarn et le concessionnaire conviennent qu'à défaut d'accord amiable, toutes difficultés relatives à l'application ou l'interprétation du présent contrat seront soumises à la commission paritaire prévue à l'article 40, à la demande de la partie la plus diligente.

Quand l'une des parties n'accepte pas les conclusions de la commission, elle notifie son désaccord à l'autre partie dans un délai d'un mois et en précise les raisons.

Si les contestations persistent entre le concessionnaire et l'autorité concédante au sujet du présent contrat, elles sont soumises à la juridiction administrative dans le ressort de laquelle se situent les ouvrages.

CHAPITRE 8 - FIN DU CONTRAT

Article 49. Expiration

Le présent contrat n'ouvre droit à aucune indemnité lorsqu'il arrive à son échéance normale.

La convention prendra fin à son échéance dans les conditions prévues par les dispositions du présent contrat :

- échéance du présent contrat, fixée dans les dispositions de l'article 5,
- déchéance du délégataire prononcée par l'autorité concédante (article 45),
- résiliation pour motif d'intérêt général, en pareil cas, l'autorité concédante devra une indemnité prévue à l'article 49.

Article 50. Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général

La CC Luys en Béarn peut à tout moment mettre fin au contrat avant le terme prévu pour un motif d'intérêt général.

La CC Luys en Béarn notifie sa décision au concessionnaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou par huissier avec un préavis minimal de 3 (trois) mois, sauf nécessité impérieuse d'intérêt général où le délai est réduit à 1 (un) mois.

La CC Luys en Béarn devra alors verser une indemnité d'éviction qui porte sur le manque à gagner du concessionnaire provoqué par la fin anticipée du présent contrat.

Cette indemnité est fixée d'un commun accord entre les parties sur le fondement d'un dossier justificatif fourni par le concessionnaire dans les deux mois suivant la notification des préavis par la CC Luys en Béarn.

Ce manque à gagner sera apprécié au moment de la résiliation du présent contrat, selon les prix en vigueur à cette date et dûment justifié par le concessionnaire.

Cette indemnité est versée dans l'année qui suit la notification de la résiliation.

Article 51. Continuité du service en fin de contrat

1. Principes généraux

De façon générale, la CC Luys en Béarn a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le concessionnaire, de prendre pendant les 6 (six) derniers mois de la concession toute mesure qu'il estime nécessaire pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulte pour le concessionnaire.

D'une manière générale, l'autorité concédante peut prendre toutes les mesures nécessaires pour, le cas échéant, faciliter le changement d'exploitant.

L'autorité concédante réunit les représentants du concessionnaire ainsi que le cas échéant, ceux du nouvel exploitant pour organiser le transfert de l'exploitation du service délégué et notamment pour permettre au concessionnaire d'exposer les principales consignes et modes opératoires à suivre pour le fonctionnement des ouvrages, équipements et installations du service délégué. Le concessionnaire accepte d'être accompagné par les représentants de l'autorité concédante et le cas échéant, les agents du futur exploitant pendant une durée de deux semaines.



2. Continuité des contrats du concessionnaire conclus avec des tiers

En fin de contrat, la CC Luys en Béarn se réserve le droit de poursuivre ou de faire poursuivre par un tiers de son choix, les contrats et engagements que le concessionnaire a passé, pour son compte, avec des tiers pour l'exécution du contrat.

Un an au moins avant la fin du contrat, le concessionnaire remet à la CC Luys en Béarn une liste de tous les contrats d'approvisionnement, de fournitures, de location ou de services (électricité, téléphone, matériel d'exploitation, etc.) qui détaille les éléments principaux de chaque contrat (objet, fournisseur, conditions financières).

En cas de poursuite de l'un des contrats susvisés, la CC Luys en Béarn se substitue ou se fait substituer dans les droits et obligations du concessionnaire.

Le concessionnaire veille à ce que soient insérées dans les contrats qu'il passe avec des tiers, les stipulations propres à permettre l'application du présent article conformément à l'article 9 du présent contrat.

Article 52. Régime des biens en fin de contrat

Au terme de la convention, pour quelque raison que ce soit, les biens, équipements et installations contribuant à l'exploitation des ouvrages hydrauliques, sont répartis entre le concessionnaire et l'autorité concédante, selon les modalités et aux conditions définies par le présent cahier des charges.

Le concessionnaire sera tenu de remettre les biens, équipements et installations nécessaires à l'exploitation revenant à l'autorité concédante, en bon état d'entretien et de fonctionnement, et libres de toute hypothèque, privilège ou nantissement.

1. Régime des biens de retour

Les biens matériels ou immatériels affectés au service et mis à disposition du concessionnaire en début ou en cours de contrat sont remis gratuitement à la CC Luys en Béarn en fin de contrat.

Ils font l'objet d'une inscription en annexe 3 du présent contrat. Ils appartiennent à l'autorité concédante dès l'origine et sont remis gratuitement à cette dernière en fin de contrat.

Ces biens doivent être remis en bon état de fonctionnement. A cette fin, dans le compte-rendu de l'année précédant la fin de contrat, le concessionnaire établit un état des biens concernés et, s'il y a lieu, la liste des travaux de renouvellement et des interventions lui incombant et qu'il doit avoir exécutés au plus tard un mois avant la fin du présent contrat.

Une visite contradictoire est effectuée entre les parties concernées un mois avant la fin du présent contrat pour contrôler et évaluer l'état des biens revenant à la CC Luys en Béarn.

A défaut, la CC Luys en Béarn peut exercer son droit d'exécuter, aux frais du concessionnaire, les travaux nécessaires.

A la date de son départ, le concessionnaire assure le nettoyage des ouvrages, équipements et installations du service concédé ainsi que l'évacuation des déchets, boues et tous les objets inutilisables. A défaut, la CC Luys en Béarn procède à ces opérations aux frais du concessionnaire.

2. Régime des biens de reprise

Les biens mis à disposition par le concessionnaire et qui peuvent être nécessaires à l'exécution du service public, font l'objet d'une inscription en annexe 3 du présent contrat.

Ils peuvent être repris par la CC Luys en Béarn.

La valeur de ces biens sera fixée à l'amiable, ou à dire d'expert, et payée au concessionnaire dans les trois mois qui suivent leur reprise éventuelle par la CC Luys en Béarn. Ces indemnités seront estimées en fonction de l'amortissement technique, compte tenu des frais éventuels de remise en état.

Les candidats devront fournir la liste des biens de reprise qu'ils entendent affecter au service.

3. Régime des biens propres

Les biens propres sont constitués des biens étrangers au fonctionnement du service public.

Ils n'ont pas vocation à être remis à la CC Luys en Béarn en fin de contrat. Ils restent propriété du concessionnaire.

Ils font l'objet d'une inscription en annexe 3 du présent contrat.

Les candidats devront fournir la liste des biens propres qu'ils entendent utiliser dans le cadre de la gestion du service.

Article 53. Remise des documents et des fichiers

Un an au moins avant l'expiration du contrat ou dans un délai de quinze jours après que la CC Luys en Béarn ait prononcé la déchéance du contrat, le concessionnaire doit fournir un dossier à la CC Luys en Béarn comprenant les informations suivantes :

- liste des fonctions et taux d'emploi sur le service,
- fichier des usagers comprenant, au minimum, les informations transmises lors de la procédure mandataire,
- compte des usagers,
- tous plans relatifs à la réalimentation (forme papier et informatique),
- dossiers techniques des ouvrages et du matériel (notices du matériel, notice d'entretien, notice d'exploitation, schémas électriques, notice Hygiène et Sécurité),
- documents d'exploitation et de maintenance dont la liste figure à l'article 16 relatant le fonctionnement des installations sur la durée complète du présent contrat,
- données du service dont la liste figure à l'article 16 du présent contrat,
- rapports de contrôle réglementaire (VTA, auscultation, surveillance, contrôle électrique, appareils sous pression, levage, ...),
- contrats en cours (électricité, téléphone, prestations de services ...),
- inventaire des biens du service,
- inventaire des biens dédiés au service public remis à la CC Luys en Béarn en fin de contrat.

Article 54. Solde des comptes

Si le présent contrat prend fin sans que le concessionnaire n'ait encore émis l'ensemble de la facturation de l'année civile en cours, le solde du compte de chaque usager est réalisé à partir des informations de relevés de compteurs opérés par la CC Luys en Béarn ou, le cas échéant, le nouvel exploitant, en appliquant un prorata temporis sur les volumes facturés.

Le concessionnaire demeure seul responsable du recouvrement des factures qu'il a émises même après la fin du présent contrat. Il reste soumis aux dispositions financières jusqu'à l'accomplissement



complet de ses obligations contractuelles. La CC Luys en Béarn s'engage à ne pas faire obstacle au recouvrement, par le concessionnaire, des montants en cause.

En dehors des cas visés ci-dessus, le concessionnaire s'engage à fournir à la CC Luys en Béarn ou, le cas échéant, au nouvel exploitant tous éléments utiles pour lui permettre de répondre aux réclamations des usagers concernant la période pendant laquelle il assurait la gestion du service concédé.

En cas d'erreur de sa part dans la facturation, il est tenu de procéder au remboursement du trop-perçu.

Article 55. Défaut de remise en état des biens

Dans l'hypothèse où le concessionnaire n'a pas remis en état les ouvrages dont il a la charge, il verse à la CC Luys en Béarn une somme correspondant au montant des travaux non exécutés.

Les montants correspondants sont payés par le concessionnaire un mois après l'émission d'un titre de recette par la CC Luys en Béarn ou déduits par la CC Luys en Béarn des sommes dues par lui.

Article 56. Accès aux ouvrages

A l'occasion d'une remise en concurrence de l'exploitation du service concédé, la CC Luys en Béarn peut organiser une ou plusieurs visites des installations afin de permettre à tous les candidats d'en acquérir une connaissance suffisante garantissant une égalité de traitement. Dans ce cas, le concessionnaire est tenu de permettre l'accès à tous les ouvrages et installations du service concédé aux dates fixées par la CC Luys en Béarn.

Article 57. Elections de domicile

Pour l'exécution du présent cahier des charges, les parties font élection de domicile :

- Pour l'autorité concédante :
Communauté des communes des Luys en Béarn
68 chemin de Pau
64 121 SERRES-CASTET
- Pour le mandataire du groupement de commande :
Institution Adour
38 avenue Victor Hugo
40 000 MONT DE MARSAN
- Pour le concessionnaire :



Article 58. Signatures

Fait à Serres-Castet, le

En deux (2) exemplaires originaux.

Pour la CC Luys en Béarn,
Le Président

Pour le mandataire du
groupement, le Président de
l'Institution Adour

Pour le concessionnaire,

Jean-Pierre MIMIAGUE

Paul CARRERE

Annexes au présent contrat :

- Annexe 1 : Fiches descriptives et financières
- Annexe 2 : Modèle de convention de restitution
- Annexe 3 : Inventaire des Biens
- Annexe 4 : Modèle de rapport annuel
- Annexe 5 : Grille Tarifaire
- Annexe 6 : Compte prévisionnel d'exploitation
- Annexe 6 bis : Charges de personnels prévisionnels
- Annexe 6 ter : Plan quinquennal
- Annexe 7 : Note explicative des comptes prévisionnels
- Annexe 8 : Compte annuel de résultat de l'exploitation
- Annexe 8 bis : Charge de personnel
- Annexe 8 ter : Compte annuel à concaténer à chaque fin d'exercice
- Annexe 9 : Attestation d'assurance
- Annexe 10 : Garantie à première demande



- Annexe 11 : Entretien des accès

ANNEXE 5 : GRILLE TARIFAIRE ouvrage de Serres-Castet

1 Modalités de calcul des tarifs par usage

modalités calcul du prix préciser formule	Irrigation		Eau potable	Industrie
	Prix = redevance fixe + redevance proportionnelle tr1 + redevance proportionnelle tr2 + dépassement + redevance annexe Redevance fixe = 21,5€ x Surface souscrite (ha) Redevance proportionnelle tr1 = Vol. consommé jusqu'au seuil 1 x 0.01€ Redevance proportionnelle tr2 = Vol. consommé au dela du seuil 1 x 0.02€ Redevance de dépassement = vol. consommé au-delà du quota x 0.17€ (seuil 1 = 60% du quota nominal)		Prix = redevance proportionnelle Redevance proportionnelle = Vol.consommé x 0,05€ (avec limitation de débit)	Prix = redevance proportionnelle Redevance proportionnelle = Vol.consommé x 0,04€ (avec limitation de débit)
	acompte de 50% au 1er avril et solde au 1er novembre			
	UT = UTo [0.1 + 0.6 (S / So) + 0.3 (FSD2 / FSD2o)			
Indices proposés	ICHT-IME S FSD2	Base 100 en 2009 indice ICHT-E - base 100 en janvier 1973 Base 100 en 2004		

2 Grille tarifaire prévisionnelle 2019

	usage :		Irrigation								Eau potable				Industrie			
			période de facturation : du 01/07 au 15/09 *								période de facturation : du 01/07 au 15/09				période de facturation : du 01/07 au 15/09			
	surface maximale souscriptible	quota	prix € pour part fixe		prix €/m3 pour part variable			pénalité prix €/m3 (consommation)	chiffre affaires	m3 consommés	Débit autorisé	m3 consommés	prix au m3	chiffre affaires	Débit autorisé	m3 consommés	prix au m3	
	ha	m3/ha		€/ha souscrit	tr 1 au 1er m3 consommé		tr 2 au dela de 60% du quota		€	€	m3	l/s	m3	€	€	l/s	m3	€
			vol. autorisé	21,5	Volume correspondant**	0,01	Volume correspondant**	0,02	0,17		total année		période de réalimentation	0,05			période de réalimentation	0,04
	Serres-Castet	1138	1320		1502160													
TOTAL				24 467,00														

* possibilité de prolonger jusqu'au 30/09 après accord du gestionnaire

indice prix p	1
année	2019



Annexe 6
COMPTE PREVISIONNEL D EXPLOITATION A COMPLETER PAR LE CANDIDAT

Compte prévisionnel exploitation Serres Castet	2 019			2 020				2 021				2 022				2 023				TOTAL Serres-Castet		
	Direct	Indirect	Total	Direct	Indirect	Total	Var en %	Direct	Indirect	Total	Var en %	Direct	Indirect	Total	Var en %	Direct	Indirect	Total	Var en %	Direct	Indirect	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION																						
Produits d'exploitation du service																						
part fixe	24 467		24 467	24 467		24 467		24 467		24 467		24 467		24 467		24 467		24 467		122 335		122 335
part variable	8 262		8 262	8 262		8 262		8 262		8 262		8 262		8 262		8 262		8 262		41 310		41 310
PRODUITS ACCESSOIRES																						
Produits divers et accessoires																						
Reprise sur provision, créances douteuses																						
Reprise sur provision, garantie continuité de service																						
Autres produits																						
PRDODUITS FINANCIERS																						
PRODUITS EXCEPTIONNELS																						
I -TOTAL des PRODUITS	32 729		32 729	32 729		32 729		32 729		32 729		32 729		32 729		32 729		32 729		163 645		163 645
CHARGES D'EXPLOITATION																						
ACHATS																						
Achats de matières premières, fournitures et consommables	210		210	210		210		210		210		210		210		210		210		1 050		1 050
Eau et assainissement																						
Energie - Electricité	0		0	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0
Achats de matériel et petits équipements																						
Autres achats																						
SERVICES																						
Sous-traitance	400		400	400		400		400		400		400		400		400		400		2 000		2 000
Locations																						
Services extérieurs : Entretien, réparation, maintenance																						
Primes d'Assurances	2 255		2 255	2 255		2 255		2 255		2 255		2 255		2 255		2 255		2 255		11 275		11 275
Personnel extérieur à l'entreprise : intérimaires, intermédiaires et honoraires																						
Publicité, publications, relations publiques			0	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0
Déplacements, missions réceptions	2 058		2 058	2 058		2 058		2 058		2 058		2 058		2 058		2 058		2 058		10 290		10 290
Frais postaux et de télécommunications	1 393		1 393	1 393		1 393		1 393		1 393		1 393		1 393		1 393		1 393		6 965		6 965
Divers - Autres services																						
IMPOTS																						
Impots taxes et versements assimilés,																						
CH de PERSONNNEL																						
Rémunérations	6 992	7 272	14 264	6 992	7 272	14 264		6 992	7 272	14 264		6 992	7 272	14 264		6 992	7 272	14 264		34 960	36 360	71 320
Charges sociales	3 496	3 636	7 132	3 496	3 636	7 132		3 496	3 636	7 132		3 496	3 636	7 132		3 496	3 636	7 132		17 480	18 180	35 660
AUTRES																						
Réversion d'exploitation																						
Fixe	0		0	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0
Variable																						
Autres charges	2 000		2 000	2 000		2 000		2 000		2 000		2 000		2 000		2 000		2 000		10 000		10 000
CHARGES FINANCIERES																						
CHARGES EXCEPTIONNELLES																						
DOTATIONS																						
Provision créances douteuses																						
Provisions de maintenance et/ou renouvellement	2 620		2 620	2 620		2620		2 620		2620		2 620		2620		2 620		2 620		13 100		13 100
TRAVAUX																						
Travaux de maintenance et/ou renouvellement																						
II -TOTAL des CHARGES	21 424	10 908	32 332	21 424	10 908	32 332		21 424	10 908	32 332		21 424	10 908	32 332		21 424	10 908	32 332		107 120	54 540	161 660
III - RESULTAT avant IMPOT			397			397				397				397				397				1 985
IV - IMPOTS sur LES SOCIETES			132			132				132				132				132				662
V - RESULTAT : BENEFICE ou PERTE			265			265				265				265				265				1 323



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 12/04/2019

Reçu en préfecture le 12/04/2019

ID : 040-254002264-20190328-CS14_2019-DE



RAPPORT D'AVIS DE LA CDSP

Concession de service public pour l'exploitation des réservoirs sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys, sur les sous-bassins Midour-Douze et pour l'exploitation du réservoir de Serres-Castet sur le sous-bassin du Luy de Béarn

Maintenance et exploitation des équipements
Gestion de l'eau et des facturations
Campagnes 2019 à 2023

I - CONTEXTE

Dans le cadre de ses missions, l'Institution Adour œuvre pour une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques et de leurs usages dans le bassin. Elle possède notamment 22 réservoirs de soutien d'étiage et gère le volume de 5 autres réservoirs, pour un volume total stocké de 85 Mm³.

Lot 1 :

L'assemblée délibérante de l'Institution Adour, par délibération en date du 6 septembre 2018 a approuvé le principe de la concession de service public relative à l'exploitation des réservoirs de soutien d'étiage sur **les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys** (incluant les sous-bassins du Louet, des Léés, du Bahus, du Gabas, du Louts et des Luys) à un tiers par le biais d'un contrat de concession de service public de type affermage.

Liste des ouvrages concernés :

L'ouvrage du Louet, situé sur les communes de Montaner (64) et Escaunets (65), permet :

- d'une part la réalimentation de la partie amont de la vallée du Louet pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de gestion défini au point de contrôle aval mesuré à Sombrun ;
- d'autre part la réalimentation de la vallée de l'Adour gersois pour conforter les débits d'objectif d'étiages au point de consigne d'Aire-sur-l'Adour amont Léés.

L'ouvrage de Miramont, situé sur la commune de Miramont-Sensacq (40), permet la réalimentation de la vallée du Bahus pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de gestion défini au point de contrôle aval mesuré à Fargues.

Les ouvrages de Brousseau (et Latrille*), Lourden, Renung et Fargues, sont situés respectivement sur les affluents Brousseau, Lourden, Bayle et Labourdasse, sur les communes d'Aire-sur-l'Adour (et Latrille - Séron), Duhort-Bachen, Renung et Fargues. Ils permettent la réalimentation des vallées du Brousseau, du Lourden, du Bayle et du Bahus et de la vallée de l'Adour entre Aire et Audon pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit d'objectif d'étiage défini au point nodal d'Audon.

Les ouvrages du Gabas (et du Gabassot*) et de Coudures sont situés respectivement sur le Gabas (le Gabassot) et le ruisseau de l'Etela, sur les communes de Gardères (65), Luquet (65), Eslourenties-Daban (64), Lourenties (64), Garlin (64) et Coudures (40). Ils permettent la réalimentation des vallées du Gabas, des Léés de Garlin, Léés de Lembeye et Léés réunis, et de la vallée de l'Adour depuis l'amont d'Aire-sur-l'Adour (confluence avec les Léés) jusqu'à Audon, pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit consigne de gestion aux points aval d'Audignon sur le Gabas, de Bernède sur les Léés, et au débit d'objectif d'étiage défini au point nodal d'Audon sur l'Adour.

Les ouvrages du Balaing et de l'Ayguelongue (et de l'Aubin*) sont situés respectivement sur les ruisseaux du même nom, et sur les communes de Navailles-Angos et Argelos (64), Mazerolles et Momas (64), et de Doazon, Casteide-Cami et Arnos (64). Ils permettent la réalimentation des vallées du Luy de France et du Luy de Béarn, pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit consigne de gestion aux points de Monget sur le Luy de France et de Saint-Médard et Sault-de-Navailles sur le Luy de Béarn.

L'ouvrage d'Hagetmau-Monségur, situé sur les communes d'Hagetmau et Monségur (40), sur les ruisseaux de la Grabe et d'Agès, permet la réalimentation de la vallée du Louts à partir d'Hagetmau pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de gestion défini au point de contrôle aval mesuré à Gamarde.



** Les ouvrages du Gabassot, Latrille et Aubin appartiennent à des associations syndicales autorisées d'irrigation. Par conventions avec ces ASA, l'Institution Adour mobilise une partie du volume de ces réservoirs pour le soutien des étiages.*

Ces ouvrages sont de réservoirs constitués d'un barrage principal en terre compactée et de ses ouvrages hydrauliques associés :

- contre-digues amont pour les réservoirs du Louet, Miramont, Brousseau, Renung, Ayguelongue, Balaing et Hagetmau
- station de transfert et château d'eau vers les Lées pour le Gabas,
- station de transfert vers le Bas pour le Miramont,
- station de transfert vers le Laudon pour Hagetmau
- station d'exhaure (remplissage complémentaire) dans le Bas pour Coudures
- les stations hydrométriques associées.

Lot 2 :

Dans le cadre de sa mission statutaire et historique de gestion quantitative de la ressource en eau sur le bassin versant de l'Adour, l'Institution Adour a fait construire de 1986 à 1992 sept réservoirs de soutien d'étiage qui permettent de réalimenter les rivières et compenser les prélèvements sur les bassins versants du Midou(r) 32/40 en amont de Saint Cricq-Villeneuve (40, inclus) et de la Douze 32/40 en amont de Saint-Justin (40). Par augmentation du débit transité dans les rivières, ils satisfont les débits de consignes définis aux points de contrôle aval de chaque tronçon. En plus de ces 7 réservoirs, l'Institution Adour a acquis 2 petits réservoirs situés sur la commune de Labastide d'Armagnac, dont les volumes ont été valorisés par avenant à la précédente DSP.

Jusqu'à fin 2018, l'ensemble de ces 9 réservoirs est actuellement géré dans le cadre de marchés de prestations de service dont l'échéance est au 31 décembre 2018.

L'assemblée délibérante de l'Institution Adour, par délibération en date du 6 septembre 2018 a approuvé le principe de la concession de service public relative à l'exploitation des réservoirs de soutien d'étiage sur **les sous-bassins du Midour et de la Douze** à un tiers par le biais d'un contrat de concession de service public de type affermage.

Liste des ouvrages concernés :

L'ouvrage du Maribot, situé sur la commune de Beaumarchès (32), permet la réalimentation de la partie amont de la vallée du Midour 32 pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de restriction défini au point de contrôle aval mesuré à Laujuzan.

L'ouvrage de Bourges, situé sur les communes Louslitges et Gazax-et-Baccarisse (32), permet la réalimentation des vallées de la Riberette et du Midour 32 pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de restriction défini au point de contrôle aval mesuré à Laujuzan.

L'ouvrage de Lapeyrie, situé la commune d'Aignan (32) permet la réalimentation des vallées de la Riberette et du Midour 32, pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de restriction défini au point de contrôle aval mesuré à Laujuzan.

L'ouvrage de Charros, situé sur les communes de Monguilhem (Gers, 32) et Bourdalat (Landes, 40), permet la réalimentation des vallées du Charros et du Midou 40, pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de restriction défini au point de contrôle aval mesuré à Arthez d'Armagnac.

L'ouvrage d'Arthez, situé sur la commune d'Arthez d'Armagnac (40) permet la réalimentation des vallées du Gaube et du Midou 40, pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de restriction défini au point de contrôle aval mesuré à Villeneuve-de-Marsan.



L'ouvrage de Saint Jean, situé sur les communes de Lupiac, Peyrusse-Vieille, Peyrusse-Grande et Saint Pierre d'Aubezies (32) permet la réalimentation de la vallée de la Douze 32 pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de restriction défini au point de contrôle aval mesuré à Cazaubon.

L'ouvrage de Tailluret, situé sur les communes de Labastide d'Armagnac (40) et Mauléon d'Armagnac (32), permet la réalimentation de la vallée de la Douze 40 pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de restriction défini au point de contrôle aval mesuré à Saint-Justin.

Les ouvrages de Cavaré et Bougnères, situés sur la commune de Labastide d'Armagnac (40) permet la réalimentation de la vallée de la Douze 40 pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de restriction défini au point de contrôle aval mesuré à Saint-Justin.

Ces ouvrages sont de réservoirs constitués d'un barrage principal en terre compactée et de ses ouvrages hydrauliques associés :

- contre-digues amont pour les réservoirs de Charros et Arthez,
- station pour le remplissage complémentaire dans le Midour pour le Maribot,
- station pour le remplissage complémentaire dans le Gaube pour Arthez,
- les stations hydrométriques associées.

Lot 3 :

La communauté de commune des Luys en Béarn, est propriétaire de la retenue du Géés située sur les communes de Navailles-Angos et Serres-Castet.

L'exploitation de ce réservoir fera l'objet d'un lot n°3 « **Exploitation du réservoir de Serres-Castet sur le Géés** »

Les deux collectivités souhaitent réaliser cette opération de mise en concurrence en commun afin d'obtenir des économies d'échelles au stade de la consultation des futurs gestionnaires et prestataires.

L'assemblée délibérante de la Communauté des communes des Luys en Béarn, par délibération en date du 17 juillet 2018 a approuvé le principe du groupement de commande et le choix du mode d'exploitation pour son ouvrage de Serres-Castet.

L'assemblée délibérante de l'Institution Adour, par délibération en date du 19 juillet 2018 a approuvé le principe du groupement de commande.

L'EPTB Institution Adour, représenté par son Président, est désignée comme coordonnateur.

L'ouvrage de Serres-Castet, situé sur le ruisseau du Géés, sur les communes de Serres-Castet, Navailles-Angos, Saint-Castin et Montardon (64) permet la réalimentation de la vallée du Géés puis du Luy de Béarn pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de gestion défini au point de contrôle aval mesuré à Caubios.

Il s'agit d'un réservoir constitué d'un barrage principal en terre compactée et de ses ouvrages hydrauliques associés :

- les deux seuils de mesure du débit entrant ruisseau du Géés et ruisseau du Bedat, constitués d'un seuil en V et d'une échelle limnimétrique,
- la contre-digue amont, comprenant une vanne de vidange,
- les stations hydrométriques associées

II - CONSULTATION

1. Lancement de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises a été mis en ligne sur la plateforme des marchés publics <https://marchespublics.landespublic.org> le 7 septembre 2018 sous la référence DSP07092018.

Il comprenait les pièces suivantes :

- règlement de consultation (RC) ;
- Lot 1 « concession de service public pour l'exploitation des réservoirs sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys » :
 - Projet de contrat de concession
 - Documents annexes (éléments techniques, conventions, arrêtés, modèle de rapport annuel, cartes,...)
- Lot 2 « concession de service public pour l'exploitation des réservoirs sur les sous-bassins Midour-Douze » :
 - Projet de contrat de concession
 - Documents annexes (éléments techniques, conventions, arrêtés, modèle de rapport annuel, cartes,...)
- Lot 3 « concession de service public pour l'exploitation du réservoir de Serres-Castet sur le sous-bassin du Luy de Béarn » :
 - Projet de contrat de concession
 - Documents annexes (éléments techniques, conventions, arrêtés, modèle de rapport annuel, cartes,...)

La publicité a été effectuée sur les supports suivants :

- Site de l'Institution Adour, mise en ligne le 7 septembre 2018
- BOAMP, avis d'appel public à la concurrence émis le 7 septembre 2018 et publié le 11 septembre 2018 sous le n° 18-125506
- JOUE, avis d'appel public à la concurrence émis le 7 septembre 2018 et publié le 11 septembre 2018 sous le n° 2018/S 174-395777

La remise des offres était prévue le mercredi 10 octobre à 12h00.

2. Registre des dépôts

L'ensemble des offres reçues a été déposé dans les délais, via la plateforme des marchés publics :

N°	Raison sociale	Nom	Prénom	Adresse électronique	Horodatage	Identifiant Entreprise	Adresse postale	Téléphone
EL. 1	CACG	DAURENSAN	Nicolas	commercial@cacg.fr	10/10/2018 09:49:11	FR - 592780233 00017	Chemin de l'Alette 65000 TARBES France	05.62.51.71.49



3. Ouverture des plis : Réunion de la CDSP en date du 10 octobre 2018

La convocation a été adressée par courriel le 17 septembre 2018 aux membres de la commission de délégation de service public.

Etaient présents :

- Monsieur Paul CARRERE,
- Monsieur Bernard SOUDAR,
- Monsieur Bernard POUBLAN.

Offres - Lot 1		
N° du pli Horodatage	Entreprise	Statut enveloppe <u>Offres - Lot 1</u>
E11 10/10/2018 09:49:11	CACG	Ouverte en ligne Le : 10/10/2018 14:41 Par : Aurélie LEMAITRE

Offres - Lot 2		
N° du pli Horodatage	Entreprise	Statut enveloppe <u>Offres - Lot 2</u>
E11 10/10/2018 09:49:11	CACG	Ouverte en ligne Le : 10/10/2018 14:43 Par : Aurélie LEMAITRE

Offres - Lot 3		
N° du pli Horodatage	Entreprise	Statut enveloppe <u>Offres - Lot 3</u>
E11 10/10/2018 09:49:11	CACG	Ouverte en ligne Le : 10/10/2018 14:44 Par : Aurélie LEMAITRE



4. Analyse des offres : Réunion de la CDSP en date du 24 octobre 2018

La convocation a été adressée par courriel le 17 septembre 2018 aux membres de la commission de délégation de service public.

Etaient présents :

- Monsieur Paul CARRERE,
- Monsieur Bernard SOUDAR,
- Monsieur Bernard POUBLAN.

Avis CDSP :

Les encadrés ci-dessous de couleur saumon sont constitutifs des demandes, questionnements et avis formulés par les membres de la commission de Délégation de Service Public à l'encontre du candidat.

1/ Complétude du dossier d'offre

Rappel du règlement de consultation

Les offres devront contenir :

0. *LE CERTIFICAT DE VISITE (visite non obligatoire)*

1. *UNE PROPOSITION DE CONTRAT DE CONCESSION*

Cette proposition correspond au projet de contrat joint au règlement de la consultation complété selon les consignes de l'INSTITUTION ADOUR et signé par une personne habilitée (nom, prénom, qualité). Pour compléter le projet de contrat, les candidats doivent prendre en compte les précisions et demandes de propositions surlignées en couleur dans le projet de contrat ou demandées en annexes du projet de contrat.

2. *UN DOSSIER DE SYNTHESE DECRIVANT ET ARGUMENTANT LES PARAMETRES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.*

Ce dossier sera composé d'un compte d'exploitation prévisionnel détaillé en produits et en charges. Ce compte d'exploitation doit être décliné annuellement, sur toute la durée du contrat. Ce dossier doit être signé par une personne habilitée (nom, prénom, qualité).

3. *UN DOSSIER DE SYNTHESE DECRIVANT ET ARGUMENTANT LE NIVEAU D'ENGAGEMENT SUR LA QUALITE DU SERVICE ET L'EXPLOITATION DE CE SERVICE*

Ce dossier devra permettre d'apprécier le critère de jugement des offres tel que prévu au 7.2.1 du présent règlement de consultation.

Ce dossier doit être signé par une personne habilitée (nom, prénom, qualité).

Les pièces constitutives du dossier d'offres sont produites.

Les annexes demandées ont été produites ; le contenu n'est pas détaillé comme demandé (voir analyse ci-après).

2/ Remarques communes aux 3 lots

Documents non détaillés

Il est demandé au candidat de fournir tous les documents permettant de connaître les détails de la réalisation du service concédé :

- assurances
- contrats de sous-traitance (en précisant la nature de la mission sous-traitée)
- procédures d'exploitation des équipements
- pour les comptes d'exploitation prévisionnels, compléter les éléments fournis, **notamment par la note d'hypothèses demandée (annexe 7) qu'il convient de développer et qui doit contenir des éléments chiffrés détaillés pour tous les dépenses constituant les postes de charges.**

En effet, les montants affichés dans le compte d'exploitation prévisionnel doivent être justifiés de façon précise :

- autres produits ?
- personnels affectés (coûts, niveaux), coûts indirects
- déplacements
- frais postaux et télécom
- détail des dépenses de maintenance
- ...

Projet de convention de restitution

Seules les clauses générales ont été fournies, pas de proposition de format des clauses particulières.

Clauses générales :

- Veiller à la concordance entre quota contractuel compté à partir du 15 juin et quota/V autorisé compté à partir 1^{er} mai ou 1^{er} juin jusqu'au 15 septembre
- Redevance location compteur : 65 UT/compteur /an.

montant conséquent pour les petits diamètres. Grille tarifaire à détailler selon diamètres

- Redevance de 15 UT pour actualisation dossier :

vérifier si cette prestation n'est pas déjà incluse dans les ETP des personnels de la gestion des contrats

- Formule d'actualisation : OK pour 10% énergie dans concession Adour

mais que 2% des charges dans concession Midour : adapter formule ou tenir compte du surcoût virtuel dans charges.

En cas de réduction du service (remplissage incomplet), seules les parts proportionnelles sont réduites ?

- Pénalités de 0,17 UT pour Adour et Midour-Douze (17 cts € 2019 contre 13,2 cts en 2018)
- Période de facturation : il est inscrit une première facturation au 1^{er} avril dans le projet de convention, et au 1^{er} juin dans le tableau de l'annexe 6 du mémoire technique : mettre en cohérence



Fonctionnement

- Délais de réactivité : demande eau 2 h ; évènement météo 8h

Inventaire des équipements

Fourniture de la liste des équipements exhaustive : jamais demandée dans les précédentes DSP. Obtenue dans le cadre de l'exploitation par prestation de service du réservoir de La Barne. L'obtention de cet inventaire permettra à l'Institution Adour un suivi plus fin de nos équipements pour leur entretien mais également pour leur renouvellement (plan de renouvellement à établir) avec une appréciation des impacts financiers correspondant à l'enveloppe de « maintenance et renouvellement ».

La réalisation de cet inventaire doit permettre de compléter l'annexe 6 ter en appui du CEP (plans de renouvellement et de maintenance détaillés)

Echéancier de remise du rapport

Le rapport annuel du délégataire doit être complet et détaillé (recettes et charges de fonctionnement, éléments relatifs aux contraintes sécurité des ouvrages, avec en annexe de celui-ci le compte annuel d'exploitation - annexe 8) ; c'est pourquoi l'Institution Adour demande une première remise au plus tard le 15 mai, afin de pouvoir échanger lors de la 1^{ère} réunion annuelle et laisser un délai suffisant pour l'amender afin que son contenu soit exhaustif.

Offres à compléter

Pour le lot 3, la prestation d'entretien des espaces végétalisés doit être chiffrée comme demandée dans le projet de contrat.

3/ Analyse des recettes du compte d'exploitation prévisionnel

Redevances proposées pour l'usage agricole : intégrées dans les produits du CEP

De manière générale les tarifications proposées entraînent de augmentations de prix qui ne sont pas entendables au regard du manque de précision sur les postes de charges et l'omission de certaines recettes.

Structure proposée par la CACG pour le calcul de la redevance :

La même formule de détermination de l'unité tarifaire UT est proposée pour les deux contrats de :

$$UT = UT_0 (0.10 + 0.5 S/S_0 + 0.3 FSD2/FSD2_0 + 0.10 El/E_0)$$

UT₀ : 1 euro (valeur au 1^{er} janvier 2019)

S : indice coût de la main d'œuvre France entière

FSD2 : index national frais et services divers, modèle de référence n°2

El : indice de prix de production d'électricité pour le marché français

la pondération des indices doit refléter la réalité des charges :

1/ rapprocher les indices des postes de charges

2/ attention indice El pour lot 2 : électricité ne représente que 1,7% des charges !





La CACG propose à partir de 2019 une refonte de la tarification pratiquée.

LOT 1 : proposition de tarification au volume (en m³) et non à la surface irriguée (en hectare)
volume contractuel basé sur des hectares souscrits (entre 1500 et 1800 m³/ha)

- part fixe de 0.03 €/m³ souscrit sur la totalité du volume autorisé
- 1^{er} palier de part variable de 0.01 €/m³, dès le premier m³ consommé jusqu'à 80% du quota par axe
- 2^{ème} palier de tarif variable à 0.02 €/m³ pour la part restante de consommation du quota.

Proposition CACG de nouvelle tarification LOT N°1 :				
% Quota	0%	50%	80%	100%
Part fixe *	0,03 €			
Part variable	0,01 €			0,02 €
* sur la totalité du volume autorisé				

LOT 2 : proposition de tarification au volume (en m³) et non au débit d'équipement (en l/s),
volume contractuel basé sur des litres/seconde souscrits (entre 1500 et 1800 m³/ha)

- part fixe de 0.03 €/m³ souscrit sur la totalité du volume autorisé
- 1^{er} palier de part variable de 0.01 €/m³, dès le premier m³ consommé jusqu'à 50% du quota par axe
- 2^{ème} palier de tarif variable à 0.03 €/m³ pour la part restante de consommation du quota.

Proposition CACG de nouvelle tarification LOT N°2 :				
% Quota	0%	50%	80%	100%
Part fixe *	0,03 €			
Part variable	0,01 €		0,03 €	
* sur la totalité du volume autorisé				

Pour ce lot, l'application de la nouvelle tarification se fait sur un « volume contractuel fictif » basé sur des l/s, soit un volume équivalent de 1700 m³/ha et non prélevable compte tenu des limitations de débits

Les incidences financières par sous-bassins et réservoirs sont présentées dans une annexe.

- **Autres produits :**

	Moy. 2012-2017	2019
LOT 1	11 390	0
LOT 2	9 137	88 772

Il est demandé au candidat de détailler la nature exacte de ces recettes et d'expliciter l'évolution

Redevances proposées pour les autres usages préleveurs : non intégrées dans les produits du CEP

Le candidat définit un potentiel de tarification pour les usages :

- eau potable
- industrie



➤ **Redevances proposées pour l'usage industriel :**

Proposition tarifaire de la CACG :

Conserver la même base de calcul que les préleveurs agricoles en rédigeant le contrat sur l'autorisation de prélèvement, avec une durée limitée à la durée de réalimentation de la rivière et assorti d'un tarif adapté à la priorité soit **0.04€/m³ autorisé**.

Lot	Quantité souscrite	Volume autorisé	Prix unitaire	Recette future
Lot 1 Adour IND	91 ha	163 800 m ³	0,04 €/m ³	6 552 €
Lot 1 Adour EUD	18,4 ha	33 120 m ³	0,04 €/m ³	1 325 €

Cette redevance est déjà applicable mais n'est pas intégrée dans le compte prévisionnel proposé.

➤ **Redevances proposées pour l'usage eau potable :**

Proposition tarifaire de la CACG :

Conserver la même base de calcul que celle des préleveurs agricoles en établissant les contrats sur la base de l'autorisation de prélèvement, avec une durée limitée à la durée de réalimentation de la rivière et assorti d'un tarif adapté à la priorité de l'usage soit **0.05€/m³ autorisé**.

Les autorisations de prélèvement accordées aux stations de potabilisation sont généralement très supérieures aux besoins réels. En conséquence, il semble possible de ramener l'assiette de facturation au volume réellement prélevé durant la période de réalimentation du cours d'eau concerné.

Lot	Quantité souscrite	Volume autorisé	Prix unitaire	Recette future
Lot 1 Adour	8 ha	14 000 m ³	0,05 €/m ³	720 €

Cette redevance est déjà applicable mais n'est pas intégrée dans le compte prévisionnel proposé.

➤ **Redevances proposées pour les autres usages non préleveurs :**

Plusieurs usages non préleveurs sont garantis par la réalimentation des rivières pendant les périodes sèches.

La CACG propose d'élargir la base de redevables par application de plusieurs redevances nouvelles adaptées aux différents usages existants et respectant le principe de l'équité du service rendu.

Elle définit ainsi un **potentiel de tarification pour les usages potentiels suivants des réservoirs :**

- STEP-dilution
- production d'énergie
- loisirs

Ces nouvelles recettes potentielles ne sont pas intégrées dans les CEP présentés.

Le candidat attend le retour du maître d'ouvrage sur leur faisabilité.

Argumentation de la CACG :

➤ Autoépuration :

Parmi les bénéfices les plus importants, le maintien de la capacité d'autoépuration de la rivière pendant sa période d'étiage permet aux STEPs de continuer à rejeter une eau moins traitée et donc de s'affranchir de lourds investissements de traitement des eaux usées.

Sur le bassin de l'Adour et plus encore du Midour-Douze, les rejets sont plus nombreux que les prélèvements pour l'eau potable : il n'y a donc pas de relation entre prélèvement pour la potabilisation et les rejets dans les rivières.

Le calcul du bénéfice direct de l'autoépuration est complexe et nécessite de connaître la qualité de l'eau rejetée en chaque point. Ce calcul est actuellement impossible à réaliser.

La CACG propose donc de calculer le tarif en prenant comme base le débit supplémentaire qu'apporte la réalimentation par rapport au débit naturel. Ensuite elle calcule le manque à gagner sur la base du tarif agricole de l'eau ainsi non valorisée par un autre usage (le moins cher).

Ce calcul donne une somme à répartir entre les stations de rejet.

Les simulations réalisées conduisent à adopter un principe de tarification simple, décrit ci-dessous.

Proposition tarifaire de la CACG :

Baser le tarif autoépuration sur le nombre d'équivalents habitant de la station d'épuration (EH).

Le tarif proposé pour cet usage est de **1€/EH/an**.

Lot	Capacité nominale en EH	Prix unitaire	Recette future
Lot 1 Adour	71 850 EH	1 €/EH	71 850 €
Lot 2 Midouze	20 015 EH	1 €/EH	20 015 €

➤ Production d'énergie :

Pour les usages de production d'énergie, le bénéfice de l'eau est lié au débit autorisé multiplié par la hauteur de chute. La tarification de cet usage doit être liée au bénéfice réalisé qui dépend ensuite du rendement des installations.

Une étude très complète a été faite sur le système Neste au moment de l'enquête publique sur la mise en place de la tarification des usages.

Le but des calculs de tarification était que la redevance ne dépasse pas 15% du bénéfice créé par le turbinage de l'eau sans compter le rendement pour inciter les propriétaires à améliorer leurs installations.

Proposition tarifaire de la CACG :

Baser le tarif sur celui du système Neste dépendant du décret de mise en place du tarif des usages des eaux dérivées de la Neste. Ce tarif est de **0.07€/l/s*m**.

➤ Loisirs :

Les usages de loisirs sont surtout représentés par la pêche sur les plans d'eau et le long des rivières. L'utilisation des plans d'eau comme réserve de chasse de gibiers d'eau est également possible et correspond à un usage similaire.

La tarification de cet usage est une tradition à la CACG dans le cadre du partage des usages et donc du financement du fonctionnement des installations.

Le tarif est basé sur la surface de plan d'eau utile qui se définit comme la surface moyenne du plan d'eau pendant la période de pêche.

Cette surface est historiquement de 80% de la surface du plan d'eau à sa cote normale.



Les autres usages de loisirs comme la navigation sont trop exceptionnels pour être valorisés par un tarif spécifique.

Proposition tarifaire de la CACG :

Baser le tarif sur le tarif agricole ramené à la surface soit un tarif de **50€/ha de plan d'eau utile**.

➤ Services écosystémiques :

Les usages écosystémiques de l'eau sont souvent ramenés à la nécessité de maintenir un débit objectif d'étiage (ou un débit seuil de gestion).

Cette obligation recouvre effectivement les besoins du milieu et les usages écosystémiques de maintien de la biodiversité, du paysage et de réservoir du vivant.

Pour ces usages, la définition des usagers reste floue à l'heure actuelle et ne permet pas encore de définir les contours exacts du service rendu.

Le tarif de cet usage a été fixé sur le système Neste à 0.01€/m³, mais la contractualisation n'est pas encore réalisée pour en assurer le recouvrement.

La CACG propose de continuer à travailler conjointement sur ce sujet pour une future contribution aux DSP.

4/ Analyse des charges du compte d'exploitation prévisionnel

Les comptes d'exploitation prévisionnels sont-ils exprimés en € courants ou constants ? :

Nous demanderons à la CACG si l'inflation a déjà été intégrée dans les postes de charge affichés et lissés sur 5 ans ; alors que la rémunération augmentera selon la formule d'actualisation des redevances

(en € courants pour appréhender l'évolution des coûts selon la formule d'actualisation proposée ; en € constants pour être désinfluencé de l'inflation)

De manière globale, nous constatons un manque de lisibilité des comptes d'exploitation prévisionnels remis par le candidat, lié à :

1/ Manque de détails sur

- personnels affectés (coûts, niveaux), coûts indirects
- déplacements
- frais postaux et télécom
- détail des dépenses de maintenance

2/ une perte de continuité dans l'utilisation des articles comptables présents dans l'ancienne DSP et un défaut de précision dans la composition des charges.

Pour permettre une analyse pertinente et fine de la proposition du candidat et de compréhension de sa structuration financière, nous avons étudié les rapports financiers remis annuellement par le délégataire sur la période de 2012 à 2017 afin d'en établir une moyenne, comme donnée de référence, à comparer avec cette offre de renouvellement.

De cette analyse, nous avons extrait les éléments suivants :

- Réversion à l'Institution Adour :

↳ LOT 1 - Adour :

Accord de la CACG sur la réversion demandée de 320 000 € dans le contrat Adour + 10 % des montants de la part variable (estimés à 20 000 € selon les dernières consommations).

Ce montant de réversion sera actualisé chaque année selon l'évolution de l'unité tarifaire UT.





Mais demande de rectification auprès de la CACG car absence de cette réversion de la part proportionnelle de 10% dans les comptes d'exploitation prévisionnels présentés.

Part Louet redevance DIG Adour amont : ~60 000 € non rentrés dans produit d'exploitation (59 534 € en 2018, 58 710 € en 2017) :

à intégrer dans une ligne spécifique des produits de la concession, puis recalcul redevance.

valorisation du volume résiduel du Gabas : demandée mais non réalisée

Calculer l'évolution des recettes et de la redevance en intégrant les nouvelles surfaces permettant de valoriser le volume résiduel du Gabas ;

Différentiel de redevance sur volume non valorisé à intégrer dans une ligne spécifique des produits de la concession, puis recalcul redevance

↳ LOT 2 - Midour-Douze :

Demande d'une réversion pour l'IA d'un montant de 135 000 € + un % de la part variable

Aucune réversion sur la part fixe et la part variable dans le contrat Midour-Douze par la CACG

La mise à disposition des ouvrages doit donner lieu à une réversion à l'Institution Adour.

↳ LOT 3 - Serres-Castet :

La réversion de la part proportionnelle de 50% n'apparaît pas dans les comptes d'exploitation prévisionnels présentés.

- Charges de personnel :

Nous relevons des incohérences et un manque de lisibilité de ce poste, ce qui rend difficile la compréhension des modalités d'intervention des ressources humaines du candidat.

• Poste « Personnel » :

Coût du personnel	Moy. 2012-2017	2019
LOT 1 Adour	183 728	308 096
LOT 2 Midour-Douze	61 930	144 943
TOTAL	245 658	453 039

Il est demandé au candidat la composition exacte de ce poste « Personnel », qui permettrait d'expliquer un tel écart.

Il est également demandé au candidat de détailler la masse salariale : nombre de personnes, poste, mission et tâches, coût, nombre de jours prévus... dans la note d'hypothèses demandée.





- Frais indirects :

La CACG impute à l'opération des frais de structure et frais généraux, selon des critères internes issus de la comptabilité analytique.

Ces frais indirects donnent lieu à un coefficient appliqué à la masse salariale affectée.

Celui-ci représente 47% du coût DIRECT de personnel (et 32% du poste CHARGES DE PERSONNEL)

Qu'en était-il dans l'ancienne DSP ?

Il est demandé au candidat de détailler ces frais indirects dans la note d'hypothèses et annexe 6bis.

- Nombre d'ETP affecté DIRECT et INDIRECT :

ETP	Moy. 2012-2017	2019
LOT 1 Adour	5.57	3.41
LOT 2 Midour-Douze	2.38	1.41
TOTAL	7.95	4.82

Pourquoi cette forte baisse du nombre d'ETP ?

Pourquoi constate-t-on parallèlement **une forte hausse du poste CHARGE DE PERSONNEL** ?

Il est demandé au candidat de justifier ces éléments dans la note d'hypothèses et en détaillant le tableau annexe 6bis...

- Calcul du coût total DIRECT chargé ramené à 1 ETP :

	LOT 1 Adour	LOT 2 Midour-Douze
Coût total DIRECT	209 589	98 602
Nb ETP affecté	2.33	0.96
Coût d'1 ETP	89 952	102 925

Il est demandé au candidat d'explicitier l'importance de ces coûts d'ETP direct unitaire.

- Frais de personnels et coûts induits

Hypothèse retenue pour comparaison entre ancienne DSP et nouvelle offre :

[Personnel + Sous-traitance + Engins et véhicule + Frais de contrôle] (*dans ancienne DSP*)

= [Personnel + Sous-traitance + Déplacements missions] (*dans nouvelle offre*)





	Moy. 2012-2017	2019	% évolution
LOT 1 Adour	387 375	419 079	+ 8 %
LOT 2 Midour-Douze	110 945	173 532	+ 56 %
TOTAL	498 320	592 611	+ 19 %

Il est demandé au candidat de justifier ces évolutions proposées.

- Sous-traitance :

Il est demandé au candidat d'apporter des précisions sur la nature des prestations sous-traitées et copie des contrats de sous-traitance lors de leur contractualisation.

- Assurances :

La CACG souscrit les assurances responsabilité civile, dommages d'atteinte à l'environnement et dommages aux biens pour les activités qu'elle exerce sur les installations qui lui sont confiées par les différents maîtres d'ouvrages.

	Moy. 2012-2017	2019
LOT 1 Adour	1 511	24 805
LOT 2 Midour-Douze	0	20 295
TOTAL	1 511	45 100

Qu'en était-il auparavant ? Où figurait cette charge dans l'ancienne DSP ?

Il est demandé au candidat d'explicitier ce poste et de n'affecter que la quote-part liée aux prestations objet du service concédé, éléments à présenter dans la note d'hypothèses...

- Autres charges :

La CACG impute sur chaque ouvrage les charges d'amortissement des logiciels RIOweb et plateforme « Mon espace CACG » pour un montant de 4000 €/barrage

Qu'en était-il auparavant ? Où figurait cette charge dans l'ancienne DSP ?

Il est demandé au candidat de justifier cette imputation : ces outils sont en cours de développement depuis de nombreuses années et semblent être déjà financés dans le cadre des charges générales des DSP et contrats précédents (mais pas de manière explicite !). Ces éléments sont à présenter dans la note d'hypothèses.





- Frais postaux et télécommunications :

	Moy. 2012-2017	2019	% évolution
LOT 1 Adour	12 288	20 097	+ 63 %
LOT 2 Midour-Douze	5 309	11 343	+ 114 %
TOTAL	17 597	31440	+ 79 %

Il est demandé au candidat d'expliquer cette augmentation alors que se développent de nouveaux outils de dématérialisation. Ces éléments sont à présenter dans la note d'hypothèses.

- Provisions de maintenance et/ou renouvellement :

Provisions de maintenance de la CACG : contenu non développé

Renouvellement à la charge du concessionnaire : contenu présenté succinctement dans annexe 6ter.

Il est demandé à la CACG de détailler les opérations relevant de ces deux items, et de confirmer l'imputation dans ce poste des prestations internes.

Le « compte de renouvellement » proposé à l'article 32 inclut-il les provisions de maintenance ? (cf. développement du § 2.6 p5 de la note explicative des comptes prévisionnels).

	Moy. 2012-2017	2019	% évolution
LOT 1 Adour	265 649	289 460	+ 9 %
LOT 2 Midour-Douze	87 319	105 035	+ 20 %
TOTAL	352 968	394 495	+ 12 %

Il est demandé au candidat d'explicitier la hausse sur le lot 2 (Midour-Douze) ; Vérifier notamment que des travaux de renouvellement prévus ne doivent pas être exécutés sur les contrats actuels.

CONCLUSIONS DE LA COMMISSION CDSP

Il est demandé au président Paul CARRERE de procéder à la négociation avec la CACG sur la base des demandes de précisions formulées par la CDSP.

Il est également demandé de retravailler les provisions maintenance et renouvellement et tendre vers une baisse des tarifs proposés sur l'ensemble des lots et tout particulièrement sur le lot 2.





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 12/04/2019

Reçu en préfecture le 12/04/2019

ID : 040-254002264-20190328-CS14_2019-DE



RAPPORT DU CHOIX DU PRESIDENT **Négociation**

Procédure de délégation de service public

**Concession de service public pour l'exploitation des réservoirs
sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive
gauche du Louet aux Luys, sur les sous-bassins Midour-Douze et
pour l'exploitation du réservoir de Serres-Castet sur le sous-
bassin du Luy de Béarn**

**Maintenance et exploitation des équipements - Gestion de l'eau et des
facturations - Campagnes 2019 à 2023**



1^{ère} Réunion de négociation du 30 octobre 2018 avec la CACG

CACG : N. Daurensan (directeur commercial et directeur à l'international) N. Herbert

En préambule de la réunion tenue, le Président Carrere indique qu'il conduira les négociations dans le cadre de l'analyse et des conclusions de ses collègues de la CDSP.

Il précise qu'en l'état les propositions tarifaires de la CACG lui semblent inacceptables en termes d'augmentations induites pour les irrigants.

Il insiste sur le fait qu'une réelle transparence est exigée tant pour les charges générales de fonctionnement que pour les provisions de renouvellement et maintenance, ceci afin de pouvoir répondre à la fois aux demandes des élus des départements membres mais aussi être en capacité d'assurer le suivi et le contrôle des contrats de concessions. Les nouvelles DSP doivent impérativement répondre à ces attentes, notamment au travers des documents et inventaires de début de contrat comme dans le cadre des comptes rendus annuel.

Concernant le point particulier des provisions, la consultation prévoit expressément que la collectivité détermine contractuellement le montant affecté au renouvellement et à la maintenance tout en prévoyant un suivi des emplois annuels et restitutions des sommes non utilisées à l'issue de la DSP, le cas échéant

Remarques communes aux 3 lots

Documents non détaillés

Il est demandé au candidat de fournir tous les documents permettant de connaître les détails de la réalisation du service concédé :

- assurances
- contrats de sous-traitance (en précisant la nature de la mission sous-traitée)
- procédures d'exploitation des équipements
- pour les comptes d'exploitation prévisionnels, compléter les éléments fournis, **notamment par la note d'hypothèses demandée (annexe 7) qu'il convient de développer et qui doit contenir des éléments chiffrés détaillés pour toutes les dépenses constituant les postes de charges.**

En effet, les montants affichés dans le compte d'exploitation prévisionnel doivent être justifiés de façon précise :

- autres produits ?
- personnels affectés (coûts, niveaux), coûts indirects
- déplacements
- frais postaux et télécom
- détail des dépenses de maintenance
- ...

Analyse des charges du compte d'exploitation prévisionnel :

De manière globale, il est constaté un manque de lisibilité des comptes d'exploitation prévisionnels remis lié au manque de détails sur

- personnels affectés (coûts, niveaux), coûts indirects
- déplacements
- frais postaux et télécom
- détail des dépenses de maintenance
-

Charges de personnel :

- Poste « Personnel » :

Il est demandé au candidat la composition exacte de ce poste « Personnel ».

Il est également demandé au candidat de détailler la masse salariale : nombre de personnes, poste, mission et tâches, coût, nombre de jours prévus... dans la note d'hypothèses demandée

La comparaison avec les CRAE des anciens contrats montre une baisse significative du nombre d'ETP alors même que les charges relatives à ce poste augmentent très fortement.

Coût du personnel	Evol. % / ancienne DSP
-------------------	------------------------





LOT 1 Adour	+ 67 %
LOT 2 Midour-Douze	+ 134 %
TOTAL	+ 84 %

ETP	Ancienne DSP	Nouvelle offre	Evol. ETP / ancienne DSP
LOT 1 Adour	5.57	3.41	- 2.16
LOT 2 Midour-Douze	2.38	1.41	- 0.97
TOTAL	7.95	4.82	- 3.13

- **Frais indirects :**

La CACG impute à l'opération des frais de structure et frais généraux, selon des critères internes issus de la comptabilité analytique.

Ces frais indirects donnent lieu à un coefficient appliqué à la masse salariale affectée.

Celui-ci représente 47% du coût DIRECT de personnel (et 32% du poste CHARGES DE PERSONNEL)

Il est demandé au candidat de détailler ces frais indirects dans la note d'hypothèses et annexe 6bis.

- **Nombre d'ETP affecté DIRECT et INDIRECT :**

La comparaison avec les anciens contrats fait apparaître une évolution substantielle à la baisse du nombre d'ETP.

Il est demandé au candidat de justifier ces éléments dans la note d'hypothèses et en détaillant le tableau annexe 6bis.

- **Calcul du coût total DIRECT chargé ramené à l'ETP :**

Coût du personnel	LOT 1 Adour	LOT 2 Midour-Douze
Coût total DIRECT	209 589	98 602
Nb ETP affecté	2.33	0.96
Coût de l'ETP Direct	89 952	102 925

La CACG doit détailler et justifier l'importance de ces coûts d'ETP direct unitaire.

N. DAURENSAN : 1° / sur l'évolution des coûts en général : d'une manière générale, la CACG observe une augmentation des prestations réalisées sur les barrages ces dernières années, en lien avec l'évolution des prescriptions réglementaires de sécurité et l'obligation de suivi des contrats et de transparence demandée par les maîtres d'ouvrages. Ainsi, l'équilibre économique de ces contrats était « confortable » jusqu'à il y a 5-6 ans puis la situation s'est nettement dégradée depuis, sans que ces coûts puissent être intégrés dans les contrats en cours.

2° / sur la diminution des ETP incohérente avec l'augmentation des charges de personnel dans l'offre : de manière générale, les offres ne présentent que les quotes-parts d'ETP affectées aux prestations en lien avec l'exploitation des ouvrages ; ainsi ne sont pas comptées tous les personnels supports et d'encadrements. Or dans les décomptes des CRAE, ces personnels sont affectés.

La CACG doit détailler dans l'annexe 6 bis les différents personnels affectés à l'exploitation du service concédé : par poste, mission et tâches, coût, nombre de jours prévus.

Des éléments complémentaires permettant de justifier ou expliquer ces affectations pourront utilement être apportés dans la note d'hypothèse demandée en annexe 7.

Poste « Déplacements Missions Réceptions »

Ce poste n'apparaît que dans les contrats actuels.





La CACG doit détailler et justifier ces frais dans la note d'hypothèses.

Sous-traitance :

Il est demandé au candidat d'apporter des précisions sur la nature des prestations sous-traitées et copie des contrats de sous-traitance lors de leur contractualisation.

N. HERBERT : les montants de sous-traitance portés dans les CRAE sont relatifs à l'entretien végétal des digues, aux contrôles réglementaires, et prestations externalisées dans le cadre de l'EDD du Louet.

Les services de l'IA soulignent les différences de montant entre les différents barrages, sans aucun élément pour les justifier.

L'objet de la demande de communication des contrats est d'avoir une lisibilité sur la qualité du service rendu (et notamment prescriptions particulières pour la préservation des équipements des barrages), de vérifier l'articulation avec les prestations réalisées par les personnels CACG ainsi que le périmètre d'application des prestations sous-traitées.

A quoi correspondent les charges de sous-traitance sur Serres-Castet (4500 €) alors que le chiffrage demandé de l'entretien végétal n'a pas été réalisé (art 25 contrat) ?

La CACG doit détailler et justifier ces coûts de sous-traitantes par barrage.

Assurances (art 7.2 projet de contrat) :

La CACG souscrit les assurances responsabilité civile, dommages d'atteinte à l'environnement et dommages aux biens pour les activités qu'elle exerce sur les installations qui lui sont confiées par les différents maîtres d'ouvrages.

Il est demandé au candidat d'explicitier ce poste, et de n'affecter que la quote-part liée aux prestations objet du service concédé, éléments à présenter dans la note d'hypothèses.

N.D : La quote-part des assurances relatives aux prestations du service concédé représente de l'ordre de 200 000 €/an sur l'ensemble des 88 ouvrages gérés par CACG.

- Autres charges :

La CACG impute sur chaque ouvrage les charges d'amortissement des logiciels RIOweb et plateforme « Mon espace CACG » pour un montant de 4000 €/barrage

Il est demandé au candidat de justifier cette imputation, ces outils étant en cours de développement depuis de nombreuses années. Ces éléments sont à présenter dans la note d'hypothèses.

19 ouvrages gérés 3 concessions BA : 76 000 €/an, 380 000 €/5 ans ?

88 ouvrages : 352 000 €/an, 1 760 000 €/5 ans ??

N.D : Ce poste inclut l'amortissement des 2 outils en cours de développement et en perpétuelle amélioration, ce qui correspond à 4 ETP.

- Frais postaux et télécommunications :

Il est demandé au candidat d'expliquer ces coûts alors que se développent de nouveaux outils de dématérialisation. Ces éléments sont à présenter dans la note d'hypothèses.

Augmentation substantielle / contrats actuels ?





N.H : Ce poste inclut principalement les abonnements et frais de télécommunications des barrages mais surtout des stations hydrométriques.

Il est demandé à la CACG de justifier et détailler ces coûts, en distinguant notamment les charges liées aux stations hydrométriques.

N.D et N.H : pour les 3 postes de charges précédents « Assurances », « logiciels » et « frais postaux et télécom », les coûts ont été répartis uniformément sur les 88 ouvrages en gestion CACG.

Afin de refléter la réalité des charges en fonction des prestations ou risques sur les ouvrages, il est demandé à la CACG de justifier ces coûts et de les affecter selon une clé de répartition basée sur les volumes des ouvrages. Cette clé permettra de moins impacter la redevance du lot 2 sur lequel il n'y a que des ouvrages de classe C.

- Provisions de maintenance et/ou renouvellement (tab 10 p56 du MT) :

Il est demandé à la CACG de détailler les opérations relevant de ces deux items, et de confirmer l'imputation dans ce poste des prestations internes.

Le « compte de renouvellement » proposé à l'article 32 inclut-il les provisions de maintenance (cf développement du § 2.6 p5 de la note explicative des comptes prévisionnels)

N.D et N.H : le poste maintenance a été chiffré en regard des enveloppes dépensées pour des ouvrages similaires les dernières années. Ces charges incluent le contrôle systématique, les visites régulières sur les ouvrages et des interventions curatives non identifiables par barrage à ce jour

Il est demandé à la CACG de distinguer les coûts relatifs à la maintenance et ceux relatifs au renouvellement. Pour la maintenance, distinguer notamment les charges liées aux stations hydrométriques [priorité 2]

Non comptage des frais de personnels dans ETP directs sur barrages ?

Changement de vannes prévu en 2019 : pourquoi pas fait avant :

- Adour : Gabas transfert (3 démarreurs) / Hagetmau (moteur vanne vidange)
- Midouze : St Jean (vanne+moteur) / Tailluret (moteur vanne restitution)

N.D et N.H : les opérations de renouvellement ont été proposées compte tenu de la durée de vie moyenne des équipements ; elles peuvent être discutées pour l'année de réalisation.

Il est demandé à la CACG de justifier pourquoi les opérations de renouvellement prévues dès la première année des prochains contrats n'ont pas été réalisées dans les contrats actuels pour lesquels des provisions de maintenance/renouvellement sont constituées.

P. CARRERE : afin d'atténuer l'augmentation proposée de la redevance, surtout sur le Midour-Douze, il est demandé à la CACG de « redistribuer » une quote part des provisions réalisées dans les contrats précédents et non dépensées.

Offres à compléter

Pour le lot 3, la prestation d'entretien des espaces végétalisés doit être chiffrée comme demandé dans le projet de contrat.

Suivi qualité des eaux restituées

Il est demandé à la CACG de ne pas intégrer ce poste de dépense pour ces suivis prescrits dans les règlements d'eau des réservoirs de Fargues et Ayguelongue.

Pour toutes les charges, il est demandé à la CACG de sous-détailler les postes en complétant les annexes 6, 6 bis et 6 ter qui constitueront des documents contractuels.





Toutes les hypothèses de calcul seront utilement apportées en développant le contenu de la note d'hypothèses demandée - qui doit être bien plus explicitée que la note explicative fournie - en annexe 7. Ce document ne constituera pas une annexe publique au contrat, mais aura valeur d'engagement entre les seules parties.

Réversion à l'IA et CCLB :

LOT 1 - Adour :

Réversion demandée de 320 000 € dans le contrat Adour est prévue
+ 10 % des montants de la part variable (estimés à 20 000 € selon les dernières consommations).

Ce montant de réversion sera actualisé chaque année selon l'évolution de l'unité tarifaire UT.

La réversion de la part proportionnelle de 10% n'apparaît pas dans les comptes d'exploitation prévisionnels présentés.

LOT 2 - Midour-Douze :

Demande d'une réversion pour l'IA d'un montant de 135 000 € + un % de la part variable

Aucune réversion sur la part fixe et la part variable dans le contrat Midour-Douze.

La mise à disposition des ouvrages doit donner lieu à une réversion à l'Institution Adour.

LOT3 Serres-Castet :

La réversion de la part proportionnelle de 50% n'apparaît pas dans les comptes d'exploitation prévisionnels présentés.

N.D : la différence de réversion entre les 3 lots s'explique aisément par les équilibres structurels des bassins concernés :

- réversion Adour possible car de gros ouvrages avec une large assiette de redevables
- pas de réversion Midour-Douze car déficit structurel déjà existant dans le contrat actuel, lié à la nécessité de gérer 9 petits ouvrages avec de relativement faibles assiettes de redevables
- faible réversion CCLB liée à la présence d'un seul ouvrage

Il est demandé à la CACG :

- 1° / sémantique : dans tous les éléments du contrat et ses annexes, rapports annuels..., mettre « réversion IA / CCLB » plutôt que « redevance »
- 2° / d'intégrer dans les charges du CEP dans lots 1 et 3 les réversions des parts proportionnelles
- 3° / Distinguer « réversion IA/CCLB part fixe » et réversion part proportionnelle »
- 4° / de valider la précision suivante : les réversions prévues à l'article 34n sont à exprimer en UT, pour intégrer actualisation

Analyse des recettes du compte d'exploitation prévisionnel





Redevances proposées pour l'usage agricole : intégrées dans les produits du CEP

1° / La même formule de détermination de l'unité tarifaire UT est proposée pour les deux contrats de :

$$UT = UT_0 (0.10 + 0.5 S/So + 0.3 FSD2/FSD2_0 + 0.10 El/Elo)$$

UT₀ : 1 euro (valeur au 1^{er} janvier 2019)

S : indice coût de la main d'œuvre France entière

FSD2 : index national frais et services divers, modèle de référence n°2

El : indice de prix de production d'électricité pour le marché français

La pondération des indices doit refléter la réalité des charges :

1/ rapprocher les indices des postes de charges

2/ attention indice El pour lot 2 : électricité ne représente que 1,7% des charges !

Indice El

Indice FSD2 : redondance avec S ?

IA et CCLB souhaitent augmentation du terme fixe

Pour les 3 lots, il est demandé à la CACG :

- d'apporter des précisions sur l'indice FSD2 et de vérifier sa non redondance avec l'indice S
- de proposer de nouvelles formules d'actualisation reflétant la répartition des charges, et en augmentant le terme fixe de la formule
- de proposer une simulation avec des formules d'actualisation intégrant l'indice Maïs [peu fluctuant par rapport aux autres indices]

2° / Structure de la redevance :

- Part fixe établie sur les volumes par unité de souscription :

Or pour le lot 2, l'application de la nouvelle tarification se fait sur un « volume contractuel fictif » basé sur des l/s, soit un volume équivalent de 1700 m³/ha et non prélevable compte tenu des limitations de débit.

Il est demandé à la CACG de proposer une nouvelle grille tarifaire (annexe 5) pour le lot2 compte tenu de cette équivalence de volume par hectare.

3° /Autres produits :

Autres produits	Ancienne DSP	Nouvelle offre
LOT 1 Adour	11 390	0
LOT 2 Midour-Douze	9 137	88 772

[Uniquement sur le sous-bassin Midouze]

Il est demandé au candidat de détailler la nature exacte de ces recettes

N.D : il s'agit d'une subvention d'équilibre pour un montant d'environ 79 000 € et 9000 € de location de compteurs.

- Dans projet de convention de restitution : il est prévu une redevance additionnelle de 15 UT pour actualisation dossier :

Cette prestation n'est-elle pas déjà incluse dans les ETP des personnels de la gestion des contrats ?

N.D : ne pas tenir compte de cette rédaction : sans objet

Il est demandé de corriger dans le projet de convention.





4° /- Redevances proposées pour les autres usages préleveurs (AEP et industries) :

Non intégrées dans les produits du CEP ?

5° / **Part Louet** redevance DIG Adour amont : ~60 000 € non rentrés dans produit d'exploitation

A intégrer dans une ligne spécifique des produits de la concession, puis recalcul redevance

6° / **Valorisation du volume résiduel du Gabas** : demandée mais non réalisée

Calculer l'évolution des recettes et de la redevance en intégrant les nouvelles surfaces permettant de valoriser le volume résiduel du Gabas ;
Différentiel de redevance sur volume non valorisé à intégrer dans une ligne spécifique des produits de la concession, puis recalcul de la redevance

7° / **contribution de la DSP Adour à la Concession Arrêt-Darré** (100.000 F = 15 244,92 €) :

N'apparaît pas dans les charges de la nouvelle concession Adour ?

8° / créances douteuses :

Provisions (charges) et reprise sur provisions (recettes) non présentées ?

N.D : c'est un choix de la CACG de ne pas tenir compte de ces impayés car ne représentent aujourd'hui en moyenne que 1,5 % des redevances émises.

Il est demandé à la CACG :

- d'intégrer tous ces éléments financiers, ajustements des recettes et charges, pour recalcul de la redevance Adour
- d'intégrer les ajustements sur les charges et la structure de la redevance pour recalcul de la redevance Midour-Douze
- d'intégrer les ajustements sur les charges pour recalcul de la redevance Serres-Castet

Calendrier

Inventaire des équipements

La réalisation de cet inventaire doit permettre de compléter l'annexe 6 ter en appui du CEP (plans de renouvellement et de maintenance détaillés)

Echéancier de remise du rapport

- Le rapport annuel du délégataire doit être complet et détaillé (recettes et charges de fonctionnement, éléments relatifs aux contraintes sécurité des ouvrages, avec en annexe de celui-ci le compte annuel d'exploitation - annexe 8) ; c'est pourquoi l'Institution Adour demande une première **remise au plus tard le 15 mai**, afin de pouvoir échanger lors de la 1^{ère} réunion annuelle et laisser un délai suffisant pour l'amender afin que son contenu soit exhaustif.

L'IA et la CCLB insistent sur le souhait de disposer d'un rapport complet au 20 juin, surtout concernant la partie financière = intégration du « compte annuel de résultats » (annexe 8) qui reprendra les mêmes structures et détails que le CEP amendé ; ces exigences expliquent le niveau des pénalités prévues à l'article 44.

Projet de convention de restitution

Seules les clauses générales ont été fournies, pas de proposition de format des clauses particulières.





Clauses générales :

- Veiller à la concordance entre quota contractuel compté à partir du 15 juin et quota/V autorisé compté à partir 1^{er} mai ou 1^{er} juin jusqu'au 15 septembre
- **Il est acté de spécifier une date de démarrage du comptage au 1^{er} juin.**
-
- Redevance location compteur : 65 UT/compteur /an.

Montant conséquent pour les petits diamètres. Grille tarifaire à détailler selon diamètres

-
- **N.D explique que les différences de prix ne sont pas significatives. Proposition validée par l'IA**
-

En cas de réduction du service (remplissage incomplet), seules les parts proportionnelles sont réduites ?

-
- **N.D explique que la part fixe ne sera pas réduite et sera appliquée sur l'intégralité du volume autorisé.**
-
- Période de facturation : il est inscrit une première facturation au 1^{er} avril dans le projet de convention, et au 1^{er} juin dans le tableau de l'annexe 6 du mémoire technique : mettre en cohérence

N.H confirme que la 1^{ère} facturation sera bien au 1^{er} avril selon schéma actuel.

Projets de contrat

La CACG transmettra ce jour les projets de contrat en version Word afin que l'IA puisse les amender en retour.

CONCLUSION :

Il est demandé à la CACG avant la deuxième réunion de négociation :

1° D'apporter toutes les précisions détails et réponses attendus sur les chiffrages des charges du compte d'exploitation

2° De proposer des charges à la baisse afin d'atténuer l'impact sur le prix appelé aux préleveurs et supprimer la subvention d'équilibre

3° De proposer une tarification du Midou Douze exprimée en mètre cube par hectare et non en mètre cube par litre seconde afin d'unifier les modalités d'appel de redevance entre les sous- bassins

4° De réaliser plusieurs hypothèses de formules de révision en lien avec la structuration des coûts des comptes d'exploitation

5° De revoir les montants des reversions notamment sur les lots 2 et 3

2^{ème} Réunion de négociation du 14 novembre 2018

CACG : A. PONCET (directeur général), N. Daurensan (directeur commercial et directeur à l'international) N. Herbert

Introduction du Président Paul CARRERE

Dans la lignée des discussions précédentes, le président P ; Carrere précise qu'il est indispensable d'amender l'offre pour répondre au plus juste et gérer le service dans l'intérêt du territoire, en impactant le moins possible le montant de la redevance. La CACG est un outil du territoire et des collectivités et doit ainsi afficher toute la transparence demandée par les usagers. Les éléments de





détails de chiffrage demandés par l'IA doivent donc être apportés pour pouvoir apprécier le juste niveau des prestations proposées.

Éléments complémentaires échangés depuis la première réunion de négociation

Un compte rendu de la première réunion de négociation a été envoyé à la CACG le 31 octobre. Cette note prévoyait la remise de premiers éléments de réponse pour le lundi 6 novembre puis une deuxième série de compléments pour le 12 novembre.

Les différents points suivants abordés en séance ont fait l'objet d'une note préalable à la 2^{ème} négociation envoyée à la CACG le jeudi 8 novembre.

La CACG a envoyé les projets de contrats, les projets de convention de restitution, les 3 CEP partiellement modifiés, ainsi que les deux notes du 6 et 12 novembre apportant des éléments complémentaires.

Prestations de sous-traitance

Demande de l'Institution Adour de disposer de tous les contrats de sous-traitance relatifs aux interventions sur nos ouvrages.

Prestations de sous-traitance pour le fauchage de la végétation : l'Institution Adour demande à avoir accès aux CCTP des consultations passées par la CACG et surtout aux prescriptions environnementales et techniques précisant notamment les équipements sensibles présents sur les ouvrages (liste et localisation), ainsi qu'à la cartographie des zones visées par la CACG dans leurs marchés.

La CACG répond favorablement à ces demandes et s'engage à associer le personnel de l'IA aux réunions de démarrage de ces prestations.

Écimage des arbres sur les digues amont : l'IA confirme à la CACG l'entretien de toutes les digues du réservoir d'Hagetmau (2 contre-digues), la digue amont de l'Ayguelongue, du Balaing, du Louet du Gabas et de Renung.

Pour les contre digues des barrages de Renung et du Louet, l'écimage a été réalisé en 2018.

Il est précisé que l'écimage des arbres sur la digue amont du Gabas relève de la DSP en cours.

Sur ces 3 ouvrages, il conviendra donc de maintenir ces arbres à une hauteur de 3 à 4 m au moyen de deux interventions à réaliser dans la durée de la concession.

Pour Hagetmau et Ayguelongue, il convient de procéder à un premier écimage puis une intervention d'entretien dans la durée de la concession.

Pour le réservoir du Balaing, il convient de procéder à deux interventions dans la durée de la concession pour maintenir ces arbres à une hauteur de 3 à 4 m.

L'institution Adour demande de ne pas prévoir d'entretien des arbres sur les contre-digues des réservoirs du Brousseau et Miramont.

Compte tenu des précisions ci-dessus, la CACG actualisera le détail du tableau de la page 3 de la note du 12 novembre.

Postes assurances-télécommunications et logiciels (points 3, 7 et 9) de la note CACG du 12 novembre)

Correction à apporter dans les tableaux : réservoir de Maribot.

Assurances (3) : La CACG précise que les charges imputées sur les contrats correspondent leur intervention en tant qu'exploitant/concessionnaire pour les dégâts environnementaux, pour les prestations de service externes et pour la quote-part du contrat d'assurance pour la « maîtrise d'œuvre » pour les prestations du bureau d'études agréé pour la sécurité des ouvrages.

L'IA renouvelle la demande de disposer des contrats d'assurance afférents à ces postes.





Les quotes-parts des contrats d'assurance imputés sont à présenter dans la note d'hypothèses (annexe 7) pour ce poste.

Télécommunications (9) :

Corriger l'incohérence sur le montant de la quote-part affectée au lot 1 : il est mentionné 17 729 € dans le texte puis 22 624 € dans le tableau.
En tenant compte du 1er montant, les frais de communications vers les usagers - 4 895 € - sont comptés 2 fois dans le CEP du lot 1.

Les précisions apportées dans la note sont à reporter dans la note d'hypothèses constituant l'annexe 7.

Logiciels (7) : Les précisions apportées dans la note sont à reporter dans la note d'hypothèses constituant l'annexe 7. Ces outils font l'objet de mises à jour continues pour un équivalent d'1,5 ETP ; les logiciels ont une durée d'amortissement de 5 ans puis sont à renouveler.

Il est de nouveau demandé à la CACG un geste commercial pour réduire le montant de l'imputation de ces dépenses en considérant le début de développement de ces outils sur les contrats en cours.

Programme de maintenance annuelle (point 5 de la note CACG du 12 novembre)

L'IA renouvelle la demande de disposer des plans de maintenance des DSP actuelles, dont les opérations figurent notamment dans les CRAE.

La CACG indique que les outils et l'organisation actuelle ne permettent pas de fournir une liste exhaustive des opérations de maintenance réalisées sur chacun des ouvrages sur la durée des contrats actuels (uniquement un outil de programmation).

La CACG indique qu'elle peut fournir des enveloppes de maintenance sur les 10 années, globalisées pour chacun des lots de la concession.

Le nouvel outil en cours de développement - et qui sera opérationnel courant 2019 - permettra d'archiver les opérations réalisées.

Détail des postes des personnels - Décomposition des postes affectés au service et par mission (point 10 de la note CACG du 12 novembre)

La CACG a modifié les CEP en répartissant les ETP selon les personnels travaillant physiquement sur les barrages (salaires chargés des emplois « directs ») et les personnels environnant (salaires chargés des emplois « indirects »), essentiellement au siège.

La CACG explique la différence de coûts salariaux par type de poste selon les lots par les différences de statut - et donc de rémunération - des personnels intervenant dans les 3 concessions.

La CACG présente une répartition des ETP selon 4 familles de missions.

L'IA renouvelle sa demande de bénéficier de l'identification précise du temps passé par fonction et par mission de la CSP, soit le détail des ETP pour les 12 catégories de personnel (éléments disponibles car ont servi de base au chiffrage).

Réponse de la CACG : il n'est pas possible de communiquer à l'IA le fichier ayant permis le dimensionnement précis des ETP par lot.

L'IA demande à ce que les éléments fournis dans la note CACG du 12 novembre soient repris dans l'annexe 6bis de chacun des 3 CEP.

En complément à ce document contractuel public, l'IA demande que le détail du chiffrage des ETP soit porté dans la note d'hypothèses détaillée à fournir en annexe 7 (non publique).

Pour le lot 3, M. Briançon s'étonne de l'augmentation du nombre d'ETP et de l'augmentation de la redevance prévue.

M. Daurensan précise que sur les anciens contrats, il n'y a jamais eu de révision du nombre d'ETP malgré l'évolution des missions d'auscultation et surveillance prescrites par la nouvelle réglementation intervenue en cours de contrats.





Par ailleurs, le prix sur ce territoire était très inférieur aux autres redevances.
Enfin, le contrat actuel ne prévoit pas de réversion.

Frais de déplacements (point 2 de la note CACG du 12 novembre)

La CACG a chiffré pour les 2 lots de l'Institution Adour les coûts de déplacement pour les différents postes de gestion des clients, gestion des eaux, maintenance, sécurité des ouvrages et calypso (p6 de la note du 12 novembre).

Ce point n'a pas été abordé lors de la 2^{ème} réunion du 14 novembre.
Cependant, comme pour tous les autres postes de dépenses, l'Institution Adour renouvelle sa demande à la CACG de fournir des détails sur le nombre de déplacements et le personnel mobilisé pour chacun de ces postes.

Ces éléments sont à fournir dans la note d'hypothèse demandée en annexe 7 (note qui ne sera pas rendue publique).

Formules d'actualisation des prix

Les nouvelles formules proposées correspondent aux demandes de l'IA : augmentation des termes fixes, rapprochement des indices des postes de charges.

Pour les lots 1 et 2, on retient la proposition de l'IA

Pour le lot 3, la CCLB précisera la formule qu'elle souhaite retenir.

Hypothèses de recettes

Location de compteurs sur Midour-Douze 32 : à inclure

Location de compteurs sur Adour et affluents rive gauche - sous bassin du Bahu : à étudier

Lot 1 :

La CACG a tenu compte de la redevance pour la part non valorisée du Gabas, de la réversion de la DIG Adour amont (part du Louet), et des recettes AEP et industrie pour simuler une baisse de la part fixe de la redevance sur le lot 1, par rapport à l'offre initiale.

Ces 3 redevances seront à intégrer dans le CEP.

Sur la base de ces simulations, à noter l'augmentation notable de redevance, et notamment pour les bassins Gabas et Adour moyen qui bénéficient du quota le plus élevé.

Pour la redevance de la part non valorisée du Gabas, il faut simuler la part variable qui s'applique dès le premier m3 (la simulation est réalisée sur la part fixe).

Il est attendu de la CACG un fichier Excel grâce auquel l'IA pourra réaliser des simulations de redevance, en faisant varier le poids des termes fixe et proportionnels.

L'objectif à atteindre serait de limiter l'augmentation de redevance au plus près de 5% sur la base d'une consommation moyenne.

Ce fichier a été transmis par Nicolas Daurensan le vendredi 16 novembre.

Travail de simulation en cours le 22 et 26/11/2018 à l'IA.

Lot 2 :

La redevance est calculée et présentée au m3/ha (et non au l/s historique - coefficient de conversion de 0.6).

La simulation prend en compte la subvention d'équilibre à verser par l'IA à la CACG (réduite à 55 000 € compte tenu du transfert de charges du lot 1 vers lot 2 des 33 000 €).

Lot 3 :

Le CEP est à corriger.





Compte rendu de la réunion de travail sur les contrats (1ère visio) avec la CACG (19 nov 2018)

Points importants abordés

Passage en revue du projet de contrat Adour

Art 2 et 21.2 : périmètre d'intervention de la concession Adour inclut Latrille avec prestations de surveillance, auscultation et gestion des eaux ; cette dernière prestation inclut la maintenance de tous les équipements permettant la gestion des eaux (sondes, et toute la chaîne de télécommunication, armoire électrique, vannes)

Art 7 : CACG doit détailler prestations en auto-assurance

Art 9 : IA sera associée à la validation du CCTP pour prestataires entretien

Actes sous-traitance seront communiqués à l'IA

La CACG fournira annuellement dès que possible le calendrier prévisionnel d'intervention des prestataires

Art 13 : calendrier remise rapport annuel au 15 mai

Garder évaluation financière des biens de retour et de reprise dans rapport annuel

Art 19-1 : cf Nicolas Laborde pour modalités signatures clauses générales et particulières

Art 19-4 : remise état de remplissage et bulletins hydrologiques selon fréquences prévisionnelles respectivement bimensuelle et mensuelle

Art 22 : le bilan des contrôles de prélèvement sur compteurs sera donné par axe ou sous-bassin réalimenté

Art 23-2 : dans l'accès informatique, distinguer les données brutes des données synthétisées

Art 25 : Compte rendus de réunions : au-delà d'un simple relevé de décisions, ils doivent intégrer tous les points importants évoqués en réunion

Art 26-2 : les CE seront mises à jour avec la nouvelle organisation de la CACG

Art 26-3 : on garde la liste des types de dispositifs d'auscultation potentiellement présents sur les ouvrages

Art 30 : pour les lots 1 et 2 : intégration de la formule d'actualisation proposée par l'IA

Art 35 : CACG fournira textes réglementaires relatifs à assujettissement TVA

Art 36 : dans le rapport annuel, tenir à jour la liste des biens de retour et de reprise avec leur estimation financière

Plan de formation et prévention : mentionner de manière qualitative les démarches entreprises par CACG dans ce domaine

art 37 : calendrier de remise du rapport annuel au 15 mai

art 38 : 1^{ère} rencontre annuelle entre 15 et 31 mai, pour laisser le temps à la CACG d'amender le rapport et qu'il soit exhaustif au 20 juin

art 53 : Garder évaluation financière des biens de retour et de reprise : CQCG revoit la rédaction

Points restant en suspens

Art 23 : l'IA devra vérifier ses procédures pour le respect du RGPD

Art 25 : il convient de préciser « légère réparation », « sans apport de matériaux »

Surveillance et entretien et du petit mobilier extérieur (et remplacement si dégradé) : préciser liste : poubelles, tables, barrières, panneaux signalisation...

Pour les canalisations : confirmer inspection vidéo des conduites sous contre digue amont, et le cas de la conduite de transfert du Gabas (entre station de pompage et château d'eau)

Pour les compteurs (volumétriques ou débitométriques) sur ouvrages ou station d'exhaure : confirmer la maintenance et renouvellement si nécessaire





Art 32 : confirmer que ces dispositions intègrent aussi la maintenance, cf. § 2.6 de la note financière remise dans l'offre

Art 36-2 et 3, art 53 : IA souhaite détails sur les ETP : ETP détaillés par missions et fonctions pour toutes les prestations objet du service

Infos sur accidents de travail, à porter dans l'article 16

Art 40-3 : visite d'inventaire proposée dans l'offre sous 1 mois : l'IA précise que cet inventaire des équipements doit être exhaustif et être adossé au plan de maintenance et renouvellement pour chacun des ouvrages : la CACG doit préciser le délai pour ce niveau de détail attendu (dans la limite de 5 mois)

Art 44 pénalités : la CACG juge trop élevées les pénalités relatives à :

- (3) la fourniture d'un inventaire exhaustif des équipements
- (15) le retard dans la fourniture du rapport annuel
- (15) la non-complétude du rapport annuel

L'IA explique que la fixation de ces pénalités élevées correspond bien à une exigence de transparence et au besoin d'avoir un état exhaustif des équipements (jamais réalisé jusqu'à ce jour) et un rapport annuel exhaustif pour expliquer et justifier les coûts du service auprès des usagers.

- Equilibre financier des concessions :

- 1/ En marge de l'ajustement des redevances, il est de nouveau demandé à la CACG une proposition de baisse des charges pour chacun des lots
- 2/ pour pouvoir juger du bon calibrage de l'enveloppe de maintenance, il est de nouveau demandé les coûts de maintenance réalisée sur les contrats actuels : illustration avec
 - à minima les années 2012 et 2017 ou totalité de la période
 - les principales dépenses

Calendrier

- Actions CACG :

- Renvoi d'une version corrigée des 3 projets de contrats, au plus tard lundi 26 novembre au soir
- Envoi de notes en réponse aux questions et demandes de précisions formulées lors de la 2^{ème} réunion de négociation du 14 novembre

Actions IA :

- Art 34 : l'IA effectue des simulations pour fournir à la CACG deux ou 3 hypothèses sur les niveaux de redevance (parts fixe, variable 1 et variable 2) et sur les montants de réversion ;
- IA envoie à CACG (N. Herbert et S. Cussey) le calendrier de remise des rapports techniques

CONCLUSION :

Il est demandé à la CACG avant la troisième réunion de négociation :

- 1° D'apporter toutes les dernières réponses attendues sur les chiffrages des charges du compte d'exploitation
- 2° De proposer des charges à la baisse afin d'atténuer l'impact sur le prix appelé aux préleveurs et supprimer la subvention d'équilibre
- 3° De proposer une tarification du Midou Douze exprimée en mètre cube par hectare et non en mètre cube par litre seconde afin d'unifier les modalités d'appel de redevance entre les sous- bassins
- 4° De diminuer le montant de la subvention d'équilibre pour le Midou Douze
- 5° De revoir les montants des reversions sur la base des simulations tarifaires et arbitrages sur le niveau des redevances tels que fournis par l'IA





3^{ème} réunion de négociation du 6 décembre 2018

CACG : N. Daurensan (directeur commercial et directeur à l'international) N. Herbert

Introduction Paul CARRERE (Psdt IA) et M. CONDERANNE (Vp CCLB)

M. Carrère indique que suite aux réunions et échanges précédents, des réponses et éléments supplémentaires ont été apportés par la CACG.

Cependant il manque encore les éléments de détails de chiffrage demandés par l'IA pour avoir la transparence demandée par les usagers et pouvoir aller justifier les prestations et tarifs sur les territoires.

Dans la note envoyée par l'IA à la CACG en date du 4 décembre, il est demandé une réduction globale des charges de 66.200 € sur les lots 1 et 2 (avec un effort équivalent de l'IA qui annule ainsi ses provisions de grosse maintenance), et de 12.000 € sur le lot 3.

MM Conderanne et Tucou expliquent clairement qu'ils auront des difficultés à justifier auprès de leurs collègues élus et auprès des usagers cette augmentation très importante des charges pour un service rendu équivalent.

M. Daurensan explique que la CACG aurait dû demander une actualisation par voie d'avenants des contrats précédents pour tenir compte des nouvelles obligations réglementaires qui augmentent substantiellement les charges de fonctionnement de ce type d'ouvrages. D'autre part, le Conseil d'Administration de la CACG vient de prendre acte d'un résultat d'exploitation 2018 très déficitaire, qui ne permet pas de répondre favorablement au niveau des ristournes et gestes commerciaux demandés.

P. Carrère précise qu'il est d'autant plus stratégique pour la collectivité d'avoir de bons indicateurs et une parfaite transparence sur la réalité des prix, afin d'être en capacité d'élaborer un nouveau schéma d'équilibre économique (nouveau modèle) dans le cadre des démarches prospectives de projets de territoires ainsi qu'en prévision du renouvellement de l'ensemble des concessions d'ouvrages sur Adour au 1^{er} janvier 2024.

Eléments complémentaires échangés depuis la deuxième réunion de négociation

Un compte rendu des points abordés lors de deux visioconférences et les éléments restant à préciser a été rédigé et envoyé à la CACG.

L'IA a transmis les deux notes suivantes le 4 décembre :

- 1/ la localisation des accès devant faire l'objet d'un entretien des chemins et fossés latéraux,
- 2/ une note préalable à la 3^{ème} réunion de négociation pour simuler les équilibres budgétaires sur la base d'augmentations limitées des redevances et solliciter les baisses de charges.

La CACG a renvoyé les projets de contrats, et les 3 CEP partiellement modifiés, ainsi que 2 notes en date du 3 décembre :

- 1/ « Compléments suite à la visioconférence du 27 novembre » apportant des éléments complémentaires sur les postes de charges,
- 2/ « Annexe 7 : note explicative des comptes prévisionnels ».

Points abordés lors de la négociation

La réunion est menée en 2 séquences principales :

- 1° / l'analyse réalisée par l'IA et la CCLB sur les compléments apportés par la CACG,
- 2° / négociation sur les équilibres financiers des 3 lots.

I- Analyse des compléments apportés



**I-1/ Remarque générale :**

Comme indiqué par Monsieur P. Carrère en introduction, il manque encore des éléments de détail pour expliquer les coûts, notamment sur les postes personnels et frais de déplacements.

Cependant la « note d'hypothèses - Annexe 7 » peut être amendée avec les éléments d'explication des postes de charges déjà apportés dans les notes précédentes et ceux à compléter.

I-2/ Analyse détaillée des documents remis notes CACG « Annexe 7 » et « compléments suite visio du 27 novembre »

1/ entretien végétal : le chiffrage de ces prestations doit intégrer les précisions apportées par l'IA dans le compte rendu de la réunion du 14 novembre, précisions relatives :

- Au fauchage des digues et prairies sur les sites Brousseau et Miramont
- A l'allègement de l'entretien prévu sur Bougnères : ne rien prévoir sur la contre-digue
- A l'écimage des arbres des contre-digues sur Ayguelongue et Hagetmau : l'IA demande le coût unitaire de ces prestations

En réponse, la CACG s'engage à maintenir la végétation à une hauteur maximale de 3 à 4 m sur l'ensemble des réservoirs présentant une contre-digue (Gabas, Hagetmau, Ayguelongue, Renung, Balaing et Louet), et sur la durée du contrat ; les coûts sont lissés sur 5 ans.

Par ailleurs, la CACG confirme que l'écimage vient d'être réalisé sur la contre-digue du Gabas dans le cadre de la fin de DSP.

2/ L'IA fait remarquer que le poste « Publicités, publications, relations publiques » présente des coûts très différents entre les 3 lots, respectivement 47 / 405 et 221 €

La CACG recherchera les éléments ayant conduit à ces chiffrages.

3/pour le poste « frais postaux et télécommunications », la CACG a apporté la correction de l'incohérence dans le lot 1, mais en maintenant les 4.895 € !

4/ pour les charges inhérentes aux frais de déplacement, la CACG confirme que les visites de surveillance ne sont pas mutualisées avec les visites d'auscultation, car les personnes intervenantes ne possèdent pas les mêmes qualifications ; en outre, une partie des techniciens intervenant sur les ouvrages relève du service Exploitation et l'autre partie du Bureau d'études, avec des responsabilités bien séparées et identifiées.

5/ cas particulier de Latrille :

Le paragraphe rajouté doit être amendé par les prestations suivantes :

- les visites de surveillance mensuelles doivent être incluses (visite entre Brousseau et Miramont)
- l'entretien et maintenance des vannes pour la gestion des eaux, de même que le contrôle annuel des vannes doit être inclus dans art 26 ;
- une inspection vidéo de la conduite de vidange du plan d'eau amont est à prévoir.

Pour ces différentes prestations, l'IA amendera la convention avec l'ASA de Bégorre via un avenant afin de préciser les prises en charges financières et définir les responsabilités.

6/ pour les charges de personnel, l'IA demande :

- de donner le détail des sous-totaux pour chacun des « postes » de charges indirectes telles que présentés dans le § 1.2 de la note « Annexe 7 » transmise le 3 décembre par la CACG,
- pour la décomposition des postes directs : il est attendu le sous-détail quantitatif de la répartition et non pas des explications d'ordre qualitatif,
- dans l'annexe 6bis du lot2 : tous les ETP sont affectés dans colonne « direct » (tableau 1) alors que les coûts sont bien répartis entre les 2 colonnes « directs » et « indirects » dans le 2^{ème} tableau : il est demandé de sous-détailler la répartition des ETP entre ces 2 colonnes, à l'instar de ce qui est présenté pour le lot1.

Ces éléments de sous-détails devront à minima être fournies dans la « Note d'hypothèses - annexe 7 » attendue (pour rappel : note non publique).





7/ l'entretien des chemins et curage des fossés associés devra être réalisé selon les plans fournis dans la note IA en date du 4 décembre, sauf :

- pour le réservoir de Coudures, limiter la zone d'entretien du chemin en rive gauche entre les 2 barrières installées en rive gauche (zone située entre l'amont du déversoir et la limite du chemin communal d'accès depuis la route),
- pour le réservoir de Serres-Castet, la CCLB confirme la demande d'entretien sur la base du plan fourni, qui comprend l'accès à la digue en aval, et l'accès à la contre digue-amont ainsi qu'aux deux seuils de mesures sur les deux affluents en amont. La CCLB précise que le chemin amont vient juste d'être refait.

La CACG intégrera ces modifications et ajustera les charges aux CEP des lots 1 et 3.

8/ pour la partie « Produits d'exploitation » mentionnée dans l'annexe 7 complétée par la CACG le 3 décembre, le coût unitaire du m3 de la part variable est affiché à 0,02 € au lieu des 0,03 € portés dans l'annexe 5 et dans le projet de contrat.

La CACG corrigera cette note.

I-3/ tableau de répartition des charges entre lots 1 et 2 selon les volumes

Ce tableau permet d'apporter des précisions sur les 2 CEP, mais il manque les éléments de base du chiffrage.

Sur questionnement de l'IA, la CACG précise que la colonne « divers » regroupe tous les coûts non inclus dans les autres colonnes (achats de matériels, consommables, déplacements, publicité).

I-4/ analyse des CEP modifiés

Dans les postes de charges, substituer le terme « redevance d'exploitation » par « réversion »

Les montants dans le CEP sont exprimés en HT :

La question est posée de savoir si le service doit être assujéti à la TVA

Pour la CACG, l'assujettissement paraît obligatoire compte tenu de la « mise à disposition à titre onéreux des ouvrages de l'IA » (cf art 35 du projet de contrat)

Pour l'IA, l'assujettissement est à vérifier, cf réponse Payeur départemental pour Barne et Adour amont.

La CACG et l'IA devront interroger leur services juridiques et financiers respectifs

Lot 1 :

Recettes AEP industries

La note CACG du 3 décembre indique que les recettes AEP/industries sont déjà intégrées dans la redevance irrigation.

L'IA fait remarquer qu'il existe une incohérence avec la présentation et les calculs de l'annexe 5 du contrat.

La CACG doit vérifier et il faudra faire apparaître des lignes spécifiques dans la partie « produits d'exploitation » du CEP, conformément à l'annexe 5.

Différentiel de 40.000 € ?

Il apparaît un différentiel de 40.000 € dans le lot1 entre les versions du CEP suite à l'introduction des recettes supplémentaires liées à la redevance « Louet Adour amont » et facturation de la « part non contractualisée du volume du Gabas » (121.800 € de redevances supplémentaires, et seulement 89.000 € supplémentaires de réversion à l'IA dans la partie charges).

La CACG explique que ce différentiel est dû à l'intégration directe de l'augmentation des charges du lot 1 suite à l'affectation des frais « assurances, télécom, logiciels » au prorata des volumes entre les 2 lots.

La CACG établira une note détaillée pour expliquer les différentes étapes de ses calculs en lien avec les éléments présentés.



**Flux financiers :**

Pour les parts de redevances liées à la valorisation d'une partie du Louet sur l'Adour amont et la facturation de la part non-valorisée du volume du Gabas, la CACG émettra un titre de recettes auprès de l'IA sur les bases suivantes :

- pour le Louet : 60 000 € (valeur 2019),
- pour le Gabas, coûts unitaires des parts fixe et proportionnelle - à concurrence de la conso moyenne - qui seront arrêtés pour le lot 1 à l'issue de la négociation.
-

Pour ces deux participations de l'IA, il convient de vérifier l'assujettissement à la TVA et le montant de cette dernière.

La participation des usagers de la concession Adour pour la concession Arros, d'un montant de 15 245€, sera appelée selon les mêmes modalités que dans le contrat précédent.

Lot 2 :

- prévoir une réversion malgré le déséquilibre du compte d'exploitation ?

La CACG et l'IA devront interroger leur services juridiques et financiers respectifs

- l'IA souligne l'augmentation des charges de sous-traitance : + 800 € sur Charros

Lot 3 :

Il conviendra de distinguer dans le CEP final et dans le contrat la « réversion part fixe » et la « réversion part proportionnelle » ;

I-5/ points sur les éléments manquants demandés (compte rendu 2^{ème} visio)**Point sur maintenance annuelle 2015-16-17 :**

Ces éléments devaient être fournis en séance par la CACG ; or M. Daurensan explique que ce travail a été impossible à faire, ouvrage par ouvrage, compte tenu de la structure des outils actuels qui « ne sauvegardent pas » les interventions réalisées.

Par contre la CACG s'engage à réaliser ce suivi par ouvrage dans le cadre des prochaines concessions, grâce aux nouveaux outils en cours de développement.

L'IA réagit en déplorant cet état de fait qui ne permet pas de bien calibrer les enveloppes de maintenance nécessaires pour les 5 prochaines années des contrats (sauf à dire d'expert de la CACG), et ainsi de se servir de ces enveloppes comme variable d'ajustement dans la négociation sur le partage des risques entre concessionnaire et maître d'ouvrage. (cf. § suivant « négociation des équilibres financiers »)

Chiffrage Inspection caméra des conduites des contre digues de Latrille et Renung

La CACG doit chiffrer ces prestations.

Renouvellement des compteurs sur Midour Douze

La CACG doit fournir le calendrier des âges des compteurs.

N Daurensan précise que selon lui, la grande majorité des compteurs a dépassé la durée réglementaire d'utilisation car n'ont pas été changés dans le cadre du contrat actuel compte tenu de son déséquilibre économique.

I-6/ relecture des projets de contrats

- la CACG doit confirmer le délai mentionné à l'art 23.2. Il est convenu que le point sur les travaux réalisé peut être présenté lors des 2 réunions annuelles CACG-IA, soit au printemps et à l'automne.
- art 13 à amender : délai de 3 mois pour les inventaires adossés aux plans de renouvellement et maintenance. L'IA insiste bien sur sa demande de disposer des plans de maintenance et renouvellement en début de contrat.
-





- Détail des ETP : demande récurrente d'avoir le détail par missions et fonctions
- Pénalités Art 44: la CACG juge trop élevées les pénalités relatives à :
 - (3) la fourniture d'un inventaire exhaustif des équipements
 - (15) le retard dans la fourniture du rapport annuel
 - (15) la non-complétude du rapport annuel
- L'IA explique que la fixation de ces pénalités élevées correspond bien au besoin d'avoir un état exhaustif des équipements (jamais réalisé jusqu'à ce jour) et un rapport annuel exhaustif pour expliquer et justifier les coûts du service auprès des usagers.

Il est demandé à la CACG de faire des contre-propositions par rapport au montant de ces 3 pénalités ; ces propositions seront alors examinées par l'IA au regard de l'objectif de transparence recherché.

- Solde enveloppe de maintenance

Après vérification, la CACG confirme la possibilité de réversion de l'enveloppe de maintenance en fin de contrat, en cas de solde positif.

- L'IA a souligné des incohérences dans le calendrier de remise des rapports techniques réglementaires (cf. courriel du 28/11) :

La CACG doit vérifier les années de remise et amender le calendrier dans le mémoire technique.

Calendrier de mise en place des compteurs

Sur le Bahu (concession Adour), l'installation des compteurs ne va pouvoir se faire que progressivement, suite aux difficultés éprouvées dans le cadre de l'Appel à projets 2017-2018.

Il est donc demandé à la CACG de chiffrer un équipement progressif de 20%/an et de modifier le CEP en conséquence.

Les dépenses et produits effectifs seront portés dans chacun de comptes rendus annuels d'exploitation.

II- Négociations sur les équilibres financiers des lots (note IA du 4 décembre)

Pour les lots 1 et 2, l'IA ne veut imposer qu'une augmentation limitée des redevances aux usagers, sur la base des consos moyennes (base part fixe à 0,0265 € pour lot 1 et 0,024 € pour le lot 2). Cela entraîne des hypothèses de produits d'exploitation plus faibles au détriment des équilibres financiers (- 135 000 € pour les 2 lots) et nécessitent donc des efforts financiers.

Montant de la redevance

N. Daurensan fait remarquer que selon l'hypothèse ci-dessus proposée par l'IA, la redevance baisserait pour certains sous-bassins de la concession Adour, ce qui est un mauvais signal en comparaison d'autres sous bassins qui augmentent de façon sensible.

Il est donc suggéré de modifier la structure de redevance proposée par la CACG dans son offre de base et de réintroduire une part fixe indépendamment du volume pour porter la redevance de ces sous-bassins au niveau de son montant en 2018, sur la base d'une consommation moyenne du quota.

La CACG fera une proposition de nouvelle structure de redevance selon cet objectif à l'IA au cours de la semaine 50.

Négociations sur la baisse de charges

En l'absence de transparence totale sur les détails des personnels et frais de déplacements imputés, l'IA demande une réduction globale des charges, dont sur le poste « logiciels », de l'ordre de 66.200€HT, étant posé par ailleurs que l'IA réduit d'autant ses provisions de maintenance et donc sa capacité d'autofinancement des gros travaux à venir.





La CACG propose dans un 1er temps de réduire les enveloppes de maintenance du montant du déséquilibre simulé, pour équilibrer les CEP.

L'IA répond que dans cette hypothèse, les risques ne sont plus assumés par le concessionnaire mais par le seul maître d'ouvrage, ce qui est donc contraire à la logique des concessions, et encore plus délicat à assumer par l'IA compte tenu de la non lisibilité sur les dépenses de la maintenance réalisées sur les précédents contrats.

N. Daurensan accepte dans un premier temps un effort financier de l'ordre de 15.000 €.

Le président P. Carrère insiste sur les calculs des équilibres économiques présentés dans les CEP qui reposent sur des consos moyennes de quotas de ces dernières années.

Les hypothèses de dépassement des consommations par rapport à cette moyenne engendreraient des recettes supplémentaires pour la CACG de l'ordre de (sur la base de 10% de réversion à l'IA) :

- 26 000 € pour conso supplémentaire de 5%
- 52 400 € pour conso supplémentaire de 10%

Compte tenu de ces derniers arguments, l'IA demande à la CACG un effort financier supplémentaire afin de limiter la hausse des redevances.

La CACG fera une proposition à l'IA au cours de la semaine 50.

Lot3

Les élus et services rappellent l'augmentation de 15 000 € des charges pour un même service, alors que la CACG exploitait l'ouvrage sur une base de 23 800 € en 2017 avec un résultat positif de l'ordre de 5.684 € (CRAE 2017).

La CCLB souhaite maintenir une variabilité du coût de l'eau qui soit acceptable par les usagers et qui corresponde aux charges réelles d'exploitation, dans la mesure de ce qui est exposé dans le cadre des comptes-rendus d'activité. Il est notamment demandé un effort sur la partie « logiciels » ainsi qu'une partition du coût RIOWEB et de Mon espace CACG de manière à pouvoir supprimer ce dernier poste le cas échéant, en ne souscrivant pas à ce service. Pour mémoire les charges d'exploitation sont diminuées des charges d'entretien végétal assuré en régie par la Communauté de communes.

Il est donc demandé d'ajuster la proposition avec une baisse de 12 000 €.

Calendrier

Actions CACG pour la semaine 50 :

- Envoi de notes en réponse aux questions et demandes de précisions formulées lors de la 3^{ème} réunion de négociation du 7 décembre
- Envoi d'une proposition de structure de redevance modifiée
- Envoi d'une proposition de baisse de charges globales pour les lots 1 et 2
- Envoi d'une proposition de baisse de charges pour le lot 3

Suite procédure

- Mise au point finale des contrats et de leurs annexes pour le 9 janvier

CONCLUSION :

Il est demandé à la CACG avant la troisième réunion de négociation :

1° D'apporter toutes les dernières réponses attendues sur les chiffrages des charges du compte d'exploitation

2° De proposer des charges à la baisse à minima de 15.000€ pour les lots 1 et 2 afin d'atténuer l'impact sur le prix appelé aux préleveurs et supprimer la subvention d'équilibre





3° De proposer une nouvelle structure de la redevance comprenant une part fixe afin de rapprocher la tarification Adour de celle Midou Douze avec pour objectif de mieux équilibrer les augmentations entre les différents ouvrages

4° De revoir les montants des reversions sur la base des simulations tarifaires et arbitrages sur le niveau des redevances tels que fournis par l'IA

Pour le lot 3 une ultime réunion de mise au point et de négociation est arrêtée au 16 janvier 2019

Réunion du 16 janvier 2019

Présents Nicolas DAURENSAN, Nelly HERBERT

Stéphane SIMON rappelle le contexte de la négociation en cours et les différences constatées entre les résultats d'exploitation des CRAE et la proposition de contrat dans le cadre de la mise en concurrence. Il indique notamment que les éléments de mutualisation des coûts compte tenu du nombre d'ouvrage à concéder ne conduisent pas au résultat espéré. M. DAURENSAN indique que la surveillance courante est bien mutualisée.

M. MIMIAGUE, Président de la Communauté de communes des Luys en Béarn, rappelle l'effort fait par la Communauté de communes dans le cadre de cette négociation, pour limiter les augmentations et donc réduire le coût de l'eau pour les usagers : ces efforts consistent en la suppression de la reversion annuelle, la prise en charge de l'entretien végétal et l'abandon du service « Mon espace CCAG », ce qui permet de réduire de 19 000 € le montant annuel dans le compte prévisionnel proposé.

M. FERLANDO rappelle le contexte, l'union des ASA comme client unique, les coûts de gestion de l'eau (ouverture/fermeture des vannes) et les aspects administratifs (gestion d'un seul contrat).

M. MIMIAGUE s'interroge sur l'augmentation du nombre d'ETP pour gérer le lac, au regard des éléments présentés dans les CRAE. La CACG prévoit 50% de plus de personnel pour assurer la gestion du lac à l'avenir. M. DAURENSAN indique que les contraintes de respect de la sécurité se sont alourdies réglementairement, avec notamment 2 visites d'auscultation prévues sur la durée de la concession et souligne que le contrat n'avait pas été renouvelé depuis sa passation en 1990.

M. BRIANCON s'interroge sur les coûts relatifs au logiciel RIOWEB et sur la possibilité de les réduire. M. DAURENSAN indique que le développement du logiciel est important (algorithme de gestion) et permet d'asservir l'ouverture des vannes à un régime hauteur/débit.

M. SIMON demande à ce que la CACG participe le cas échéant à l'effort de pédagogie qui sera nécessaire pour rendre compte des éléments devant les usagers.

Suite à cette dernière phase de négociation la CACG propose une part fixe au m3 de 21,50 euros par hectare et une part proportionnelle de 1 centime par m3 pour la tranche 1 (dès le 1er m3) et de 2 centimes par m3 déclenchée à partir de 60% du quota. Les pénalités pour dépassement de quota seront intégralement reversées à la Communauté.

La CACG propose également à la suite de cette réunion de négociation une remise de 208 euros sur les frais de déplacement, de 575 euros sur les charges de personnel et de 1000 euros sur les autres charges (logiciel).

Eléments de conclusion relatifs au lot 3

Compte tenu de l'avis du bureau de la Communauté de communes des Luys en Béarn sur le projet de contrat et sur la base des derniers éléments de la négociation, il est décidé de finaliser le contrat de concession de l'ouvrages du Gées, pour les cinq prochaines années.



**PROPOSITION FINALE/Projet de contrat DSP**

A l'issue de trois réunions de négociation entre les responsables de la CACG et le Président, et après les derniers échanges de documents et arbitrages financiers intervenus entre janvier et février, la CACG a proposé, en accord avec la CCLB, une modification à la baisse du compte prévisionnel d'exploitation (CEP) de l'ouvrage de Serres-Castet avec une nouvelle structure de la redevance.

La CCLB de son côté, renonce à la réversion annuelle, exclue des prestations contractuelles, le poste renouvellement/maintenance du matériel, comme celui concernant le fauchage et l'entretien végétal, ainsi que l'accès au service de télégestion et de suivi de la CACG afin de diminuer de 19.000€ le compte prévisionnel de charges. Pour sa part, la CACG accepte de consentir d'ultimes efforts financiers (à hauteur de 1.783€), concernant les frais de déplacements, les charges de personnel et autres charges. L'ensemble de ces efforts permet d'atteindre un équilibre financier global tels que présenté dans le Compte d'Exploitation Prévisionnel joint (Annexe1).

- Le coût d'exploitation de l'année 0 s'établit à 32.729€.
- Concernant la redevance tarifaire (Annexe 2), elle est composée d'une part fixe de 21,50 euros par hectare, d'une part proportionnelle de 1 centime par m3 pour la tranche 1 (dès le 1er m3) et de 2 centimes par m3 déclenchée à partir de 60% du quota. Les pénalités pour dépassement de quota seront intégralement reversées à la Communauté.

Il vous est proposé de statuer sur ces bases pour autoriser la signature du contrat de concession de l'ouvrage de Serres-Castet pour les cinq prochaines années (2019-2023)





I - STRUCTURE ET MONTANT DE LA REDEVANCE RESERVOIR DE SERRES-CASTET

version contractuelle après négociation (janvier 2019)

Part fixe	21,50 €
Part proportionnelle	0,01 €
Proportionnelle 2	0,02 €
Seuil prop 2	60%
Dépassement	0,17 €
Coût à l'hectare	
Part fixe	21,50 €
Part proportionnelle	7,92 €
Proportionnelle 2	10,56 €
Total ha moyen (55%)	28,76 €
Total ha maximum (100%)	39,98 €
Total ouvrage	
Recette fixe	24 467,00 €
Recette prop 1	9 000,00 €
Recette prop 2	12 000,00 €
Total 55%	32 727,00 €
Total 100%	45 467,00 €





II - COMPTE PREVISIONNEL D'EXPLOITATION

version contractuelle après négociation (janvier 2019)

Compte prévisionnel exploitation Serres Castet	2019		
	Direct	Indirect	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Produits d'exploitation du service			
part fixe	24 467		24 467
part variable 1	8 262		8 262
part variable 2			
PRODUITS ACCESSOIRES			
Produits divers et accessoires			
Reprise sur provision, créances douteuses			
Reprise sur provision, garantie continuité de service			
Autres produits			
PRDODUITS FINANCIERS			
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
I -TOTAL des PRODUITS	32 729		32 729
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS			
Achats de matières premières, fournitures et consommables	210		210
Eau et assainissement			
Energie - Electricité	0		0
Achats de matériel et petits équipements			
Autres achats			
SERVICES			
Sous-traitance	400		400
Locations			
Services extérieurs : Entretien, réparation, maintenance			
Primes d'Assurances	2 255		2 255
Personnel extérieur à l'entreprise : intérimaires, intermédiaires et honoraires			
Publicité, publications, relations publiques	0		0
Déplacements, missions réceptions	2 058		2 058
Frais postaux et de télécommunications	1 393		1 393
Divers - Autres services			
IMPOTS			
Impots taxes et versements assimilés,			





CH de PERSONNNEL			
Rémunérations	6 992	7 272	14 264
Charges sociales	3 496	3 636	7 132
AUTRES			
Reversion d'exploitation			
Fixe	0		0
Variable			
Autres charges	2 000		2 000
CHARGES FINANCIERES			
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
DOTATIONS			
Provision créances douteuses			
Provisions de maintenance et/ou renouvellement	2 620		2 620
TRAVAUX			
Travaux de maintenance et/ou renouvellement			
II -TOTAL des CHARGES	21 424	10 908	32 332
III - RESULTAT avant IMPOT			397
IV - IMPOTS sur LES SOCIETES			132
V - RESULTAT : BENEFICE ou PERTE			265

